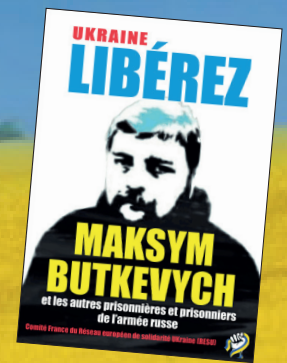


BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

# SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 22 – 3 août 2023

page\*2:  
Editions Page deux

SYLÉPSE



SPARTACUS



RED UTOPIA ROJA



culture  
TEMPS

NewPolitics

Entre les lignes entre les mots  
un blog de mots de lettres, de mots, de mots et de mots



LES utopiques  
CAHIER DE RÉFLEXIONS

A l'écoute  
La Bécote

## Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

*À l'encontre*: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: [www.cetri.be/](http://www.cetri.be/)

*ContreTemps*: [lesdossiers-contretemps.org](http://lesdossiers-contretemps.org)

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: [www.editions-spartacus.fr](http://www.editions-spartacus.fr)

Éditions Syllepse: [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

Massari Editore, [www.massarieditore.it](http://www.massarieditore.it)

*Entre les lignes, entre les mots*: <https://entrelignesentrelesmots.blog/>

*Europe solidaire sans frontières*: [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

*Les Utopiques*: [lesutopiques.org](http://lesutopiques.org)

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

*New Politics*: [newpol.org/](http://newpol.org/)

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: [laboursolidarity.org](http://laboursolidarity.org)

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



3 AOÛT 2023

ISBN: 979-10-399-0185-7

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project.

# TABLE DES MATIÈRES

L'INTERNATIONALISME, C'EST PAS DE LA TARTE!  
PATRICK SILBERSTEIN  
5

## ÉCLAIRAGES

APRÈS LE SILENCE, LE TEMPS DE LA  
MÉMOIRE UKRAINIENNE  
PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT  
9

## LIGNES DE FRONT

LE CUISINIER, UN VOLEUR INFÂME ET SES  
DIAMANTS: FUITE ET FIN PROVISOIRES  
JEAN-MARC ROYER  
15

LES FORÊTS EN PREMIÈRE LIGNE  
LES HUMANITÉS  
28

## PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

MANIFESTATION D'INFIRMIÈRES À KRYVVI RIH  
DÉCLARATION D'UNE INFIRMIÈRE  
31

UNE MOBILISATION POUR DÉMETTRE UN  
DIRECTEUR DE CLINIQUE CORROMPU  
PATRICK LE TRÉHONDAT  
32

DE MÉDECINS EXIGENT LE  
LICENCIEMENT D'UN DIRECTEUR  
ENTRETIEN AVEC MARTA BERNAGIEWICZ  
32

LISTE DES UNITÉS DES FORCES ARMÉES  
UKRAINIENNES OÙ LE SYNDICAT DES LGBTQIA+  
SOUS L'UNIFORME A DES MEMBRES  
36

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS COURANTS  
38

QUE PENSENT LES ÉTUDIANTS UKRAINIENS?  
SYNDICAT ÉTUDIANT ACTION DIRECTE  
41

## OÙ LA LA RUSSIE?

UN COUP D'ÉTAT... PRIVÉ  
HANNA PEREKHODA  
44

LE MOUVEMENT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE  
EST QUALIFIÉ D'« AGENT ÉTRANGER »  
CONNECTION E.V., EBCO, WRI ET INTERNATIONAL  
FELLOWSHIP OF RECONCILIATION  
46

UN « CAPITALISME NATIONAL PÉRIPHÉRIQUE »  
OU UNE MAFIA D'ÉTAT ?  
ENTRETIEN AVEC ALEXANDER BIKBOV ET JEAN-MARC ROYER  
47

LE GUIDE DU KREMLIN POUR MANIPULER  
LES FÊTES RELIGIEUSES  
ANDREÏ PERTSEV  
48

LIBERTÉ POUR BORIS KAGARLITSKY  
EUROPEAN NETWORK FOR SOLIDARITY WITH UKRAINE  
49

JE SUIS UN UKRAINIEN DE GAUCHE, C'EST  
POURQUOI JE SOUTIENS BORIS KAGARLITSKY  
ANDRIY MOVCHAN  
50

BORIS KAGARLITSKY EMPRISONNÉ EN RUSSIE  
ILYA MATSEEV  
53

SUR LE FRONT DE L'UNIVERSITÉ  
ROBI MORDER  
54

## PRISES DE POSITION

« NOTRE INDIFFÉRENCE À L'ÉGARD DE  
L'UKRAINE NUIT À NOTRE LUTTE EN INDE »  
ENTRETIEN AVEC KAVITA KRISHNAN  
59

« LA PAIX MAINTENANT », MAIS QUEL PAIX ?  
JOHN FEFFER  
70



L'UKRAINE ET LA VIOLENCE DE L'ABSTRACTION

TOM DALE

74

L'UKRAINE ET L'ABSTRACTION DE LA  
VIOLENCE: MA RÉPONSE À TOM DALE

GILBERT ACHCAR

80

**BONIMENTEURS ET BONI-MENTEURS**

LE RÉTIF.02

86

**BOÎTE ALERTE**

LE DESTIN UKRAINIEN DE *LA FERME DES  
ANIMAUX* DE GEORGE ORWELL

PATRICK LE TRÉHONDAT

90

PRÉFACE À L'ÉDITION UKRAINIENNE  
DE *LA FERME DES ANIMAUX*

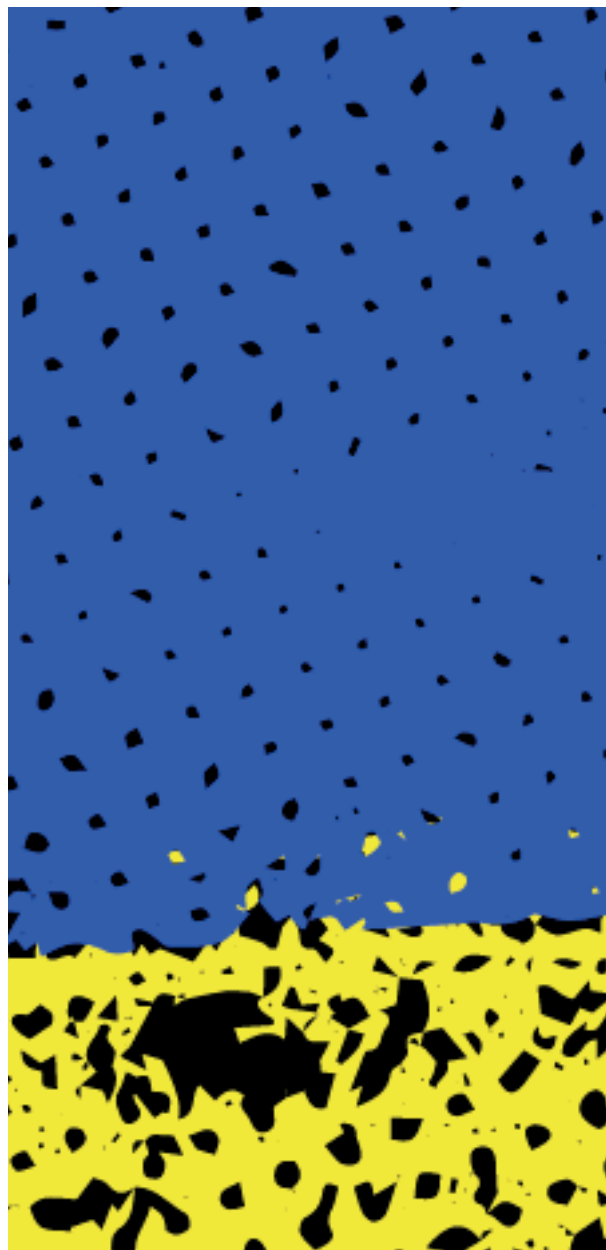
GEORGE ORWELL

93

UN ROBIN DES BOIS UKRAINIEN

PATRICK LE TRÉHONDAT

96





# L'internationalisme, c'est pas de la tarte!

PATRICK SILBERSTEIN

Il y a déjà près de 600 jours que nous avons choisi de *soutenir inconditionnellement* le peuple ukrainien dans sa résistance à l'invasion déclenchée par le régime fascisant et impérialiste qui écrase le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il y a près de 600 jours que nous sommes engagés dans un appui politique et pratique à une guerre de résistance à une invasion, à une guerre de libération nationale.

Il y a déjà près de 600 jours que nous savons que la guerre que mène l'Ukraine est une guerre juste et que la démocratie est une arme de combat redoutable aux mains des forces qui luttent contre l'exploitation, la domination et l'oppression.

Il y a un bail aussi que nous savons que certaines forces dites de gauche choisissent de défendre la politique coloniale de leur propre État et que d'autres pensent que le progrès et la lutte contre l'impérialisme avancent grâce aux chenilles des chars de combat des «pays frères». Il y a déjà un moment que nous avons constaté qu'une partie de cette gauche est frappée de sidération dans son rapport à Moscou.

Il y a aussi longtemps que nous savons que le pacifisme peut être à la fois une posture morale des plus respectables et une politique instrumentalisée par ceux qui ont intérêt à affaiblir la résistance des peuples agressés.

Cela fait donc quelque 600 jours que nous sommes soumis au feu roulant des «campistes», des «pacifistes», des «neutralistes», des «partisans de la paix», des «tankistes», des «partisans du cessez-le-feu, des négociations et de l'arrêt des livraisons d'armes», des partisans du plan chinois<sup>1</sup> et brésilien, ou encore, tout bonnement, des «amis de la Russie», qu'ils soient idiots utiles ou stipendiés<sup>2</sup>.

Alors oui, répétons-le: nous soutenons inconditionnellement l'Ukraine. Nous soutenons inconditionnellement son peuple en lutte. Nous soutenons inconditionnellement cette République, aussi imparfaite-soit-elle. Enfin, nous soutenons inconditionnellement sa recherche d'armes auprès de qui veut bien lui en fournir. Nous l'avons dit tout au long des 21 numéros de cette revue internationale pluraliste publiée depuis les premiers jours de la guerre.

Il est vrai que la question du soutien inconditionnel mérite sans doute quelques explications, tant les mots peuvent, parfois, perdre de leur sens. Le soutien inconditionnel est un soutien «qui n'est soumis à aucune condition<sup>3</sup>». Nous soutenons donc l'Ukraine sans la moindre condition préalable. Nous ne demandons pas à l'Ukraine de faire ci ou ça qui correspondrait à nos souhaits ou à nos exigences pour lui «monnayer» notre appui. Nous la soutenons. Point barre. Ou plutôt non – et c'est là qu'il faut

1. Incidemment, ceux qui pensent que le plan chinois a quelque valeur devraient s'interroger sur les manœuvres navales russo-chinoises.

2. La Fédération de Russie a récemment donné une nouvelle illustration de sa politique «tiers-mondiste» en dénonçant l'accord sur les céréales et en décrétant qu'à partir du 21 juillet à minuit tous les navires commerciaux présents en mer Noire et se dirigeant vers des ports ukrainiens «seront considérés comme transportant des cargaisons militaires». Selon *The Kyiv Independent*, «la Russie viole délibérément la liberté de négociation et menace la sécurité alimentaire de millions de personnes» et «envisage d'attaquer des navires civils en mer Noire en rejetant la responsabilité sur l'Ukraine».

3. Centre national des ressources textuelles et lexicales, [www.cnrtl.fr/](http://www.cnrtl.fr/).



saisir le *double sens* politique du «soutien inconditionnel» – nous soutenons l’Ukraine en maintenant notre indépendance politique vis-à-vis de son État et de son gouvernement. À vrai dire, peu usitée, la formule de *soutien inconditionné* nous semble préférable à celle de «soutien inconditionnel», car moins sujette à mauvaise interprétation.

Nous suivons en cela un précepte vieux comme l’internationalisme et qui, surtout, est mis en pratique par les gauches d’Ukraine<sup>4</sup>. Et d’ailleurs, et c’est plus que notable dans les colonnes de cette revue, les gauches d’Ukraine, tout en portant l’uniforme et en participant à la guerre de libération nationale, ne ménagent pas leurs critiques politiques et pratiques contre le gouvernement Zelensky.

Alors, oui, nous apportons à l’Ukraine en guerre à la fois un *soutien inconditionné* et un *soutien critique*. Engagés aux côtés de l’Ukraine en guerre, nous sommes libres de critiquer, voire de condamner, nombre des décisions prises par son gouvernement. Et c’est ainsi que nous accompagnons les gauches ukrainiennes dans leur double combat: contre l’armée d’invasion et contre la politique néolibérale de leur propre gouvernement. Gauches d’Ukraine qui considèrent d’ailleurs, ne l’oublions pas, que la politique néolibérale de leur gouvernement affaiblit la résistance à l’invasion.



## Et les armes à sous-munitions ?

Il est difficile avec les informations dont nous disposons de savoir si la livraison des «cluster bombs»

4. Par «gauches d’Ukraine», les lecteur·rices de *Soutien à l’Ukraine résistante* savent que nous désignons ainsi les organisations syndicales, les mouvements socialistes et anarchistes, les mouvements féministes, etc. Et, qu’il ne s’agit pas, bien entendu, des partis se prétendant de «gauche» et qui prônaient (ou prônent encore) plus ou moins ouvertement la collaboration avec la Russie.

relève du seul choix de l’administration américaine. Selon Mark Cancian, analyste au Center for Strategic and International Studies, alors que les États-Unis ne les fabriquent plus depuis 2008 – se contenant de gérer leur arsenal –, il n’est pas impossible que la Maison Blanche ait décidé de leur envoi par manque de stock d’obus classiques et par la difficulté de l’industrie d’armement à assurer une production suffisante<sup>5</sup>.

Sur le plan opérationnel, Michel Goya estime que ces obus à sous-munitions sont indispensables «pour taper les batteries d’artillerie» ennemies<sup>6</sup>. Selon une source militaire ukrainienne, elles ont déjà commencé à être déployées sur le front sud-est «pour briser les tranchées qui ralentissent les avancées ukrainiennes».

Quoi qu’il en soit, la décision américaine de livrer celles-ci a soulevé l’inquiétude des Nations unies<sup>7</sup> et des pays signataires de la convention de 2008 interdisant ces armes<sup>8</sup>. Elle a également soulevé réprobation et interrogations parmi les amis de l’Ukraine démocratique engagés dans un soutien inconditionné. C’est justement au nom de notre soutien

5. Mark Cancian, «Cluster Munitions: What Are They, and Why Is the United States Sending Them to Ukraine?», CSIS. Les puissances occidentales semblent avoir été incapables de «planifier» leur production d’équipements, alors mêmes que les experts militaires annonçaient que cette guerre serait gourmande en matériel et particulièrement en munitions d’artillerie.

6. *La Voie de l’épée*.

7. Le gouvernement ukrainien serait avisé de ne pas compromettre le soutien que la cause ukrainienne rencontre au sein de l’assemblée générale de l’ONU. Voir notamment «L’assemblée générale s’inquiète de la situation dans les territoires temporairement occupés par la Russie», <https://press.un.org/fr/2023/ag12516.doc.htm>.

8. Les armes à sous-munitions sont interdites par une convention signée par 123 pays. Ni la Russie ni l’Ukraine ni les États-Unis ne sont signataires de ce traité. Néanmoins, l’utilisation d’armes à sous-munitions dans des zones habitées par des civils constitue une attaque menée sans discernement, en violation du droit international humanitaire et susceptible de constituer un crime de guerre.

inconditionné et de notre *indépendance* vis-à-vis de l'État et du gouvernement ukrainiens que, pleinement conscients de l'émotion suscitée par l'usage de ces armes nous pouvons en discuter. Il est d'ailleurs normal – et sain – qu'au sein du mouvement de solidarité, d'éventuelles critiques puissent s'exprimer librement. Et il est aussi tout à fait normal – et sain – que des points de vue différents puissent s'exprimer, en raison même du pluralisme de ce mouvement, sans que cela le mette en difficulté, alors même qu'il est démocratiquement organisé et repose sur une claire conception de ses tâches basées sur le principe du soutien inconditionné.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'à la suite de cette annonce, le ministre de la défense ukrainien a énoncé cinq principes qui devraient guider l'utilisation de ces armes :

Ne les utiliser qu'en Ukraine [à l'exclusion du territoire russe reconnu internationalement]; ne pas les utiliser dans les zones urbaines, mais uniquement sur le champ de bataille «où se trouve une concentration de militaires russes»; tenir un registre des lieux où les munitions ont été utilisées; déminer ces zones dès leur désoccupation; rendre compte aux partenaires de l'Ukraine de l'utilisation des munitions et de leur efficacité.

Il faut également se souvenir que les bombes à sous-munitions n'ont été jusqu'à présent utilisées que par des armées d'invasion ou contre des populations rebelles. Ce n'est pas, de toute évidence, le type de guerre que mène l'Ukraine qui est engagée, répétons-le dans une guerre de libération nationale.

Il n'y a évidemment aucune raison de faire aveuglément confiance au ministre de la défense ukrainien. On peut toutefois considérer que cette annonce est un engagement devant l'opinion mondiale qui, s'il n'était pas respecté serait de la responsabilité

de l'équipe gouvernementale au pouvoir à Kyiv qui assure *de facto* la direction de la lutte de libération nationale et de la résistance à l'agression russe. Non-respect qui entacherait, quoi qu'on en pense, les manifestations de sympathie envers la cause ukrainienne.

Dans un communiqué critiquant la décision de Joe Biden, Human Rights Watch emploie d'ailleurs une formule qui éclaire particulièrement ce choix : la fourniture de ces munitions était «nécessaire pour les intérêts américains de sécurité nationale<sup>9</sup>». Il pourrait s'agir d'une façon supplémentaire de «maintenir en laisse» l'Ukraine –, tant il est évident que les puissances dites occidentales n'ont cessé de tergiverser sur le type d'armements qu'elles pensaient devoir fournir à la résistance ukrainienne. Trop peu et trop tard, pourrait-on dire. Suffisamment pour résister mais pas pour gagner!

Une façon de pousser à la négociation, c'est-à-dire à des abandons de souveraineté dans un conflit où les Occidentaux craignent en outre les effets de déstabilisation d'un éventuel départ du boucher du Kremlin... Il nous faut donc à la fois rester lucides sur les véritables intentions de l'impérialisme américain ainsi que des puissances occidentales.

Et lucides quant aux véritables enjeux et devoirs d'une solidarité internationaliste : nous mobiliser pour soutenir la résistance du peuple ukrainien sans conditions et sans hésitation afin d'obtenir le retrait des troupes russes de tout le territoire puis demain, une paix juste et durable et une Ukraine démocratique et sociale.



---

9. [www.hrw.org/fr/news/2023/07/06/des-armes-sous-munitions-ukrainiennes-auraient-tue-des-civils](http://www.hrw.org/fr/news/2023/07/06/des-armes-sous-munitions-ukrainiennes-auraient-tue-des-civils).

**ÉCLAIRAGES**

# Après le silence, le temps de la mémoire ukrainienne

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

Des histoires officiellement ignorées sont gardées sous silence : dans des silences familiaux, le plus souvent, il s'agit d'expériences traumatisantes liées au passé, notamment à l'ère de la violence soviétique et nationale-socialiste, mais aussi au présent ukrainien. « Il est temps de révéler ce qui est caché, d'explorer le tabou, d'écouter ceux qui ont été réduits au silence. C'est le temps de l'après-silence », explique l'association After Silence [Après le silence] qui répond à nos questions.

**After Silence a été fondée en 2021. Pouvez-vous nous dire comment et pourquoi cette association a été créée ?**

Avant de créer l'association, mes collègues et moi-même avions une expérience dans le secteur des musées. Cette expérience nous a montré que le fait de travailler dans une institution officielle bureaucratique peut entraver la mise en œuvre d'idées que l'on juge valables. C'est pourquoi nous avons créé une initiative informelle pour mettre en œuvre nos idées créatives. Nous travaillons sur l'histoire orale et ce domaine est très fragile. Mais c'est peut-être notre travail sur les histoires personnelles et les archives qui nous distingue des autres institutions. Nous semblons être dans le dernier wagon, car les personnes qui nous racontent leurs histoires ne seront plus là dans quelques années. Nous voulons enregistrer leurs

histoires pour les générations futures. En outre, si les archives publiques sont ouvertes à tous, tout le monde n'est pas autorisé à franchir leur seuil, et tout le monde ne fait pas confiance aux centres d'archives officielles.

Il est également important pour nous que nos projets ne soient pas influencés ou censurés dans la manière dont nous racontons les histoires. Nous nous intéressons aux initiatives locales – pas seulement aux historiens locaux, mais aussi aux communautés qui créent des musées ou des mémoriaux. On sait très peu de choses à leur sujet et, souvent, ces communautés ne disposent pas des outils disponibles dans les grandes villes. Cependant, nous n'essayons pas de leur apprendre comment faire les choses correctement. Et aussi, nous voulons apprendre d'elles et renforcer leurs initiatives dans la mesure du possible.

**Pourquoi le nom After Silence ?**

Nous étions à la recherche d'un nom simple et clair qui évoquerait en même temps les thèmes sur lesquels nous travaillons : l'histoire orale, l'histoire des familles, l'histoire silencieuse et non officielle. Souvent, les gens nous racontent pour la première fois ce qu'ils ont vécu. C'est-à-dire qu'ils n'en ont même pas parlé à leurs enfants ou petits-enfants : soit qu'ils aient eu peur de les traumatiser, soit que leurs proches ne se soient pas intéressés à ce qu'ils avaient vécu.

**Vous recueillez beaucoup de témoignages écrits et oraux, de photos. Vous faites un gros travail de numérisation. En 2021, par exemple, vous avez numérisé 300 photos. Pouvez-vous nous en dire plus sur votre façon de travailler ? Qu'en est-il aujourd'hui, après le début de la guerre à grande échelle ?**



Nous rencontrons des personnes qui se souviennent des événements tragiques de l'histoire de l'Ukraine au 20<sup>e</sup> siècle, afin d'enregistrer des entretiens avec elles et de numériser leurs archives familiales. Nous disposons actuellement de 134 entretiens d'histoire orale et de plus de 6 000 photographies et documents numérisés. Ces collections sont constamment mises à jour.

Nous organisons de petites expéditions dans différentes régions d'Ukraine et nous recevons beaucoup d'aide de la part d'activistes locaux ou de parents qui souhaitent que nous enregistrions les souvenirs de leurs grands-parents et que nous les préservions de cette manière. En 2023, nous avons déjà enregistré des entretiens dans les régions de Tchernihiv, Volyn, Rivne, Ternopil, Ivano-Frankivsk, Jitomyr et Vinnytsia, et nous prévoyons des expéditions dans d'autres régions dans un avenir proche. Nous essayons d'enregistrer toutes les interviews dans un format vidéo. Après les attaques massives de la Russie contre les infrastructures civiles et les coupures d'électricité, notre travail a été particulièrement difficile. Mais nous avons réussi à nous procurer les appareils nécessaires et à travailler même sans accès à l'électricité. C'est après l'invasion russe à grande échelle que nous avons réalisé à quel point la mémoire du passé est fragile. Tout d'abord, beaucoup de nos interlocuteurs traversent une deuxième guerre dans leur vie, ce qui a un impact important sur leur santé. Deuxièmement, de nombreuses archives et musées ukrainiens ont été détruits ou pillés, comme ceux de Tchernihiv et de Kherson. Nous ne savons rien de l'ampleur de la perte d'archives familiales. Souvent, les personnes qui fuient pour sauver leur vie ne sont pas en mesure d'emporter de vieilles photographies et de vieux documents. Nous pensons qu'il est maintenant nécessaire de documenter et de préserver



autant que possible, et nous n'avons tout simplement pas le temps d'attendre.

Nous recherchons et achetons également des photos et d'autres documents sur les travailleurs forcés ukrainiens dans l'Allemagne nationale-socialiste lors de ventes aux enchères en ligne. Nous avons ainsi réussi à rassembler plusieurs centaines de photos, de lettres et de cartes postales. Nous essayons d'identifier leurs propriétaires et de faire des recherches sur leur histoire. Pour ce faire, nous nous tournons vers les archives ukrainiennes et allemandes ou d'activistes locaux, et nous essayons de trouver ceux qui auraient pu connaître ces personnes personnellement et qui pourraient partager des informations supplémentaires. Nous avons créé des archives en ligne où nous publions les résultats de notre travail. Nous ne savons pas comment ces photos se retrouvent dans les ventes aux enchères en ligne. Les vendeurs ne disent rien à ce sujet. Néanmoins, nous parvenons à créer de nouvelles archives à une époque où de nombreuses archives sont détruites en Ukraine.

**En ce qui concerne les victimes du nazisme en Ukraine, elles sont moins nombreuses à être encore en vie. Comment documentez-vous votre travail?**

Oui, nous enregistrons des entretiens avec des personnes qui ont survécu aux persécutions nationales-socialistes. Parmi elles, il y a des survivants de l'Holocauste, d'anciens travailleurs forcés et des prisonniers des camps de concentration. Ce sont des personnes d'un âge très respectable et il en reste de moins en moins. Par exemple, nous avons rencontré et enregistré les mémoires d'une femme prisonnière du camp de concentration d'Auschwitz, qui a 100 ans. Si nous constatons que ces personnes ont besoin d'aide, nous les contactons, elles ou leurs proches, dans le cadre d'initiatives bénévoles actives.

Il convient également de noter que, dans le contexte ukrainien, les victimes des persécutions nationales-socialistes sont plus nombreuses qu'on ne le croit généralement. Il s'agit par exemple d'enfants dont les parents ont servi dans l'Armée rouge, qui ont été capturés et sont morts en captivité, ou de ceux qui ont survécu à l'incendie de leurs villages et aux massacres perpétrés lors d'opérations punitives. À l'étranger, on ne sait pratiquement rien de ces tragédies.

Souvent, une personne et une famille ont subi à la fois les persécutions nationales-socialistes et soviétiques. Nous avons récemment rencontré une femme dont les parents ont sauvé des Juifs pendant l'Holocauste et qui s'est vu décerner l'an dernier, à titre posthume, le titre de «Juste parmi les nations». Si les nazis l'avaient découvert, ils auraient tué les Juifs et tous ceux qui les ont aidés à se cacher. Toute la famille a également survécu à la répression soviétique: son père a été envoyé dans les camps du Goulag, sa mère et ses enfants ont été déportés en Sibérie, et ils n'ont été autorisés à revenir en Ukraine qu'en 1960.

**Vous avez travaillé sur la plus grande opération de déportation soviétique de l'après-guerre. À l'époque, environ 78 000 personnes ont été déportées de force de l'Ukraine occidentale vers la Sibérie et l'Asie centrale. Pouvez-vous nous en dire plus sur cet événement tragique et sur les résultats de votre travail?**

La Seconde Guerre mondiale n'était pas encore terminée et le régime soviétique a commencé des déportations massives du territoire ukrainien. On en sait plus sur la déportation des Tatars de Crimée et d'autres groupes ethniques de Crimée (Arméniens, Grecs et autres) en 1944. Mais en même temps, les déportations ont commencé dans l'ouest de l'Ukraine. Plus de 210 000 personnes en sont

devenues les victimes entre 1944 et 1953. La plupart de ces personnes ont été tenues collectivement responsables du fait qu'un membre de leur famille aurait été associé au mouvement nationaliste ukrainien. Dans de nombreux cas, il était impossible de le prouver, mais des familles entières ont été déportées dans des wagons de marchandises vers la Sibérie ou l'Extrême-Orient sur la base de telles accusations, et leurs biens ont été confisqués. La plus grande action d'expulsion de ce type a eu lieu en octobre 1947 et près de 78 000 personnes en ont été les victimes. De la même manière, les paysans riches, appelés koulaks, Témoins de Jéhova et autres groupes que le régime soviétique considérait comme déloyaux, ont été déportés. Parmi eux se trouvaient des personnes qui avaient été auparavant persécutées par les nationaux-socialistes. La plupart des déportés étaient des femmes et des enfants, y compris des nourrissons. Ils n'ont commencé à être libérés qu'après la mort de Staline et ce processus s'est étalé sur dix ans, de 1954 à 1964. Nous recherchons des personnes qui ont survécu à ces événements. Par exemple, l'une de nos narratrices a déclaré qu'elle était née dans un village ukrainien sur le territoire de l'actuelle Pologne. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ses parents ont été envoyés aux travaux forcés dans l'Allemagne nationale-socialiste. À leur retour, leurs familles ont été expulsées de leur village natal à l'ouest de l'Ukraine, et quelques années plus tard, elles ont été déportées de là vers la Sibérie. Pour survivre, notre narratrice a commencé à travailler à l'âge de 13 ans.

**After the Silence traite-t-il également de la répression stalinienne des années 1960 à la fin des années 1980?**

Nous nous concentrons davantage sur la documentation des événements qui ont eu lieu dans les années 1930 et 1950. C'est aussi parce qu'il y a de







moins en moins de personnes qui s'en souviennent. Nous n'avons pas traité spécifiquement les événements de la période postérieure. Toujours en 2022, nous avons réalisé une série d'enregistrements de récits de personnes qui ont été forcées de quitter leur maison et de s'installer à Lviv après l'invasion russe. Il s'agit de la première étape du projet, que nous prévoyons de mener sur une longue période.



**Présentez-vous le travail d'After Silence à l'étranger? Avez-vous des relations avec des associations comme la vôtre dans la région post-soviétique?**

Nous coopérons avec un certain nombre d'organisations allemandes. En 2022, nous avons contribué à la création de deux expositions: l'une en Allemagne sur l'histoire des Juifs ukrainiens, y compris pendant l'Holocauste, et l'autre en Pologne sur des photographies de travailleurs forcés ukrainiens. Cette année, nous prévoyons plusieurs autres projets d'exposition, notamment en Allemagne, sur le travail et les expériences des travailleurs forcés ukrainiens. La grande majorité de nos projets d'histoire publique sont disponibles en deux langues: l'ukrainien et l'anglais [voir adresse du site internet en fin d'article].

**Quel rapport établissez-vous entre votre travail et la guerre impérialiste que connaît l'Ukraine, avec tous ses crimes et toutes ses horreurs?**

La guerre à grande échelle affecte tout le monde, y compris nos narrateurs. Même s'ils n'ont pas été directement touchés, ils entendent à chaque fois les alertes aux raids aériens, lisent les nouvelles sur les morts et les destructions, ce qui leur rappelle le passé, car c'est la deuxième guerre qu'ils connaissent dans leur vie. Leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants se battent aujourd'hui, font du bénévolat, travaillent dans des infrastructures critiques ou ont été contraints d'évacuer leur domicile. La plupart de nos conversations, même avant qu'elles ne soient enregistrées, portent sur les événements militaires actuels. Nous documentons la guerre passée dans le contexte de la guerre actuelle, et cela laisse sans aucun doute des traces sur notre compréhension de ce qui s'est passé dans le passé.

**Vous déclarez: «Nous travaillons dans les domaines de la culture mémorielle, de l'histoire publique et de l'anthropologie sociale pour développer une compréhension critique du passé et du présent de l'Ukraine.» Que signifie pour vous une compréhension critique du passé et du présent de l'Ukraine?**

L'une de nos principales approches est que la grande histoire de l'Ukraine est constituée de nombreuses histoires individuelles. L'expérience de chaque personne et de chaque famille est importante pour notre compréhension du passé, car elle nous permet de voir un événement particulier sous différentes perspectives. Plus nous pourrions documenter et préserver ces histoires individuelles, mieux nous pourrions comprendre le passé. Par exemple, pour comprendre ce qu'a été la Seconde Guerre mondiale dans le contexte ukrainien, il ne suffit pas d'avoir



le point de vue de l'Armée rouge ou des nationalistes ukrainiens. Nous devons prendre en compte ces deux expériences, ainsi que les nombreuses autres histoires de travailleurs forcés, de survivants juifs de l'Holocauste et de ceux qui les ont aidés à survivre, de ceux qui se sont volontairement réfugiés en Union soviétique en 1941 et de ceux qui ont été déportés de force en Sibérie en 1944, de ceux qui ont collaboré avec les régimes national-socialiste ou soviétique et de ceux qui se sont battus contre eux. Ces expériences sont nombreuses.

**Comment votre travail contribue-t-il à la construction et à la défense de l'identité nationale ukrainienne?**

Nous sommes désireux de partager les documents que nous recueillons avec des initiatives locales en Ukraine, telles que des musées ou des établissements d'enseignement qui souhaitent préserver et comprendre l'histoire de leurs villages ou de leurs villes. Nous créons des projets d'histoire publique (documentaires, expositions, podcasts, publications dans les médias), afin de faire connaître au plus grand nombre nos activités et les histoires que nous avons documentées.

## Pour en savoir plus

Site internet d'*After silence* (ukrainien-anglais)

Page Facebook : [www.facebook.com/aftersilencengo](http://www.facebook.com/aftersilencengo)

Une BD mémorielle ukrainienne d'After Silence : « *Ostarbeiter* » de trois ans, l'histoire de Maria Tymoshuk (en français et en téléchargement libre et gratuit) : [www.syllepse.net/syllepse\\_images/articles/bd-franc.pdf](http://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/bd-franc.pdf)



**LIGNES DE FRONT**

# Le cuisinier, un voleur infâme et ses diamants: fuite et fin provisoires

JEAN-MARC ROYER<sup>1</sup>

## Une gangrène générale et pérenne<sup>2</sup>

Prigojine n'a jamais constitué une opposition politique à Poutine. C'était son bras armé au Moyen-Orient, en Afrique et le fleuron de son «*soft-power*» dans le monde depuis plus d'une décennie. Les perquisitions récentes de l'un de ses «*manoirs*» ont donné une idée de la fortune personnelle accumulée et celle des locaux du groupe Concord à Saint-Pétersbourg, une idée de ses investissements capitalistiques. Mais il se trouve que ses juteux marchés avec les institutions publiques, les bénéfiques de ses nombreuses entreprises, ses fabuleuses rapines en Afrique, son usine à trolls et une milice lourdement armée ont donné *de facto* à Prigojine une place politique importante dont il n'était pas politiquement à la hauteur. À partir du moment où il a acquis un poids non négligeable sur le front du Donbass, notamment grâce aux autorisations qui lui furent données de recruter 50 000 prisonniers en dehors de toute légalité, il ne s'est pas privé de dire ce qu'il pensait des

chefs militaires qui, très certainement, contingen-taient ses armes et ses munitions afin de circonvenir ses ambitions et son rôle grandissant dans la guerre: il pouvait être une concurrence dangereuse et ce fut le cas, puisque Bakhmout a été la seule conquête russe depuis juillet 2022 et que Prigojine s'en vantait. C'est de ce poids militaire – acquis par la chair à canon nouvellement enrôlée dans les prisons – qu'il a sans cesse invectivé les chefs qui tentaient, eux, d'user Wagner dans la fournaise de Bakhmout. Il en avait parfaitement conscience et c'est ce qui le mettait hors de lui, au point de retrouver ses accents orduriers et virils d'ancien détenu et de prêcher «*la justice*», lui, ce grand maffieux devant l'éternel. Évidemment, il y avait aussi un calcul derrière ces invectives insultantes: non seulement elles ne déplaisaient pas à ses miliciens, mais il avait aussi conscience de son écho chez les nationalistes, les ultraorthodoxes, les néonazis ou les eurasistes sévissant chez les *siloviki* (responsables des institutions militaires et policières de toutes natures), parmi les nombreuses milices privées et les différentes armées du régime, dans les seuls médias publics qui subsistent et sur un terrain connu du «*soft-power*»: celui des *milbloggers* (sorte de correspondants de guerre sur internet) qui pour la plus grande part, poussent vers une mobilisation générale et une destruction rapide et totale de la population ukrainienne. Il s'est mis à dire ses quatre vérités aux chefs militaires et à dénoncer la corruption – certes inouïe, voir le texte ci-dessous – de cette armée «*soviéto-staliniennne*» mais dont il a lui-même pu être à l'origine en contournant les appels d'offres publics et dont il a grandement profité depuis des années, comme Poutine le dénonce dans son discours du 27 juin (une chose dont il avait connaissance, évidemment). Le général Serguei Sourovikine, chef des forces aérospatiales, avait fait le même constat en ce qui concerne



1. «*Carnets de guerre*», n° 10, 23 juillet 2023. Illustrations tirées du site *The Insider*.

2. Voir à ce sujet l'étude de Veaceslav Epureanu, parue sur le site d'opposition *The Insider* et traduite plus bas par nos soins.

l'incompétence et la corruption de l'état-major, mais pour son malheur, il fait partie de cette hiérarchie et n'a pas les moyens ni le pouvoir de Prigojine; c'est sans doute ce qui explique qu'il soit toujours introuvable, plus de quatre semaines après l'aventure de Rostov à laquelle il a participé, d'une manière ou d'une autre.

## Rappel succinct des faits survenus les 23 et 24 juin<sup>3</sup>

On a vu des photos des gardes-frontières désarmés s'abstenir de tout contrôle lors de l'entrée des colonnes de Wagner en Russie (malgré l'«abolition des frontières»). On a pu voir, quasi en direct, ces mêmes colonnes investir facilement Rostov, prendre le contrôle de plusieurs bâtiments administratifs et du QG qui sert de poste de commandement principal pour les troupes russes en Ukraine<sup>4</sup>. Plus étonnant, une vidéo montrait le vice-ministre de la Défense Yunus-Bek Yevkurov et Vladimir Alekseev responsable du GRU, attendre tous deux sur un banc, désarmés et sans leurs insignes – c'est-à-dire comme des prisonniers – l'arrivée de Prigojine entouré de ses miliciens et armé jusqu'aux dents. On a su que la colonne de plusieurs centaines de véhicules qui se dirigeait vers Moscou – armée de missiles antiaériens Pantsir – avait investi l'aérodrome de Voronej et abattu entre quatre et sept avions qui la menaçaient. On a vu les pelleuses, dépêchées par les autorités, creuser des tranchées sur l'autoroute M4 pour «s'opposer» à la progression de Wagner. On a



3. Voir « Carnets de guerre », n° 9, *L'Autre futur*.

4. À ce propos, la défense du quartier général du district militaire sud de Rostov a depuis été renforcée. Des fortifications en gabions et un véhicule blindé Tigre peuvent être observés derrière la clôture du quartier général (<https://theins.ru/en/news/263443>).

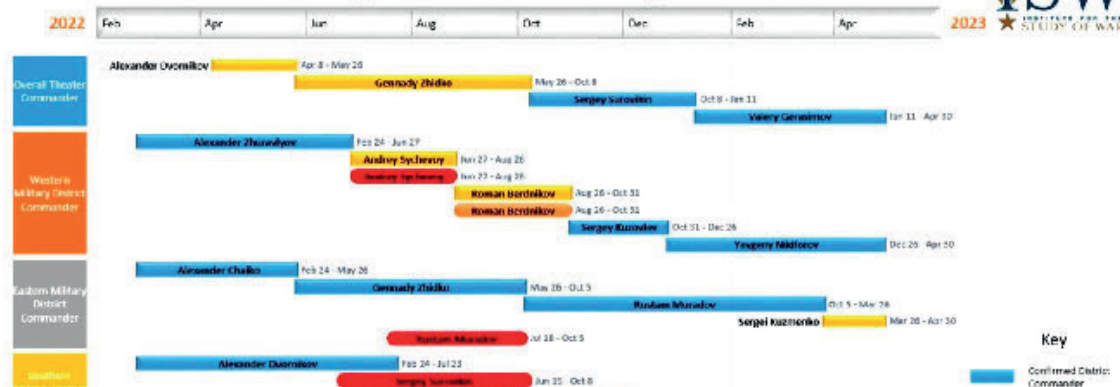
vu que la police installait des postes de contrôle sur les grands axes routiers et qu'elle en profitait pour racketter les automobilistes. On a su que Choïgou avait rapidement pris des mesures exceptionnelles pour contenir les troupes de Wagner en Syrie. On a eu la confirmation que trois avions de la présidence avaient quitté Moscou pour une destination inconnue le samedi après-midi 24, etc.

## Tout confirme qu'il s'agissait bien d'un début de rébellion

Ce que nous apprenons jour après jour depuis le 13 juillet (lire ci-dessous), confirme notre hypothèse de départ: la reddition rapide de Prigojine ne peut pas être avancée pour l'analyser comme une opération montée par le Kremlin. Elle est avant tout le résultat d'un manque de réflexion politique qui s'est traduit par la faiblesse de sa préparation, l'inadéquation de son organisation et surtout l'irréalisme de ses buts (démettre des têtes appartenant au premier cercle, ce que seul le chef peut faire). Certes, les ressentiments de Prigojine avaient acquis une «consistance idéologique et armée»; il bénéficiait aussi de soutiens dans divers cercles militaires et civils; certes, à la mi-avril 2023, il avait bien cherché à prendre le contrôle du parti Russie juste, dont le leader Sergueï Mironov avait qualifié Wagner de «formation militaire héroïque<sup>5</sup>», mais c'est une base sociale et politique solide qui lui a fait défaut. Il s'est rendu compte de son isolement lorsque sa colonne n'a pas été rejointe par d'autres corps d'armée et s'est retrouvée seule dans sa marche vers Moscou. Les carottes et le gros bâton que Loukachenko était chargé de

5. Joshua Askew, «Le patron de la célèbre milice paramilitaire russe Wagner, Evgueni Prigojine, tente-t-il de prendre le contrôle d'un parti politique russe?», *Euronews*, 11 avril 2023.

## Russian Command Changes between February 24 to the Present



lui transmettre on fait le reste. Il en a rapidement tiré les conclusions qui s'imposaient : faire demi-tour. Le détricotage de l'aura et des actifs du patron de Wagner a ensuite débuté, ce que les télévisions d'État se sont empressées de relayer. Il n'empêche : si le foyer principal de contestation armée est en voie de réduction, d'autres braises sont encore présentes sous les décombres. Rappelons à ce propos qu'en décembre 2022 puis au mois de juin suivant, Poutine avait finalement reçu au Kremlin les *milbloggers* va-t-en-guerre malgré leurs virulentes critiques de la hiérarchie militaire ; les mêmes ont d'ailleurs repris leur fronde après la courte équipée de Wagner. Les causeries d'Igor «Strelkov» Girkin<sup>6</sup>, ancien officier du FSB (1996 à 2013), fondateur de l'Angry Patriots Club le 1<sup>er</sup> avril dernier et célèbre *milblogger* ultranationaliste, ont eu lieu à Moscou et Saint-Petersbourg moins de deux semaines après les «événements» et ce malgré les moyens déployés par le FSB. Puis le 21 juillet, on

6. Reconnu responsable par le tribunal de La Haye de la destruction le 17 juillet 2014 du Boeing malaisien (vol MH17) avec 298 personnes à bord, condamné par contumace à la réclusion à perpétuité aux Pays-Bas.

apprenait qu'il avait finalement été arrêté et placé en détention provisoire jusqu'au 18 septembre.

## Une opération de « nettoyage » est en cours dans l'armée

Le 13 juillet, nous avons d'abord appris que le général de division Ivan Popov avait été démis, suite aux critiques formulées à l'encontre du haut commandement, des critiques enregistrées et mises en ligne par le lieutenant-général Andrei Gouroulev, membre du comité de la Douma pour la défense (ancien commandant adjoint du district militaire sud). Voici ce que Popov<sup>7</sup> y disait :

Depuis le début, j'ai été honnête et franc avec tous les soldats et commandants, des grades les plus bas aux plus élevés, c'est-à-dire jusqu'au chef d'état-major, le général de division Medvedev. J'ai traité tout le monde de la même manière, car nous sommes tous confrontés aux mêmes difficultés, aux mêmes

7. <https://apnews.com/article/russian-general-dismissed-wagner-pri-gozhin-8320113aa0a4d1a71ed290a766aa8244>.





douleurs et défis. Dans une situation difficile, j'ai dû faire un choix : soit ne rien dire aux supérieurs et cacher ce qu'ils ne voulaient pas entendre, soit dire la vérité. Or, je n'avais pas le droit de mentir au nom de nos camarades et soldats tombés. J'ai abordé honnêtement et directement tous les problèmes existants en matière de combat et de soutien au sein de l'armée. J'ai appelé toutes les choses par leurs noms. J'ai souligné le problème critique du manque de contrebatterie, de stations de reconnaissance d'artillerie efficaces et le besoin urgent de faire tourner les unités qui étaient en première ligne depuis une longue période. J'ai également soulevé plusieurs autres questions au plus haut niveau, d'une manière franche. En conséquence, il semble que les officiers supérieurs m'aient apparemment considéré comme une menace et ont rapidement émis un ordre pour se débarrasser de moi, ordre qui a été signé par le ministre de la défense dans la journée. J'ai été démis de mes fonctions, le lieutenant-général Lyamin est arrivé et a aussitôt pris mon commandement. Comme l'ont dit de nombreux commandants de régiment et de division, notre armée a fait face à une attaque inattendue, par-dessus, de la part de nos propres hauts dirigeants, qui décapitent traîtreusement et ignoblement l'armée au moment le plus difficile et le plus tendu<sup>8</sup>.

Les auteurs de la chaîne Military Informer (Voenny Osvedomitel) ont souligné la gravité des problèmes soulevés par Popov : la guerre de contrebatterie serait entravée par un processus décisionnel alambiqué et des retards dans la transmission des renseignements utiles aux unités de tir ; par suite, les frappes toucheraient souvent des zones d'où l'ennemi s'est

8. «Spartacus revolts in the Russian army, AFU battles in the Zaporizhzhia direction. What happened on the front line on July 13?», *The Insider*, 14 juillet 2023.

retiré. Military Informer a également critiqué la constellation de satellites de Roscosmos, la décrivant comme «misérable» et loin des capacités des systèmes de renseignement par satellite occidentaux. Selon l'ISW, Popov a rapidement été démis de ses fonctions en raison de ses critiques et de sa menace de contacter directement Vladimir Poutine, comme Mikhaïl Teplinsky l'avait fait quelques mois auparavant<sup>9</sup>. Guerassimov aurait réagi avec colère, l'accusant «d'alarmisme et de chantage». Ce même 13 juillet, le *Wall Street Journal* a rapporté qu'à la suite de la rébellion armée de Wagner, les autorités russes auraient suspendu ou congédié environ quinze officiers supérieurs et arrêté au moins treize autres, parmi lesquels l'ancien vice-ministre russe de la Défense chargé de la logistique, le colonel général Mikhaïl Mizintsev et le général Sergueï Sourovikine. Ce dernier, Andrey Youdin et le lieutenant général Vladimir Alekseev (un des responsables du GRU) auraient été «relâchés». Le 14 juillet, les autorités russes ont arrêté l'ancien officier du FSB, le colonel Mikhaïl Polyakov<sup>10</sup>, – qui dirigeait plusieurs chaînes Telegram populaires – au motif qu'il serait impliqué dans la diffusion de l'enregistrement audio réalisé par le général Popov<sup>11</sup>.

9. Le général de division russe Popov affirme qu'il a été licencié «traîtreusement et ignoblement» après un rapport sur les problèmes de l'armée, *The Insider*, 13 juillet 2023, <https://theins.ru/en/news/263401>.

10. *Rbc*, <https://vu.fr/yuPr>; et *Mediazone*.

11. Cette arrestation suggère que différentes factions du Kremlin et des entités de sécurité russes exploitent l'espace d'information et les informations secrètes russes pour faire avancer leurs objectifs politiques et financiers dans le contexte de la guerre. Une source interne a également affirmé que la récente arrestation pour corruption du vice-ministre russe du développement numérique Maxim Parchin était également liée à la lutte pour le contrôle de l'espace d'information en ligne et a noté que des responsables de l'administration présidentielle tels que le premier vice-chef du cabinet présidentiel Sergey Kiriyenko contrôlaient également un certain nombre de chaînes Telegram.



Le 15 juillet, le commandement militaire russe aurait limogé le général de division Vladimir Seliverstov<sup>12</sup> – très présent aux côtés de Wagner dans Bakhmout – et qui aurait la réputation de « parler au nom de ses soldats » (ISW). Une des sources a affirmé que le gouverneur de l'oblast de Toula, Alexei Dyumin<sup>13</sup> avait tenté en vain d'intercéder pour empêcher le renvoi de Seliverstov lors d'un voyage à Moscou, la veille. Gherassimov et Choïgou semblent considérer Dyumin comme une figure de la fraction anti MoD en raison de ses affiliations signalées avec Prigojine. Ce même 15 juillet, le commandant du bataillon Vostok, Alexander Khodakovsky a amplifié les plaintes de Popov concernant le manque de contre-batteries russes en suggérant que, suite à son limogeage, la controverse pourrait pousser d'autres commandants à exprimer publiquement leurs frustrations.

Tous ces événements suggèrent que la chaîne de commandement russe en Ukraine est corrodée. Se pourrait-il qu'une insubordination croissante exacerbe les divisions entre factions existantes au sein de l'armée russe et des services de sécurité au sens large ? Toujours est-il que les défis de Teplinsky, Prigojine, Popov, Seliverstov et Khodakovsky à l'autorité de Guerassimov et de Choïgou ont créé un précédent d'insubordination qui pourrait croître parmi les officiers supérieurs et même la troupe. D'autant que Poutine a plusieurs fois contourné ou ignoré la chaîne de commandement établie dans l'espoir d'obtenir des succès rapides sur le champ de bataille, dégradant

ainsi l'autorité de Choïgou et de Guerassimov – en particulier lorsque les échecs militaires sur les lignes de front ont également érodé leur réputation. Mais pour comprendre pourquoi ces généraux tentent, quoi qu'il leur en coûte, d'alerter sur les difficultés auxquelles ils font quotidiennement face, il est nécessaire d'en venir à l'analyse de ce qu'était cette armée au début de l'invasion et aux tares persistantes qui ont donné naissance aux violentes diatribes des uns et des autres. Parue en octobre 2022, la longue étude suivante, en dix points, est issue des rangs de l'opposition russe et n'a rien perdu de son acuité, au contraire ; nous traduisons ici les passages les plus intéressants.

## « Les dix problèmes clés de l'armée russe »

Veaceslav Epureanu, morceaux choisis<sup>14</sup>

### 1 – L'échec de la planification et du commandement

La campagne militaire en Ukraine, pour autant que l'on puisse en juger, s'est déroulée pendant longtemps sans commandement unifié et sans coordination adéquate entre des formations distinctes dans différentes parties du théâtre d'opérations. En février 2022, les troupes se déplaçaient dans neuf directions opérationnelles à la fois sans aucune coopération d'ensemble<sup>15</sup>. Au début de la guerre, le commandement n'a pas été en mesure de combiner les forces aériennes

12. ISW du 15 juillet, <https://vu.fr/SNVD>.

13. Auparavant, il a été chef de la sécurité et assistant du président russe Vladimir Poutine avant d'être promu à la tête des Forces d'opérations spéciales de l'armée russe, où il a supervisé l'annexion de la Crimée en 2014. L'année suivante, il devient vice-ministre de la défense, détient le grade de lieutenant-général et a reçu le titre de Héros de la Fédération de Russie.

14. Etude parue sur le site d'opposition *The Insider* et traduite par nos soins. Nous avons omis les points de suspension entre crochets [...] afin d'alléger la lecture du texte. Que les lecteurs veuillent bien nous en excuser. Le texte intégral est ici : <https://theins.ru/en/politics/255724>.

15. Congressional Research service, « Russia's War in Ukraine: Military and Intelligence Aspects », 14 septembre 2022, <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R47068>.





Voici à quoi ressemblent les trousse de premiers soins russes (à gauche) et ukrainiennes (à droite).



et terrestres pendant une durée significative ou à une échelle appréciable pour accomplir des tâches telles que la protection et la couverture des troupes mécanisées et des colonnes de ravitaillement, même après une réduction significative de la ligne de front, lorsque l'offensive s'est concentrée sur le Donbass et le Sud. Des actions dispersées et des erreurs organisationnelles ont conduit à plusieurs reprises à des situations totalement incroyables : ainsi, des unités de la force d'intervention rapide du ministère de l'intérieur (SOBR) et de la garde nationale (Rosgvardiya), équipées d'armes légères, de matraques, de casques et de boucliers pour disperser les manifestations, ont dû subir des tirs à l'arme lourde. Cette campagne militaire a fourni des dizaines (voire des centaines) d'exemples d'erreurs de calcul monstrueuses dans la planification qui ont rendu légendaires les noms des villages correspondants. Par exemple en traversant la rivière à Bilohorivka,

l'armée russe a réussi à perdre une centaine d'équipements lourds et près de 500 militaires<sup>16</sup>.

La combinaison de mauvaises tactiques aux niveaux inférieurs, de couverture aérienne limitée, de manque de flexibilité et d'entêtement inexplicable du commandement qui est prêt à répéter ses erreurs maintes et maintes fois, a entraîné non seulement un nombre élevé de morts, mais aussi une multitude de cas où des officiers subalternes ont à juste titre refusé de suivre des ordres suicidaires<sup>17</sup>. Plus surprenant, les commandants coupables de pertes dramatiques de soldats et d'équipements n'ont pas été punis. Par exemple, le lieutenant-colonel Denis Lapin, commandant d'un régiment de la 1<sup>re</sup> armée de chars, a réussi à perdre la moitié de ses chars T-72B3M en trois semaines de combat<sup>18</sup>. Au lieu d'une cour martiale, Lapin a reçu une récom-

16. [www.understandingwar.org/background/russian-offensive-campaign-assessment-may-14](http://www.understandingwar.org/background/russian-offensive-campaign-assessment-may-14).

17. [https://edition.cnn.com/europe/live-news/russia-ukraine-war-news-05-09-22/h\\_dbac40d3209526677220c80431a10322](https://edition.cnn.com/europe/live-news/russia-ukraine-war-news-05-09-22/h_dbac40d3209526677220c80431a10322).

18. <https://t.me/uniannet/55063>.



pense pour sa bravoure et son héroïsme. Certes, le prix lui a été décerné par son propre père<sup>19</sup>, le colonel-général Alexander Lapin, qui, par une heureuse coïncidence, était le commandant de son groupe. Le chaos dans la gestion est bien illustré par les pertes d'officiers de haut rang. Selon des sources ouvertes, plus de 1 140 officiers, dont 300 ayant au moins le grade de major et 80 pilotes, ont été tués depuis le début des combats en Ukraine<sup>20</sup>.

## 2 – Les problèmes logistiques

Même avant l'invasion du 24 février, les « médias sociaux » étaient remplis de photos et de vidéos montrant des soldats dormant par terre près de la frontière ukrainienne. Le commandement ne leur donnait même pas de rations emballées. À l'époque, cela était pris comme la meilleure preuve que le Kremlin bluffait et n'avait aucunement l'intention d'attaquer l'Ukraine... Ensuite, les engelures représentèrent une part notable des pertes dans certaines unités lors de la phase initiale des opérations de combat. Dans une unité<sup>21</sup>, seuls 20 % des militaires avaient des uniformes d'hiver, en partie achetés à leurs propres frais. De nombreux soldats sont morts de froid au printemps<sup>22</sup>. En outre, les convois de ravitaillement – camions d'essence, camions de munitions et de provisions – qui n'étaient pas protégés, furent une proie facile. À l'été, les difficultés logistiques persistaient : des rations sèches périmées<sup>23</sup>, des navigateurs GPS civils, des smartphones chinois (avec des applications de cartographie grand public) placés dans les cockpits des avions de chasse<sup>24</sup>, des gilets pare-

balles pourris, déclassés et rouillés<sup>25</sup> et même des obus contenant de la propagande écrite<sup>26</sup> qui fut utilisée lors des guerres tchétchènes ! Le plus triste et, sans exagération, le plus meurtrier, c'est le contenu maigre et désespérément obsolète des troussees de premiers secours et des troussees médicales de campagne de l'armée. La conscription de 300 000 personnes supplémentaires, voire d'un million ou plus<sup>27</sup> sera un défi pour le système logistique déjà surchargé de l'armée. Les citoyens mobilisés sont invités à acheter des uniformes, du matériel, des médicaments à leurs propres frais et reçoivent des conseils utiles tels que le remplacement des médicaments anti-hémorragiques par des tampons hygiéniques<sup>28</sup>.

## 3 - Des communications non protégées

Après le début de la guerre, il s'est avéré que l'armée russe ne disposait d'aucun moyen moderne de communication protégée. Elle utilisait donc des radios civiles de fabrication chinoise (souvent achetées avec des fonds collectés par des bénévoles) et même des téléphones portables ordinaires.

Sans surprise, les Ukrainiens ont écouté et facilement intercepté ou brouillé les conversations avec du Hard Rock ou du Heavy metal...



L'outil de communication numéro un de l'armée russe en Ukraine, le Baofeng Chinois.



## 4 – La pénurie de combattants

Avant l'invasion du 24 février, l'armée russe a concentré environ 170 000 hommes dans 120 groupes tactiques aux frontières ukrainiennes<sup>29</sup>,

19. [www.bbc.com/russian/features-61320656](http://www.bbc.com/russian/features-61320656).

20. Victimes russes en Ukraine. Décompte de *Mediazona*, mis à jour.

21. <https://t.me/CITeam/2430>.

22. <https://t.me/operativnoZSU/16271>.

23. <https://twitter.com/GirkinGirkin/status/1498462258355228675>.

24. [https://t.me/dragon\\_dances/3136](https://t.me/dragon_dances/3136), des sites français ont également montré la chose...

25. <https://t.me/DIUkraine/326>.

26. <https://twitter.com/ptuxerman/status/1520413007846719489>.

27. Selon des médias indépendants : <https://meduza.io/feature/2022/09/23/istochnik-meduzy-v-armiyu-sobirayut-sya-prizvat-1-2-milliona-chelovek>.

28. [https://t.me/news\\_sirena/4791](https://t.me/news_sirena/4791).

29. Congressional Research service, « Russia's War in Ukraine: Military and Intelligence Aspects », art. cité ; et <https://www.standard.co.uk/>



notamment en Biélorussie et en Crimée. Apparemment, durant tout le conflit, le nombre total de troupes engagées n'a pas dépassé 200 000 personnes<sup>30</sup>, y compris les unités et les formations de la LNR, de la DNR, de la Rosgvardiya, des unités de volontaires et des milices. Fin septembre 2022, les forces russes avaient perdu entre 65 000 et 80 000 personnes (morts, blessés, faits prisonniers ou disparus). Avec de telles pertes, il n'est pas surprenant que le commandement russe ait été obligé d'utiliser des unités très hétérogènes et peu efficaces. Le résultat de ces choix a été illustré par la défaite de Kharkiv.

La guerre avec l'Ukraine en général a montré une grave pénurie de combattants<sup>31</sup>. La professionnalisation de l'armée russe s'est avérée au mieux timide : il n'y avait pas assez de militaires contractuels pour occuper tous les postes, d'où la nécessité d'envoyer des conscrits sur le front. Malgré les déclarations répétées de Poutine selon lesquelles les conscrits n'étaient pas censés participer à la guerre, il s'est avéré qu'ils constituaient plus de la moitié de l'équipage du vaisseau amiral, le croiseur lance-missiles *Moskva* coulé en mer Noire<sup>32</sup>. Les troupes russes ont eu de nombreux tués et blessés, mais aussi des soldats qui ont refusé d'être envoyés dans la zone de combat ou qui ont posé leur démission (tout à fait légalement en raison du statut juridique de l'opération militaire dite spéciale). Le *Wall Street Journal*<sup>33</sup> a rapporté que des

centaines de militaires avaient déserté ou refusé de s'engager dans l'invasion, ce qui avait rendu impossible la rotation des unités dans la zone de combat. En outre, les commandants craignaient de ramener les soldats au repos sur le sol russe d'où ils pouvaient refuser de revenir en écrivant une lettre de démission. Autant qu'on puisse en juger, des mesures telles que l'affichage des photos des *refuzniks* sur les panneaux de disgrâce n'ont donné aucun résultat, en raison de l'ampleur du phénomène<sup>34</sup>. Des piles de demandes de soldats refusant de se battre ont été découvertes par l'armée ukrainienne, à l'intérieur du quartier général du groupe vaincu à Izioum lors de l'offensive de Kharkiv. Le ministère de la Défense russe a tenté de compenser le manque initial de combattants, puis les pertes, en transférant des militaires du Caucase et du Tadjikistan, en recrutant sur des contrats à court terme et en engageant des volontaires en région<sup>35</sup>. Le ministre de la défense a personnellement dit à Poutine que 16 000 volontaires du Moyen-Orient étaient prêts à combattre en Ukraine. La milice Wagner a recruté environ 50 000 prisonniers dans les colonies pénitentiaires<sup>36</sup>. Selon les estimations occidentales<sup>37</sup>, les forces russes avaient un avantage de douze contre un sur le front de Kiev en mars. À Sievierodonetsk, l'armée russe avait un avantage de sept contre un. Dans le premier cas, ils ont battu en retraite, tandis que dans le second, ils ne sont parvenus à occuper la ville que grâce à une écrasante supériorité de l'artillerie

---

news/politics/uk-defence-spending-russia-war-ukraine-ben-wallace-nato-boris-johnson-b1009020.html.

30. <https://profile.ru/politics/chto-my-znaem-o-celyah-i-strategii-svocherez-polgoda-posle-ee-nachala-1158735/>.

31. <https://istories.media/opinions/2022/04/13/kakie-slabosti-pokazala-rossiiskaya-armiya-v-ukraine/>.

32. <https://theins.ru/news/250913>.

33. Journal du 1<sup>er</sup> juin 2022, [www.wsj.com/articles/documents-reveal-hundreds-of-russian-troops-broke-ranks-over-ukraine-orders-11654094212](http://www.wsj.com/articles/documents-reveal-hundreds-of-russian-troops-broke-ranks-over-ukraine-orders-11654094212).

---

34. [https://t.me/rt200\\_nooow/7778](https://t.me/rt200_nooow/7778); et <https://vu.fr/ERktr>.

35. Ciblant, entre autres, les sans-abri et les patients d'une clinique psy : <https://t.me/rotondamedia/3837>; <https://t.me/zakharovchannel/568>; et <https://theins.ru/politika/254329>.

36. <https://storage.googleapis.com/istories/investigations/2022/09/19/a-potom-prishli-novosti-chto-slavu-snyadom-razorvalo/index.html>.

37. <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/time-hidden-flank-assessing-russias-mobilisation>.

(20 obus contre un). Bien sûr, si vous envoyez des personnes au hasard dans les unités du front après une journée de préparation, ni une offensive ni la création d'une défense stable n'est possible<sup>38</sup>.

#### 5 – Des matériels et munitions obsolètes

Selon diverses estimations, l'armée russe a dépensé environ 1 000 milliards de dollars pour son armée depuis l'année 2000. Poutine a déclaré<sup>39</sup> que la proportion d'armes modernes était de 71 % dans l'armée de terre et de 68 % dans l'armée de l'air. Le ministère de la défense rendait compte chaque année<sup>40</sup> du transfert de centaines de nouveaux équipements militaires aux troupes : systèmes de missiles, véhicules blindés, avions et hélicoptères. Mais à en juger par les documents photo et vidéo connus, les troupes du champ de bataille ukrainien n'ont pas reçu de véhicules militaires de nouvelle génération tels que les Armata, les Kurganets ou les Boomerang. Les avions russes ont essentiellement largué des bombes à chute libre plutôt que des missiles et des bombes guidées. L'illustration la plus claire de l'échec de la modernisation des forces armées est celle des chars. En 2015, le Centre d'analyse des stratégies et des technologies, fidèle au Kremlin, écrivait :

Les principaux chars soviétiques de la génération T-64, T-72, T-80 se sont finalement discrédités pendant la guerre en Ukraine en raison de leur faible capacité de survie et, par conséquent, des pertes d'équipage élevées. Quant aux T-72, la tendance de leurs munitions à exploser lorsqu'elles sont touchées par des armes antichars a été démontrée dans presque tous les conflits dans lesquels ces véhicules ont été utilisés, y compris les deux campagnes tchétchènes.

Inutile de dire que les troupes russes en Ukraine ont principalement utilisé les chars T-72 et T-80 « finalement discrédités ». Plus de 2 100 chars ont été répertoriés comme perdus<sup>41</sup> pendant les combats, 90 % d'entre eux étant diverses versions de T-72 ou T-80. L'impuissance des chars russes face aux armes anti-chars fut mise en évidence par les tentatives de blindage artificiel des véhicules avec des bûches, des sacs de sable ou des pierres, et des grilles métalliques. Des protections en bois ont également été observées sur d'autres équipements et camions blindés, et une protection dynamique conçue pour les chars a été placée sur les véhicules de transport de troupes.

Même les experts pro-gouvernementaux disent qu'il est « honteux » qu'aucun char de l'armée russe en Ukraine ne soit équipé de systèmes de protection active, bien que de tels systèmes aient été introduits pour la première fois en URSS. Alors que l'équipement régulier est retiré du service, l'armée doit réactiver d'anciens systèmes d'armes comme le système de défense antimissile Tochka-U, les chars T-62, les canons d'artillerie Hyacinth et D-30. Il est peu probable que le complexe militaro-industriel russe puisse multiplier sa production par dix. Il ne faut pas non plus compter sur des réserves et des stocks prétendument inépuisables datant de l'ère soviétique. Selon une estimation basée sur des données *open source*, l'armée russe ne compte que 6 000 tanks dans des bases de stockage, dont seulement la moitié seraient réparables. Selon d'autres données, il y a encore moins de tanks disponibles pour la guerre en Ukraine<sup>42</sup>.



38. <https://zona.media/chronicle/214#49986>.

39. <https://ria.ru/20211221/vooruzhenie-1764706758.html>.

40. [www.gazeta.ru/army/2020/12/27/13416440.shtml](http://www.gazeta.ru/army/2020/12/27/13416440.shtml).

41. [www.oryxspioenkop.com/2022/02/attack-on-europe-documenting-equipment.html](http://www.oryxspioenkop.com/2022/02/attack-on-europe-documenting-equipment.html).

42. [www.youtube.com/watch?v=eHhgVrKJJoA](https://www.youtube.com/watch?v=eHhgVrKJJoA); et <https://mil.in.ua/uk/blogs/analiz-zapasiv-tankiv-rf-na-bazah-zberigannya-za-uralom/>.

## 6 - La corruption

Les problèmes de logistique en général et d'équipements de communication en particulier, sont en grande partie dus à une corruption systémique. Les experts avaient toujours soupçonné qu'une partie importante du budget de la défense était dépensée de manière inefficace, mais l'ampleur du vol a été un véritable choc. Le commentaire de mai 2022 du respecté Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI) commence par ces mots : «La corruption est endémique en Russie et omniprésente dans son secteur industriel de la défense et ses forces armées. Les preuves en provenance d'Ukraine suggèrent que cela coûte des vies russes<sup>43</sup>.» La guerre en Ukraine a montré que l'armée russe a massivement équipé des véhicules militaires à roues avec des pneus chinois bon marché (au lieu de pneus militaires coûteux), les soldats sont allés se battre dans des uniformes surdimensionnés, car les tailles les plus populaires avaient été vendues sur Avito (eBay russe) et ils marchaient avec des chaussures dont la semelle se détachait<sup>44</sup>. Il y a des exemples plus sérieux de pratiques de corruption ; ce sont les histoires sur le drone Orlan-10 et sur la radio Azart.

Les Ukrainiens ont tourné une vidéo du «démontage» d'un des Orlan-10 qu'ils ont capturés<sup>45</sup>. C'est ainsi que le monde a découvert que ce drone, qui est acheté environ 100 000 dollars pièce, est équipé d'un appareil photo Canon attaché par du ruban adhésif au lieu d'un équipement d'imagerie spécial, et d'une bouteille en plastique ordinaire au lieu d'un réservoir de carburant.

Les choses se sont encore aggravées avec la radio Azart. Au lieu des systèmes avancés de communication payés au prix de 300 000 roubles chacun, on trouve la radio chinoise Baofeng qui coûte 2 000 roubles. La direction principale des enquêtes militaires est en train d'enquêter sur le vol de 6,7 milliards de roubles alloués à l'achat des postes de radio<sup>46</sup>.

## 7 - L'inefficacité des armes à longue portée

Depuis le début de l'invasion, les forces armées russes ont tiré plus de 3 500 missiles sur l'Ukraine entre mars et septembre. Néanmoins, l'armée russe [à fin septembre] n'a pas réussi à supprimer les moyens ukrainiens de défense aérienne et de défense antimissile et à gagner la suprématie aérienne, ni à détruire les infrastructures de transport clés telles que les ponts et les nœuds ferroviaires. Les problèmes résident dans le mauvais choix des cibles ou la faible précision des tirs. Les exemples absolument ridicules de ciblage de toilettes, de parcs d'attractions, d'arrêts de bus, de serres de concombres et de garages collectifs privés abondent. Malgré ces ratés évidents, les frappes sont généralement présentées par le ministère de la défense comme des coups sur des cibles identifiées (c'est ce qui s'est passé avec l'attaque du supermarché de Kharkiv). Une autre explication possible de ces ratés, c'est la mauvaise performance des missiles russes. Les estimations<sup>47</sup> du taux d'échec des missiles de haute précision atteignent 50 à 60 % : non seulement les cibles ne sont pas touchées, mais les missiles constituent parfois un danger pour les armées russes elles-mêmes.



43. <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/corruption-russian-armed-forces>.

44. [www.reuters.com/world/europe/russian-army-base-sees-scramble-ukraine-war-supplies-some-locals-soldiers-say-2022-06-08/](http://www.reuters.com/world/europe/russian-army-base-sees-scramble-ukraine-war-supplies-some-locals-soldiers-say-2022-06-08/).

45. [www.youtube.com/watch?v=IE3XvfgVCo4](https://www.youtube.com/watch?v=IE3XvfgVCo4).

46. [www.svoboda.org/a/bez-svyazi-na-chuzhoj-zemle-poche-mu-zahlebnulos-nastuplenie-rossii/31759748.html](http://www.svoboda.org/a/bez-svyazi-na-chuzhoj-zemle-poche-mu-zahlebnulos-nastuplenie-rossii/31759748.html); [www.kommersant.ru/doc/5340173](http://www.kommersant.ru/doc/5340173); et aussi [www.kommersant.ru/doc/5340173](http://www.kommersant.ru/doc/5340173).

47. [www.reuters.com/business/aerospace-defense/exclusive-us-assesses-up-60-failure-rate-some-russian-missiles-officials-say-2022-03-24/](http://www.reuters.com/business/aerospace-defense/exclusive-us-assesses-up-60-failure-rate-some-russian-missiles-officials-say-2022-03-24/); [https://t.me/cit\\_backup/205](https://t.me/cit_backup/205); et aussi <https://t.me/kramnikcat/1947>.

Les experts pro-russes admettent qu'en raison de la «pénurie de munitions de haute précision bon marché et nombreuses», l'armée russe doit s'appuyer sur des tirs d'artillerie ultra-concentrés, transformant les territoires ciblés en un paysage lunaire sans un seul bâtiment intact [voir Marioupol qui comptait 470 000 habitants]. Outre le fait qu'un certain nombre de munitions sont obsolètes ou mal utilisées, l'armée russe n'a rien à sa disposition dans certaines catégories. Par exemple, l'armée de l'air n'a pas de munitions aériennes guidées bon marché et produites en série, idéalement un analogue du système JDAM qui permet de mettre à niveau les bombes aériennes non guidées<sup>48</sup>. En outre, le nombre d'avions de repérage et de surveillance électronique (COMJAM et ESM), de drones de reconnaissance et d'attaque et de satellites de reconnaissance spatiale est insuffisant.

### 8 - Un moral au plus bas

La tentative de mener la campagne militaire dans le secret comme une «opération spéciale» s'est transformée en déroute: il semble qu'un nombre important de soldats russes n'étaient pas vraiment préparés à la guerre et n'avaient pas la moindre idée des buts et objectifs de celle-ci en Ukraine en février. Les récits des soldats russes qui apparaissent progressivement dans les médias brossent le même tableau: désordre organisationnel, corruption, incompetence des officiers, fatigue et apathie des militaires<sup>49</sup>. Mais il y a autre chose. Par des pressions psychologiques, des menaces et l'utilisation de l'«analphabétisme juridique», les autorités obligent les citoyens mobilisés [des régions

lointaines] à signer un contrat, ce qui les transforme en «volontaires» désignés. C'est ainsi que le Kremlin essaie de se ménager une échappatoire: «Garçon, on ne t'a pas forcé à aller dans cette guerre, tu as signé le contrat toi-même.» Cette manœuvre lève l'obstacle juridique constitué par le paragraphe de la loi sur la mobilisation qui la conditionne à l'existence d'une agression ou d'une menace d'agression contre la Russie. De plus, ni les «contractuels» déjà en service, ni ceux ainsi fraîchement mobilisés ne peuvent résilier leur contrat. Ainsi, nous ne sommes même pas en présence d'une armée de conscrits dans le style des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, mais en présence d'une sorte de «servitude militaire<sup>50</sup>».

### 9 - Le très faible niveau des soldats

La campagne ukrainienne a montré à quel point le niveau des forces armées russes est faible. De nombreuses années de sélection négative et de recrutement de personnels dans les régions pauvres où le service militaire est considéré comme un ascenseur social, ont eu des conséquences désastreuses. Cela peut être constaté dans les endroits où l'armée russe s'est rendue et par ce qu'elle a laissé derrière elle: ce ne sont pas seulement des crimes de guerre évidents, tels que le meurtre de civils, le viol et le pillage<sup>51</sup>. De nombreuses maisons et appartements privés dans les territoires occupés ont été vandalisés sans aucun but rationnel apparent, avec des inscriptions offensantes (bourrées de fautes d'orthographe) laissées sur les murs<sup>52</sup>.

48. <https://profile.ru/military/chemu-voennyh-iz-raznyh-stran-mir-mozhet-nauchit-ukrainskij-konflikt-1135702/>.

49. <https://istories.media/opinions/2022/08/10/voina-v-ukraine-glazami-rossijskogo-soldata-bardak-bezdarnoe-komandovanie-i-nezhelanie-ubivat/>.

50. Pavel Luzin, «Cinq raisons pour lesquelles la mobilisation est vouée à l'échec», 28 septembre 2022, <https://theins.ru/en/opinion/pavel-luzin/255501>.

51. À lire absolument: <https://zona.media/article/2022/06/27/km3>.

52. <https://zona.media/article/2022/04/10/shitbros>.



## 10 – Le manque d’objectif clair

La campagne militaire russe en Ukraine n’a pas gagné la réputation d’une « guerre étrange » pour rien. Les objectifs officiellement déclarés sont si vagues et les actions sur le terrain si dispersées qu’il est extrêmement difficile de comprendre si les succès et les échecs militaires sont motivés par la rhétorique politique ou vice versa. Au départ, les forces russes ont envahi l’Ukraine sur neuf fronts opérationnels à la fois, comptant apparemment sur des frappes éclair pour étourdir l’ennemi et le forcer à se rendre. Ce plan opérationnel a été construit sur une combinaison de frappes d’armes différentes, sur l’emploi de forces spéciales et de forces aéroportées, et sur des mouvements de colonnes mécanisées. Malgré des succès dans le Sud, où elle a réussi à occuper un couloir terrestre vers la Crimée sans pertes importantes, l’armée a dû se retirer du nord de Kiev en mars. La deuxième phase devait être une bataille à grande échelle pour le Donbass : le plan était d’encercler et de vaincre les unités ukrainiennes les mieux préparées au combat avec l’aide d’unités venues du nord. Mais la bataille en tant que telle ne s’est pas concrétisée : l’armée russe a avancé très lentement grâce à la supériorité écrasante de l’artillerie qui a détruit l’agglomération de Lyssychansk-Sievierodonetsk. Au cours de la troisième phase, les forces ukrainiennes ont réussi non seulement à stopper la lente offensive russe grâce à l’artillerie à longue portée, mais aussi à lancer une contre-offensive, prenant l’initiative stratégique dans les provinces de Kherson et Kharkiv.



## Des schémas d’analyse préfabriqués et obsolètes

En fait, la gangrène qui rongait l’armée était déjà présente depuis des décennies, comme celle qui a rongé de l’intérieur toutes les institutions<sup>53</sup> de l’URSS sans exception pour en arriver finalement à sa dissolution. Produite en octobre dernier, l’analyse de l’armée soviéto-stalinienne ci-dessus donne une idée de sa corruption et avalise, s’il en était encore besoin, les critiques émises depuis lors par certains de ses commandants, dont on ne peut soutenir qu’ils ont agi sur ordre, bien au contraire, étant donné ce qui leur est arrivé par la suite... Mais elle vient également contredire les arguments poutiniens qui consistent à dire que la défaite de mars 2022 est due à la coalition de l’« Occident collectif » ou à une intervention de l’Otan. Les prétextes avancés pour envahir l’Ukraine ont évolué au fil du temps et des péripéties de la guerre, mais il n’empêche qu’ici ou là, de vieux schémas d’interprétation avaient été convoqués, soit pour dénoncer une guerre « menée par l’impérialisme étatsunien contre une Russie assiégée » (un argumentaire qui plaît aux nostalgiques de l’URSS et de la guerre froide), soit pour défendre les « valeurs » en vogue au Kremlin (afin de rallier les extrêmes droites). Les travestissements de la vérité tiennent d’une longue tradition à Moscou et dans sa politique étrangère. Rappelons que dès le premier Carnet de mars 2022<sup>54</sup>,

53. Il est impossible ici de rendre compte d’une étude en cours qui s’appuie sur 21 ouvrages édités depuis 1991. Que le lecteur veuille bien ne pas nous en tenir rigueur.

54. Jean marc Royer, « Carnets de guerre », n°1, *Lundi matin*, 28 mars 2022.



nous avons attiré l'attention sur le fait que l'agression en cours était la huitième que l'ancien chef du FSB en poste au Kremlin menait depuis 1998<sup>55</sup> [52]. Si la progression délibérée de l'Otan en Europe et ses actions militaires illégitimes ne pouvaient évidemment pas être ignorées<sup>56</sup>, pas plus que les dizaines d'interventions armées des États-Unis dans le monde depuis 1945<sup>57</sup> et, s'il est évident qu'ils demeurent la première puissance<sup>58</sup> impériale – ce dont nous n'avons jamais douté –, il n'empêche que la réalité de l'agression poutinienne en Ukraine (faite de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de projets génocidaires<sup>59</sup>) n'est pas contestable, au contraire de ce que laisse supposer la propagande que Wagner fait jouer à plein en Afrique et ailleurs grâce à son usine à trolls. Reste aussi qu'il y avait d'énormes intérêts économiques en jeu dans l'invasion, ce qui n'est la plupart du temps pas étudié, ni analysé : il est effet plus gratifiant de discourir sur la psyché poutinienne ou ses desseins géostratégiques<sup>60</sup>. Documenter les causes de la déroute initiale de l'armée «soviéto-stalinienne» a ceci d'important qu'elles

55. Pour rappel, il s'agit des deux guerres de Tchétchénie dont la destruction de Grozny, de celles de Géorgie, d'Ukraine en 2014, de Syrie dont la destruction d'Alep, du Haut-Karabakh, du Kazakhstan, sans parler des guerres menées en Afrique par Wagner.

56. Lire le premier «Carnet de guerre» détaillé, à ce sujet.

57. Si nous sommes quelques uns à nous être opposés à sa guerre au Vietnam, et pas seulement avec des mots, nous ne nous hasarderons pas ici à une comparaison mortifère entre les barbaries menées par les uns et les autres en Afghanistan ou au Moyen-Orient contre les populations locales, mais il faut dire qu'elles se valent en horreurs. Les uns et les autres y auront laissé des plumes, mais à la différence des USA, le Kremlin est sorti renforcé de ses dernières guerres, notamment en Syrie.

58. Mais pas la plus ancienne, celle des tsars la devançant de plusieurs siècles...

59. Ce que le TPI a en partie confirmé en décembre 2022 en inculquant quelques responsables dont Vladimir Poutine.

60. Nous renvoyons donc aux «Carnets de guerre», n°2 et n° 5 qui tentent au moins d'aborder ces réalités économiques.

invalident de vieilles lunes stalinienne, d'autant que les Occidentaux s'étaient depuis longtemps compromis avec ce régime – au point de rester muets ou de bégayer devant chaque nouvelle agression poutinienne depuis vingt-trois ans – en échange d'hydrocarbures, de minerais rares et autres matières premières, de participations capitalistiques énormes dans ces industries et de possibilités de développement commerciaux immenses dans un marché de cent quarante millions d'habitants<sup>61</sup>. D'ailleurs, au début de l'invasion, les matériels militaires ukrainiens étant très majoritairement issus de la période soviétique, seuls les pays de l'ancien Comecon pouvaient leur être d'une aide efficace en ce domaine. Ajoutons, comme nous l'avons déjà écrit dans le «Carnet de guerre<sup>62</sup>» n° 5, que les Occidentaux et les étatsuniens n'hésiteront pas à lâcher la population ukrainienne dès qu'ils seront convaincus que leurs intérêts l'exigent.

## Résumons : trois facteurs essentiels rendent compte de la débâcle de l'hiver 2022

D'une part, l'armée ukrainienne s'était évidemment aguerrie depuis l'invasion de 2014. D'autre part le pays lui-même s'est organisé pour défendre la capitale dès les premiers jours : entre les appels des autorités à fabriquer des cocktails Molotov et toutes sortes d'obstacles à la progression des véhicules de

61. Nous pouvons même avancer à ce propos que la barbarie des uns s'est appuyée sur la veulerie intéressée des autres... En France, Auchan s'est particulièrement distingué, en allant même jusqu'à ravitailler l'armée russe : voir à ce sujet *Le Monde*, le *JDD* et la presse des 15 et 17 février 2023. LVMH et Leroy-Merlin n'avaient pas non plus perdu de vue leurs intérêts en Russie...

62. Jean-Marc Royer, «Carnets de guerre», n° 5, *Lundi matin*, 19 décembre 2022.





l'armée russe ou bien à s'enrôler dans les brigades territoriales, c'est finalement une grande partie de la population qui est alors entrée en résistance, chacune et chacun selon ses possibilités. Enfin, c'est le mensonge généralisé du haut en bas de la hiérarchie politique et militaire russe, les malversations et le vol à grande échelle, la corruption généralisée, le manque d'encadrement et de matériels, l'impéritie totale des responsables d'opérations qui furent le facteur essentiel de cette cuisante défaite de mars-avril 2022. Cela a même frôlé la débilité profonde lorsque quelques mois plus tard furent commises à plusieurs reprises les mêmes erreurs tactiques dans le Sud du pays, non loin de Voughledar, ce qui eût pour conséquence la perte complète de la réputée 155<sup>e</sup> brigade d'infanterie de marine. Mais quelques-uns de ces généraux incapables (ou coupables de crimes de guerre) ont été décorés comme indiqué plus haut. Pour clore le retour sur les débuts de cette invasion armée, rappelons qu'en février 2022, personne ne croyait à la capacité de résistance de ce peuple en formation, alors qu'il fut tant de fois mis à rude épreuve, en particulier par l'empire russe, le 3<sup>e</sup> Reich et la colonisation soviétique<sup>63</sup> : les uns proposaient un taxi pour fuir à l'étranger tandis que les autres essayaient de raisonner l'agresseur par des appels téléphoniques réitérés : on hésite sur les qualificatifs à employer pour décrire les attitudes du capital occidental...

## Les forêts en première ligne

LES HUMANITÉS<sup>1</sup>

«Après moi, le déluge». Cette expression (attribuée à Madame de Pompadour à l'adresse de son amant Louis XV lors de la défaite, le 5 novembre 1757 à Rossbach, des troupes franco-autrichiennes face à l'armée prussienne du Roi Frédéric II) sied fort bien, aujourd'hui, à Vladimir Poutine. L'information, en France, est passée inaperçue : à la mi-juillet, la Douma d'État russe a adopté, en première lecture, une proposition de loi qui autoriserait la déforestation totale autour du lac Baïkal, y compris dans la zone protégée. Après que le Kremlin ait fait interdire, sur le sol russe, les principales ONG internationales de défense de la nature, dont le WWF, c'est open bar à volonté ! L'annonce de la Douma a tout de même provoqué une certaine émotion en Russie même (où une pétition a recueilli plus de 80 000 signatures) : pour le Dr Leonid Korytny, président de la section d'Irkoutsk de la Société géographique russe (RGS), c'est une «décision insensée [...] qui entraînera la mort du lac, la violation de toutes les lois et règles existantes, tant russes que mondiales».

Il faut savoir que l'interdiction de l'exploitation forestière près du lac Baïkal avait été l'une des premières interdictions documentées lorsque le mouvement environnemental a commencé en Russie. Mais

---

1. Média en ligne interactif et gratuit, à consulter sur [www.leshumanites-media.com/blog](http://www.leshumanites-media.com/blog) et à aider financièrement en s'abonnant : [www.leshumanites-media.com/plans-pricing](http://www.leshumanites-media.com/plans-pricing).

---

63. Sur cela nous reviendrons aussi, ultérieurement.





Pour voir le portfolio publié par *Les Humanités*, cliquer sur la photo

ça, c'était le passé, et du passé, les sbires du Kremlin sont naturellement disposés à faire table rase.

En Ukraine, faute de pouvoir accomplir les plans de conquête initialement prévus, l'armée russe (comme ce fut le cas en Syrie pour déloger les rebelles opposés au régime d'El Assad) n'a de cesse que de détruire : politique de la terre brûlée, qui vise des symboles du patrimoine (comme récemment, à Odessa), laisse derrière elle des villes entièrement détruites (Marioupol, Bakhmout...), inonde des régions entières (l'ampleur du désastre écologique consécutive au dynamitage du barrage hydroélectrique sur le Dniepr reste à mesurer)...

Depuis dix-sept mois de guerre en Ukraine, les forêts sont en première ligne. Des milliers d'hectares ont d'ores et déjà été détruits. Les étendues boisées sont devenues les seuls abris disponibles pour les soldats qui tentent de se cacher des drones de reconnaissance. Les forêts ukrainiennes sont alors devenues le théâtre de combats particulièrement intenses et

la cible d'incessants tirs de missiles et d'artillerie. Depuis octobre 2022, un « front forestier » existe au nord de la rivière Siverskyi Donets, près de la ville de Kreminna ([lire ici](#)). D'importantes forces russes et ukrainiennes s'y sont affrontées, bombardant et pilonnant la forêt avec tous les types d'armes disponibles, des véhicules de déminage aux puissantes bombes aériennes. Dans le même temps, l'armée russe poursuit sa pratique de longue date consistant à miner pratiquement chaque bande de forêt dans le nord de la région de Zaporizhzhia et dans le sud de la région de Donetsk.

Nous reproduisons ici un portfolio publié par *Meduza*, média russe indépendant (installé depuis 2014 en Lettonie), qualifié d'« organisation indésirable » par le Kremlin ([Lire ICI](#)). En d'autres termes : cachez ce désastre que nous ne saurions voir.



**PENDANT  
LA GUERRE  
LA LUTTE CONTINUE**

# Manifestation d'infirmières à Kryvyi Rih<sup>1</sup>

Une manifestation des personnels de santé à Kryvyi Rih a eu lieu le samedi 15 juillet 2023 pour réclamer le paiement des arriérés de salaires. Rassemblant les personnels des hôpitaux n° 1 (district métallurgique), n° 10 (Dovgintsevsky), n° 11 (Pivdenny Gok) et n° 7 (Damansky), dont une grande partie d'infirmières, elle a commencé sous les murs du conseil municipal de Kryvyi Rih. Le cortège a ensuite parcouru une partie de la ville et une route a été temporairement bloquée. La police n'est pas intervenue.

« Salaire! », scandaient les travailleur·euses de la santé. Une infirmière dit avoir reçu 2 000 hryvnias [48 euros] en juin. Elle ne sait pas comment vivre avec cette somme.

Les autorités de Kryvyi Rih, dirigées par Yuriy Vilkul, ont décidé de fusionner les établissements médicaux de trois districts différents en une seule institution afin de réduire la charge qui pèse sur le budget de la ville. Selon le syndicat des médecins, les employé·es ont été contraint·es de travailler avec le salaire minimum, mais ils et elles n'en ont pas vu la couleur ces trois derniers mois. Le directeur général, Ihor Krychtopa, voudrait licencier 300 employé·es. Il aurait fermé tous les comptes courants des hôpitaux, de sorte que le NHSU [ministère de la santé] ne peut pas financer entièrement

les institutions. Ihor Krychtopa est actuellement à la tête du premier hôpital et il semble qu'il supervisera le processus de fusion. Auparavant, lorsqu'il dirigeait l'hôpital n° 16, les employé·es avaient organisé des manifestations pour protester contre les arriérés de salaires. Ihor Krychtopa est un ancien membre du Parti des régions [ancien parti pro-russe], aujourd'hui membre du conseil du district de Pokrovsky pour le parti Perspective ukrainienne.

Si les employés des hôpitaux ne reçoivent pas leurs salaires, d'autres manifestations sont annoncées.

## Déclaration d'une infirmière

Aujourd'hui, un événement sans précédent a eu lieu dans notre ville : un rassemblement pacifique des personnels de santé ! Quatre hôpitaux de Kryvyi Rih étaient représentés, mais mentalement, il y avait aussi des soignant·es de toute l'Ukraine !

Nous pouvons discuter pendant longtemps des pots-de-vin entre médecins et du vol de détergents dans les services et faire des commentaires sur les robots. C'est l'argument favori de ceux qui sont mécontents de tout.

Mais la guerre a tout changé : les personnels de santé n'ont plus peur ! Ils et elles s'organisent en groupes sur Viber [réseau social], communiquent avec des avocats, et communiquent entre eux/elles en parlant plus fort que les chuchotements. Il y a même des cas où un hôpital parle à un autre !

Quant aux paroles d'aujourd'hui d'un monsieur, qui a dit que seules les infirmières et les aides-soignantes étaient à la manifestation, savez-vous à quoi elles sont dues ? Les directeurs ont reçu une recommandation



1. Kryvyi Rih, 15 juillet 2023. Publié par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

d'en haut pour maintenir les dissidentes à leur place. Et l'on sait avec certitude que pendant que la manif se défilait sur le boulevard, ils ont demandé les listes des présent·es et des absent·es!

Mais les personnels de santé sont aussi contre les maigres salaires, et les infirmières veulent être payées sur un pied d'égalité – même si leur responsabilité est différente!

Nous attendons lundi! Et nous n'avons pas peur.

## Une mobilisation pour démettre un directeur de clinique corrompu



PATRICK LE TRÉHONDAT

Le personnel de l'hôpital central de la ville de Nijyn, dans l'oblast de Tchernihiv, s'est opposé en juillet aux réductions de personnel. Quatre-vingts agents de santé, principalement des infirmières, devaient être licenciés. Grâce à l'unité du personnel médical et au soutien des élus locaux, les licenciements collectifs ont été stoppés et la direction de l'hôpital a été sommée d'équilibrer le budget de l'hôpital.

Le 10 juillet, le ministère de la santé a publié sur son site l'arrêté n° 1245 «portant formation et approbation de la composition du groupe de travail sur le renforcement du rôle des établissements de santé privés dans la restauration et le développement du système de soins de santé». Pour le secrétaire du Syndicat libre des travailleurs médicaux d'Ukraine (KVPU), Oleg Panasenko, «le gouvernement préfère



la médecine privée» et ajoute que «le ministère de la santé, en créant un groupe de travail sur le renforcement du rôle des établissements de soins de santé privés a prouvé une fois de plus que le gouvernement actuel, tout comme le précédent, adhère clairement au processus de destruction de la médecine publique et communale et à son remplacement par la médecine privée».

Les personnels de santé résistent à cette politique de santé néolibérale. Nous publions l'interview de Marta Bernagiewicz, médecin à la clinique de Velykyi Lubin, près de Lviv, qui revient sur la mobilisation des soignants contre leur directeur corrompu.

## De médecins exigent le licenciement d'un directeur

ENTRETIEN AVEC MARTA BERNAGIEWICZ<sup>2</sup>

Le 23 juin 2023, la route menant à Sambir et Turku a été bloquée. Le personnel médical de la clinique du village de Velykyi Lubin, dans la région de Lviv,

2. Propos recueillis par le comité éditorial de *Trudova Halychyna*.



a organisé cette action pour exiger le licenciement de Rostyslav Goy, directeur de l'AzPSM du conseil du village de Velykyi Lubin, qui a été reconnu coupable de mauvaise gestion financière.

Au début de la guerre, le gouvernement a alloué une avance de 300 000 UAH à l'équipe de la clinique. L'argent a été versé jusqu'à la fin du mois d'avril 2022, après quoi les employés ont appris qu'il n'y avait plus d'argent. Ils ont dû payer de leur poche les frais d'entretien de la clinique – location de locaux, examens médicaux et achat de carburant. En mai dernier, le personnel de la clinique externe a découvert que 240 000 UAH avaient disparu. En outre, le directeur a réduit les salaires des médecins de 4 000 à 6 000 UAH, invoquant le «sous-financement» de l'hôpital pour justifier cette décision. Il a également utilisé le même raisonnement pour reporter les réparations de l'établissement médical.

Après la révélation de la fraude financière, le directeur de l'hôpital a refusé de quitter volontairement son poste et a répondu aux demandes du personnel par des menaces et des moqueries. Les appels au conseil du village n'ont pas non plus permis d'obtenir justice. C'est pourquoi, le 23 juin, les médecins ont organisé un rassemblement pacifique. Le 26 juin, le directeur a enfin démissionné et travaille actuellement comme chirurgien à la clinique.

*Trudova Halychyna* s'est entretenu avec Marta Bernagiewicz, médecin à la clinique de Velykyi Lubin et l'une des co-organisatrices de la campagne.

**Comment vous est venue l'idée de défendre collectivement vos droits? Pourquoi avez-vous choisi cette forme particulière: le blocage de la route?**

Le conflit dure depuis longtemps. Mais trois mois se sont écoulés depuis qu'il a été révélé au grand jour, c'est-à-dire depuis que nous avons invité un représentant du conseil du village à notre réunion.

Nous avons prévenu Mykola Yaremtchuk, l'adjoint chargé de la santé au sein du conseil du village. Il nous a beaucoup soutenus et notre équipe lui en est reconnaissante.

Nous avons rencontré le directeur à plusieurs reprises, mais nous n'avons pas réussi à trouver un dénominateur commun avec lui. La révocation ou la nomination du directeur peut se faire soit par une décision du conseil du village soit par un accord entre les deux parties. Nous avons décidé de nous adresser à la commission. Le directeur a présenté son rapport financier et un rapport sur l'activité de la clinique pour les années où il a été en fonction. Tous les médecins, les conseillers municipaux et le président du conseil du village étaient présents à la commission. Ils nous ont entendus et nous ont soutenus, mais comme le président du conseil du village n'a pas le droit de licencier seul le directeur de la clinique, la question a dû être soumise à une session du conseil du village.

Lors de la commission, deux conseillers municipaux, Korolyak et Protas, ont en fait humilié l'ensemble du personnel médical, ridiculisant nos demandes, disant que ce n'était rien, car si le chauffeur et le directeur recevaient des primes mensuelles, c'était qu'ils les méritaient. N'ayant pas obtenu gain de cause auprès de cette commission, nous avons décidé, le 19 juin, d'écrire au président du conseil du village pour qu'il démette le directeur de ses fonctions. Il était nécessaire que le conseil du village mette en place sa propre commission interne, afin de vérifier où était passé l'argent alloué aux primes et comment le carburant avait été acheté et utilisé. Le directeur a indiqué que 500 litres de carburant avaient été achetés, mais il n'était pas clair sur la façon dont il a été utilisé. Il s'est avéré par la suite que personne n'avait voyagé à l'exception du



directeur, comme le montrent les données figurant sur les feuilles de route.

Le 19 juin, nous sommes allés voir le président du conseil de village avec une déclaration affirmant que si nos demandes de révocation du directeur n'étaient pas satisfaites, nous organiserions un rassemblement le vendredi.

Le 23 juin à midi, nous n'avions toujours pas reçu de réponse. Nous ne pouvions plus nous taire, notre manifestation était en fait un acte de désespoir. Nous avons alors décidé de nous rendre sur un passage piéton et de clamer notre position aussi fort que possible pour être entendus. En outre, le même jour, nous avons appris que la police et le Bureau des enquêtes stratégiques enquêtaient sur le détournement de fonds.



Le président du conseil du village, les adjoints sont tous venus et le directeur a été convoqué de nouveau et il a écrit sa lettre de démission. Son dernier jour de travail en tant que directeur était le 26 juin.

#### **Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de l'organisation de la manifestation ?**

Le plus difficile a été de passer à l'action. Les médecins, comme les enseignants, les militaires, sont à l'avant-garde de la société. Nous ne voulions pas de publicité, nous ne voulions pas que le directeur soit déshonoré. C'est pourquoi la décision a été si difficile à prendre. Mais nous avons compris qu'il n'y avait pas d'autre solution et nous nous sommes organisés. Il n'y avait pas seulement des médecins, mais aussi des infirmières et du personnel médical subalterne. Cette personne avait fait du mal à tous les employés, plus personne ne pouvait continuer à se taire. Et je ne parle pas seulement pour moi, mais pour toute l'équipe. Les actions du directeur ont blessé chacun



d'entre nous. Nous ne pouvons pas être traités de la sorte !

Nous le connaissons depuis de nombreuses années. Il était le médecin-chef de l'hôpital de la ville. Ensuite, l'hôpital a été fermé et il est devenu le chef de la clinique. Certains de mes collègues ont étudié avec lui à la fac de médecine, d'autres ont été avec lui depuis ses débuts en tant que médecin-chef de l'hôpital de la ville. Personne ne pouvait croire que tout cela était vrai.

Le conseil du village a alloué des fonds afin qu'une voiture puisse nous emmener tous au travail. Le chef les a cachés, si bien que nous avons dû acheter nous-mêmes du carburant.

En outre, le conseil du village a alloué de l'argent pour réparer la clinique et les bureaux. Le directeur l'a également caché. Nous n'avons appris l'existence de cet argent que six mois plus tard. Le scandale a alors éclaté. Nous en souffrons encore. Mais même après avoir découvert la disparition de l'argent destiné à la clinique, nous n'avons pas voulu nuire au directeur, afin de ne pas faire d'histoires. S'il avait démissionné ou restitué au moins une partie de l'argent volé, rien de tout cela ne serait arrivé. Cependant, lorsque l'affaire a été révélée, au lieu de s'excuser, il nous a traité encore plus mal qu'avant et a commencé à nous menacer. C'en était trop.

Dans une interview accordée à *Lviv Media*, il a déclaré que nos actions étaient «une lutte pour le pouvoir à la manière ukrainienne». On ne sait pas qui il voulait humilier en parlant de la sorte, notre grand peuple ukrainien ou lui-même. Il ne s'agissait pas d'une lutte pour le poste: à ce jour, le poste de chef de service est déjà occupé et celui qui a été nommé a refusé toute rémunération supplémentaire pour l'exercice de cette fonction. Comme tous les médecins, il est payé en fonction du nombre de patients, c'est-à-dire comme auparavant.

Notre action est une action de justice, qui défend non seulement nos intérêts, mais aussi l'intérêt général de la polyclinique et ceux de nos patients. Sans le directeur, deux techniciens de laboratoire qui n'arrivaient pas à trouver un langage commun avec lui n'auraient pas démissionné. Sans le directeur, les patients auraient pu bénéficier d'analyses de sang gratuites, mais ils ont dû se rendre ailleurs ou dans un laboratoire privé. Les patients étaient donc également perdants.

**Comment évaluez-vous les résultats de la campagne? Quels sont les projets de votre équipe pour l'avenir?**

Un directeur intérimaire a été nommé jusqu'à ce qu'un concours soit organisé dans deux mois. Nous voulons que quelqu'un de notre équipe devienne directeur d'une manière ou d'une autre. Cette possibilité existe. Le directeur doit être quelqu'un qui comprend les souffrances et les besoins de l'équipe, qui bénéficie de son soutien et de sa confiance. Personne ne comprend et ne connaît nos problèmes mieux que nous. Nous travaillerons dur pour réparer les dommages causés par l'ancienne direction. Nous espérons le soutien du conseil du village. Mais, l'essentiel est que notre équipe soit unie et prête à travailler.

**Les personnes qui vous soutenaient se sont-elles jointes à vous pour bloquer la route? Quelle ont été les réactions du conseil du village, du président de la CTA (collectivité territoriale amalgamée), etc.? Existe-t-il des syndicats dans votre centre de soins? Si oui, vous ont-ils soutenus?**

Le chef de l'autorité locale nous a soutenus. Il nous a rencontrés dès qu'il a pu et a fait tout ce qui était en son pouvoir pour soutenir l'équipe.

Nous avons un syndicat, mais nous ne voulons pas commenter son implication dans ce conflit. Nous préconisons maintenant la liquidation de notre syndicat, car il a adopté une double position, c'est-à-dire qu'il n'a pas joué le rôle qu'il était censé jouer.

**La loi martiale a-t-elle affecté l'organisation de votre action? À votre avis, est-il utile et éthique de défendre vos droits de cette manière pendant la guerre?**

Pendant la loi martiale, les manifestants doivent informer les autorités locales cinq jours avant le rassemblement. Ce que nous avons fait. Il faut défendre ses droits dans tous les cas. Pendant le rassemblement,



nous avons laissé passer des véhicules militaires, des minibus, des voitures avec des enfants, des camions... Nous nous sommes excusés pour la gêne occasionnée, mais malheureusement, il n'y avait pas d'autre solution.

**Quels conseils donneriez-vous aux salariés qui se trouvent dans des situations similaires? Quelles sont, à votre avis, les erreurs les plus fréquentes commises par les salariés lorsqu'ils font valoir leurs droits?**

L'essentiel est de ne pas rester silencieux et de ne pas retarder la résolution du problème pendant des années, comme nous l'avons fait.

**Les médias, les journalistes et les ONG ont-ils un rôle important à jouer dans votre histoire et d'autres histoires similaires?**



Le rôle des médias est important pour mettre en garde les autres contre les erreurs que nous avons commises. Nous voulons que les employés comprennent que l'union fait la force! Il y a un temps pour jeter des pierres et un temps pour les ramasser.

**Quels changements devraient être apportés au système de santé et aux autres institutions publiques pour faire entendre la voix des travailleuses, y compris dans les cliniques?**

L'accès aux autorités pour protéger les droits des médecins doit être libre et connu.

## Liste des unités des forces armées ukrainiennes où le syndicat des LGBTQIA+ sous l'uniforme a des membres

Début juillet, le syndicat Військові ЛГБТ [Viyskovi LGBT] constatait que «les opposants à l'État de droit en Ukraine, au lieu de lutter contre le régime russe et sa tyrannie, continuaient de vouloir restreindre les droits des LGBTQ+ dans l'armée». Mykola Kuch «Frost»<sup>1</sup> à l'initiative de Serhiy Bondar a publié un prétendu manifeste où il a collecté une liste d'unités, dans lesquelles il n'y aurait aucun militaire LGBTQ+. Sa liste répertorie quelque 20 unités y compris celles où nos membres sous les drapeaux ont confirmé leur présence. Autrement dit, la liste s'est avérée être un mensonge et une manipulation, dans les meilleures traditions de la propagande russe. Et, déclare le syndicat, «si l'armée ne reconnaît pas en tant que tel quelqu'un comme appartenant à la communauté LGBTQ+, cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas», avant d'ajouter :

Les opposants à l'État de droit [...] manquent ainsi de respect à leurs défenseurs ou, ayant oublié le

---

1. Mykola Kuch «Frost», membre du régiment Azov, est à l'initiative de Serhiy Bondar (membre de l'organisation néonazie C14, devenue Fondation pour le futur).



serment, à leurs compagnons d'armes et à leurs amis. [...] Bien sûr, notre liste n'est pas exhaustive, car tout le monde n'a pas le courage de déclarer sa Brigade, et tous les militaires LGBT+ n'ont pas exprimé le désir de rejoindre notre association. Au 7 juillet 2023, nous étions présents dans 56 unités.

1. 251<sup>e</sup> OBr TRO.
2. 36<sup>e</sup> Brigade, 2<sup>e</sup> compagnie.
3. 26<sup>e</sup> Régiment de la Garde nationale.
4. 516<sup>e</sup> Brigade de la 1<sup>re</sup> Brigade Bohun.
5. 14<sup>e</sup> Brigade du NGU.
6. 72<sup>e</sup> Brigade mécanisée.
7. 93<sup>e</sup> Brigade mécanisée.
8. 78<sup>e</sup> Régiment d'assaut.
9. 1020<sup>e</sup> Ozradn.
10. 127<sup>e</sup> Régiment de chars.
11. 2<sup>e</sup> Brigade galicienne du NGU.
12. 118<sup>e</sup> Ombr.
13. 204<sup>e</sup> Brta.
14. 102<sup>e</sup> OBrTrO.
15. 127<sup>e</sup> Obr TRO.
16. 207<sup>e</sup> Véhicules blindés de transport de troupes.
17. 24<sup>e</sup> Brigade OMBR.
18. 94<sup>e</sup> Détachement des gardes-frontières.
19. 30<sup>e</sup> OMB.
20. 119<sup>e</sup> OBTR0.
21. 207<sup>e</sup> Btro.
22. 1<sup>re</sup> Brigade spéciale portant le nom d'Ivan Bohun.
23. 93<sup>e</sup> Brigade Kholodny Yar.
24. 31<sup>e</sup> Unité militaire aéroportée.
25. 44<sup>e</sup> Brigade d'artillerie portant le nom de Danylo Apostol.
26. 43<sup>e</sup> OPP.
27. 93<sup>e</sup> Ombr.
28. 206b Ddistrict de Kyiv.
29. 33<sup>e</sup> Bataillon.
30. 205<sup>e</sup> Obr TRO.

31. 92<sup>e</sup> Brigade mécanisée.
32. 14<sup>e</sup> Brigade de la Garde nationale ukrainienne.
33. 406<sup>e</sup> Brigade d'artillerie.
34. 1<sup>re</sup> Brigade Hetman Bohdan Khmelnytskyi.
35. 15<sup>e</sup> Brigade.
36. 106e TROS.
37. 356<sup>e</sup> NP (A3618).
38. Brigade Dnipro de la Garde nationale ukrainienne, unité militaire 3036.
39. 115<sup>e</sup> Brigade, 140e bataillon.
40. 356<sup>e</sup> NAP.
41. 15<sup>e</sup> BTA.
42. 101<sup>e</sup> OBOR.
43. 25<sup>e</sup> Brigade de l'OGP.
44. 19<sup>e</sup> Brigade.
45. 43<sup>e</sup> Ombr.
46. 2<sup>e</sup> Brigade galicienne du NGU.
47. 21<sup>e</sup> Bataillon, 56<sup>e</sup> Brigade.
48. 47<sup>e</sup> Brigade Ombr.
49. Hospitaliers MB UDA.
50. Unité spéciale des services de renseignement de la défense de l'Ukraine «Kraken».
51. 503<sup>e</sup> Bataillon des forces spéciales ukrainiennes.
52. 65<sup>e</sup> Brigade Ombr.
53. Brigade Azov.
54. Peloton de tireurs d'élite de la Brigade de chars d'assaut.
55. 129<sup>e</sup> Brigade, 237<sup>e</sup> bataillon.
56. 21<sup>e</sup> bataillon, 56<sup>e</sup> Brigade.



# Chronique des événements courants

## Pour un salaire décent

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE LA CONSTRUCTION D'UKRAINE, 18 JUILLET 2023

Les salaires des grutiers et des ouvriers du bâtiment sont très bas. Les ouvriers de ce secteur peuvent rarement gagner plus de 20 000 hryvnias [482 euros]. Ce revenu ne garantit pas un niveau de vie normal aux travailleurs. Afin d'assurer des salaires décents et la sécurité des travailleurs de la construction, les travailleurs de l'industrie de la construction et leur syndicat ont lancé une campagne pour des salaires décents: 200 hryvnias/heure.



## Colis de joie pour Donetsk

GROUPE FÉMINISTE BILKIS, 11 JUILLET 2023

Un miracle s'est produit! Nous sommes très heureuses et nous nous précipitons pour partager cette nouvelle avec vous. Pour la première fois, nous avons organisé une mini-mission humanitaire appelée «Colis de joie». Il s'agit de quarante-trois boîtes destinées aux enfants de la région de Donetsk, contenant de la papeterie, des jouets, des articles d'hygiène pour enfants et des friandises. L'événement est important car notre idée a été soutenue par plusieurs initiatives, dont l'administration rurale locale! Très tôt, nous avons eu des informations sur le nombre, l'âge et l'adresse des familles avec enfants. Cela nous a aidés prévoir le remplissage des colis et à planifier la logistique du voyage. Le jour de notre arrivée, l'assistante culturelle locale Taisia nous a accompagnés, nous aidant à naviguer dans le village qui n'a presque pas de plaques d'adresse. La visite de l'équipe a été productive

et inspirante. Le voyage était spécial et un peu dangereux, car la distribution des colis s'est déroulée au son des combats à proximité, de sorte que les enfants étaient doublement heureux de chaque cadeau qu'ils recevaient. Quarante-trois garçons et filles des villages d'Oleksandro-Kalinove et de Yablunivka, âgés de 3 à 12 ans, ont reçu des colis de joie. Nous nous sommes également occupés des mères des enfants et leur avons apporté des kits de peinture et des crèmes. Une femme a sincèrement remercié pour le kit, car elle adore dessiner! Nicolas, déballant le cadeau a crié «Je t'aime!» Sa famille vit à la périphérie du village, où il n'y a pas de route du tout, et la mère de Nikolka a déclaré que personne n'était jamais venu les voir. Merci à celles et ceux qui ont engagé des ressources matérielles pour ce voyage, aidé et assuré le transport. Chaque rôle, aussi minime soit-il, a contribué à améliorer l'humeur et le bien-être matériel des enfants en première ligne. Aider les personnes vulnérables est plus important que les obstacles ou les distances.

## Université sous occupation sans étudiants

SOURCE: CENTRE NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Les Russes continuent de mettre en place divers programmes de prises de passeports forcés dans les régions temporairement occupées, passeports russes obligatoires pour quiconque souhaite rejoindre les rangs des pseudo-universités que l'ennemi a créées dans l'enceinte des universités ukrainiennes occupées. Mais l'Université d'État de Melitopol n'a pas d'étudiants. À l'ouverture des inscriptions, il n'y avait pas de files d'attente de candidats, même si les Russes ont annoncé que les frais de scolarité étaient gratuits. Cet échec s'est produit sur fond de non-paiement des salaires des «professeurs» par la direction occupante de «l'université». Les occupants ont également annoncé l'interdiction pour les enfants d'aller à l'école à moins que leurs parents ne reçoivent un passeport ennemi.

Les autorités russes ont décidé de «réorganiser» les chemins de fer dans les territoires occupés en une structure unique appelée «Chemins de fer de Novorossiia

[Nouvelle Russie]». En conséquence, selon les données disponibles, 600 cheminots ont quitté le chemin de fer de Donetsk en 2022 et 750 autres au premier semestre 2023. À ce stade, l'administration d'occupation russe couvre cette réduction de personnel avec du personnel militaire des troupes ferroviaires et la présence d'employés des chemins de fer russes. On suppose qu'à l'avenir, la Russie enverra des travailleurs des régions centrales de la Fédération de Russie pour travailler dans les chemins de fer dans les territoires occupés.

## Un ouvrier de 25 ans tué sur un chantier de construction à Lviv

SYNDICAT DES GRUTIERS DE LVIV

lundi 3 juillet, un ouvrier de 25 ans a été tué sur un chantier de construction. Le tragique accident s'est produit vers 18 heures. Selon le Centre régional d'assistance médicale d'urgence de Lviv, le jeune travailleur était encore en vie lorsque l'ambulance est arrivée et les médecins lui ont prodigué des soins intensifs, mais il n'a pas pu être sauvé. Selon le syndicat, les policiers devront déterminer les circonstances du drame et engager des poursuites pénales pour manquement aux règles de sécurité lors de travaux à risque. Le syndicat des grutiers de Lviv, membre de la confédération syndicale FPU, souligne que «l'utilisation de grues et de camions est potentiellement associée à des risques d'accidents, en particulier lorsque les règles et procédures de sécurité ne sont pas respectées. Prévenir les accidents et réduire le risque de blessure est l'une des tâches principales du syndicat». La reconstruction de l'Ukraine ne peut se faire au détriment de la sécurité des travailleurs.

## Kharkiv Pride

Kharkiv accueillera la semaine de la Karhiv Pride du 23 août au 2 septembre. Les organisateurs ont annoncé que le programme comprendra une collecte d'argent pour les soldats ukrainiens.

Programme :

23 août. Trop gris. Trop coloré. Flashmob pour la journée de Kharkiv.

24 août. C'est aussi ta ville. Cadeaux pour les personnes déplacées offerts par Kharkiv Pride.

Le 25 août est le jour où tout le monde peut se marier.

26 août. Jamais seul. Fête de la solidarité.

27 août. Piste cyclable Rainbow.

30 août. Connaissez-vous vos droits?

1<sup>er</sup> septembre. Atelier affiches.

2 septembre. Marche de la fierté de Kharkiv

«Nous avons l'expérience de l'organisation d'événements de fierté, en particulier lors d'une invasion à grande échelle. La Kharkiv Pride de l'année dernière dans le métro<sup>1</sup> s'est déroulée sans accroc et a reçu beaucoup de soutien de la part de la société ukrainienne et de nos collègues et partenaires étrangers», a déclaré Stanislava Petlytsia, coordinatrice des bénévoles de Kharkiv Pride.

## Des Russes torturent un ancien volontaire espagnol de 75 ans

SOURCE : CENTRE DES DROITS DE L'HOMME DE KHARKIV

C'est plus d'un an après que les envahisseurs russes ont enlevé Mariano Garcia Calatayud – généralement connu simplement sous le nom de Mario – à Kherson occupée que la Russie a admis l'avoir retenu captif en Crimée. L'ancien volontaire espagnol de 75 ans est également connu pour avoir été soumis à des tortures sauvages, notamment l'utilisation de courants électriques attachés à ses parties génitales. Mariano Calatayud vivait à Kherson depuis huit ans lorsque les Russes ont envahi la ville. Il a participé aux rassemblements quotidiens contre l'occupation russe. Ce n'est que fin avril que *Levante*, un journal de Valence, la ville natale de Calatayud, et *Crimea SOS* ont rapporté que la Russie avait confirmé que l'homme de 75 ans était en détention. Calatayud a déclaré à un codétenu libéré depuis que six Russes l'attendaient lorsqu'il

1. Voir «Déclaration de la Kharkiv Pride» et Polina Vernyhor, «La Kharkiv Pride dans le métro», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 12, 13 octobre 2022.



est sorti d'un supermarché à Kherson. Il a résisté et les Russes ont fait tomber six de ses dents qu'il a ensuite dû extraire lui-même car le dentiste promis dans son centre de détention ne s'est jamais présenté. Calatayud a également dit à ce prisonnier qu'il avait été mordu par un chien de garde lors de l'appel nominal tenu chaque matin. Le chien avait mordu le genou de l'homme de 75 ans, le jeune garde présent trouvant clairement cela amusant. Lorsque Calatayud n'a plus pu supporter la douleur et a frappé le chien, les gardes ont utilisé un Taser contre lui en lui donnant des décharges électriques.

## Des uniformes pour les femmes ukrainiennes

### FEMINIST WORKSHOP

Selon le groupe féministe, «même s'il y a plus de 70 000 femmes qui servent dans l'armée ukrainienne, l'uniforme standard est un uniforme masculin. Pour les femmes, porter un uniforme masculin est non seulement inconfortable mais aussi dangereux car il limite leur mobilité.» L'initiative sociale Arm Women Now vise à en finir avec cette discrimination. Arm Women Now «vise à éliminer à jamais l'inégalité de traitement du personnel féminin en matière d'uniforme militaire». «En première ligne ou à l'arrière, avec ou sans armes, en tant qu'ambulancière, membre d'une unité de reconnaissance aérienne ou d'artillerie, commandant de compagnie ou de peloton – chaque femme accomplit son devoir militaire sur un pied d'égalité avec les hommes», explique Arm Women Now: «Son objectif est de produire 70 000 tenues féminines (pantalons + vestes), sous-vêtements thermiques et sous-vêtements tactiques, et de produire systématiquement des tenues militaires féminines conformes aux exigences et normes de qualité en vigueur [et] de supprimer à jamais l'inégalité de traitement des femmes dans le militaire quand il s'agit d'uniformes militaires.»



## Tigran Ohannisyan et Nikita Khangarov n'auront pas de funérailles

Les deux adolescents devaient être enterrés à Berdiansk

le 29 juin, mais les funérailles n'ont pas eu lieu. Les Russes avaient promis de rendre les corps des enfants assassinés à leurs parents afin qu'ils puissent être enterrés, mais ils n'ont pas tenu leur promesse. C'est ce qu'a rapporté la mère de Tigran Hovhannisyan. Les Russes avaient annoncé le 25 juin 2023 que deux «terroristes pro-ukrainiens» avaient été tués à Berdiansk, une ville contrôlée par la Russie. Il a été rapporté plus tard que les enfants avaient peut-être été abattus par des tireurs d'élite. Les occupants eux-mêmes ont affirmé que les garçons avaient menacé des civils et étaient morts «lors d'un affrontement».

Plus tard, les Russes ont affirmé que les enfants avaient attaqué la police, une bagarre s'est ensuivie et les adolescents ont été tués dans une fusillade. «Depuis septembre 2022, Tigrane et Mykyta et leurs familles sont persécutés par les autorités d'occupation russes. Tigrane a été enlevé, torturé et maltraité pendant cinq jours... Pendant six mois, les enfants ont été soumis à d'intenses pressions de la part des forces d'occupation. Ils ont été interrogés, contraints de participer à des «expériences d'enquête» et obligés de se présenter chaque jour à la police d'occupation», expliquait il y a peu Human Rights Media Initiative.

# Que pensent les étudiants ukrainiens ?

SYNDICAT ÉTUDIANT ACTION DIRECTE<sup>1</sup>

Il y a un mois, nous avons mené une enquête en ligne auprès des étudiants pour savoir quels problèmes ils rencontraient. Les données ont été recueillies dans quatorze régions et la ville de Kyiv. Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui y ont participé, et en particulier à ceux qui ont fourni une réponse détaillée. Suffisamment de données ont été collectées pour certaines conclusions, alors analysons.

## À propos de l'âge et de la spécialité

Évidemment, la majorité des étudiants sont des jeunes de 18 à 20 ans (70 % des répondants) et de 21 à 23 ans (20 % des répondants). La majorité des répondants sont des personnes ayant suivi une formation en sciences sociales et humaines (67 %), technique (20 %), médicale (10 %), sciences naturelles (1 %).

## Appartenance sociale

L'enquête a montré que les étudiants ont des problèmes d'argent. Environ 42 % des répondants se sont classés comme des personnes qui travaillent pendant leur temps libre après leurs études, et 23 % ont indiqué qu'ils ne bénéficiaient pas du soutien financier

de leurs parents. Ce problème est particulièrement prononcé chez les déplacés internes (28 % des personnes se classant dans cette catégorie), car près de la moitié de ces personnes déclarent travailler pendant leur temps libre. Il est intéressant de noter que souvent les personnes qui reçoivent une bourse (37 %) sont également obligées d'aller travailler (40 % des boursiers). Les étudiants, qui devraient acquérir des connaissances et faire avancer la science, doivent acquérir un revenu.

## Activité sociale

Les étudiants comprennent la nécessité de changer les conditions d'études et le font, c'est pourquoi la moitié (51 %) d'entre eux ont noté qu'ils avaient une activité associative modérée ou importante dans les établissements d'enseignement. Cependant, malheureusement, 25 % des répondants ont indiqué qu'ils n'interagissaient d'aucune façon avec les étudiants/le personnel de leurs établissements, sauf pour des questions d'enseignement. En général, 65 % des répondants sont insatisfaits de la situation de leur université et, parallèlement, seulement 37 % des personnes ont une expérience de participation à des associations. Nous exhortons ceux qui sont conscients de la nécessité du changement à être plus actifs. Vous pouvez le faire en adhérant à notre syndicat.

Idéologie (opinions, activisme, LGBT, écologie)

Il ressort clairement de l'enquête que la population étudiante est divisée idéologiquement entre les camps de gauche (32 %), centriste (22 %) et de droite (22 %), mais il y a aussi ceux qui trouvent la question des opinions politiques inintéressante (24 %). Dans le même temps, seuls 10 % ont une attitude négative envers les représentants de la communauté LGBT (50 % positive, 40 % neutre). La majorité absolue des étudiants sont préoccupés par l'état de l'écologie



1. 21 juillet 2023



en Ukraine – 92 % des répondants; et également convaincus qu'il est nécessaire de participer à des actions, des marches, des manifestations pour leurs droits – 82 % des répondants. En général, on peut parler de conceptions progressiste et militante parmi les étudiants, et visant des changements radicaux.

## Principaux problèmes

Dans le questionnaire, nous avons également donné aux étudiants la possibilité de parler des problèmes les plus généraux qu'ils observaient dans l'éducation. À partir de ces réponses, les problèmes suivants peuvent être identifiés: corruption, manque de demande de qualification d'enseignement supérieur sur le marché du travail, programmes et méthodes d'enseignement obsolètes, manque de base matérielle et technique pour l'apprentissage, violence psychologique, qualité

de vie dans les dortoirs, homophobie et sexisme, enseignants incompétents, enseignement à distance. Probablement, tout étudiant trouvera quelque chose de familier dans cette liste.

## Conclusion

Cette petite étude sociologique a montré que l'éducation ukrainienne regorge de problèmes divers auxquels les étudiants sont confrontés au quotidien. La pénétration croissante des politiques néolibérales dans la sphère de l'éducation détruit l'éducation elle-même, la rendant chère, inaccessible et arriérée. Le syndicat Action directe est radicalement contre cette politique destructrice, c'est pourquoi nous vous appelons à vous unir dans vos universités, ainsi qu'à rejoindre nos rangs, car ce n'est qu'ensemble que nous pourrions vaincre la bête du néolibéralisme!





**OÙ VA  
LA RUSSIE ?**

# Un coup d'État... privé

HANNA PEREKHODA<sup>1</sup>

Le 23 juin 2023, le groupe Wagner, une compagnie militaire «privée» financée par le gouvernement de Poutine, lance une rébellion, la première du genre en Russie depuis 1993.

Dès le début de l'invasion de l'Ukraine, Evgueny Prigojine, le propriétaire de Wagner, reçoit d'importantes ressources, dont la prérogative de recruter des prisonniers et de les utiliser comme chair à canon. Voyant son autorité grandir, il est l'une des rares personnes à oser critiquer le pouvoir, le tenant pour responsable des déficiences militaires du pays. Il dépeint les fonctionnaires comme corrompus, leurs enfants jouissant d'une vie luxueuse, alors que les Russes ordinaires meurent à la guerre.

Le mécontentement grandit au sein du ministère de la défense qui émet un ordre exigeant le démantèlement de Wagner. Affirmant que son objectif est de sauver le groupe Wagner et de remplacer le ministre de la Défense, Prigojine fomenté une rébellion.

## Colère à cause des échecs

Sans coup férir, ses forces prennent le contrôle de Rostov-sur-le-Don, une ville de plus d'un million d'habitantes où se trouve le quartier général. Elles avancent ensuite vers Moscou, aucune force de défense terrestre n'étant disponible pour contrer

le convoi. Plusieurs hélicoptères et un avion tentent des frappes aériennes sur la colonne, mais sont abattus. Vladimir Poutine qualifie ces actions de trahison et appelle à la répression. Se trouvant à moins de 400 kilomètres de Moscou, Prigojine accepte de retirer ses forces et de s'exiler au Bélarus déclarant qu'il veut éviter que du «sang russe» ne soit versé. L'enquête pour rébellion armée est rapidement classée, toutes les charges sont abandonnées, comme si rien ne s'était passé.

Le soulèvement de Prigojine est probablement une tentative désespérée de préserver ses intérêts personnels, essentiellement économiques. Cependant, présentant ses actions comme une «marche pour la justice», il rallie à sa cause des milliers de soldats et des millions de Russes découragés par les échecs militaires en Ukraine et en colère contre le ministère de la défense.

Poursuivant sa lutte personnelle pour le pouvoir, Prigojine a non seulement sapé la légitimité de l'establishment militaire, l'accusant de négliger les «intérêts nationaux» des Russes et de trahir l'armée, il a aussi démenti le bien-fondé même de cette guerre, détruisant le récit propagandiste officiel.

## Parallèles historiques

Fait révélateur, Prigojine a établi des parallèles avec la révolution de 1917, mettant en garde contre un soulèvement populaire. Poutine a lui-même comparé la rébellion aux événements de 1917, lorsque la Russie, selon lui, a été confrontée à la «trahison» des bolcheviks qui lui ont «volé la victoire dans la Première Guerre mondiale». Les deux sont donc envahis par un vague pressentiment: 1917 leur souffle dans le cou. Mais derrière ces parallèles historiques se cache-t-il autre chose qu'une figure de rhétorique?



1. Article paru dans <https://solidarites.ch/journal/423-2/rebellion-wagner-un-coup-d-etat-prive/>  
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article67171>

Durant la décennie précédant la révolution de 1917, le nationalisme militariste russe triomphe dans le discours des autorités. Les nationalistes russes ont cependant le sentiment que l'État néglige toujours leurs intérêts. Le tsar continue en effet de refuser à sa population les droits civiques et politiques, même aux membres des classes supérieures. Car pour préserver la cohésion d'un espace impérial hétérogène, l'État doit veiller à ce que les principes de souveraineté populaire et de citoyenneté n'infectent pas son système politique autocratique, seul garant de l'intégrité du pays aux yeux de ses gouvernants.

Incapables d'influer sur la formation de la volonté politique, tant les classes populaires que les élites, tant les minorités non russes que la majorité russe ne se sentent être de véritables citoyen·nes de leur pays. Cette situation génère inévitablement de la frustration, étant donné que le concept de nation est de plus en plus perçu comme la seule forme légitime d'existence politique.

## Le problème de l'État-nation

Paralysée par son système autocratique, la Russie ne cesse de perdre du prestige sur la scène internationale. Les milieux nationalistes peinent à accepter cet échec statutaire et arrivent à la conclusion que l'État est faible, car il n'est pas assez « russe ». Ils tentent donc de pousser les dirigeants dans des aventures irrédentistes, motivés par leur représentation d'une Russie prédestinée à rester une grande puissance. Les capacités réelles du pays sont cependant loin de répondre à leurs attentes, l'aliénation<sup>2</sup> et la méfiance à l'égard des autorités ne s'en trouvant que renforcées.

2. <https://solidarites.ch/journal/405-2/russie-tout-secoule-cest-a-cause-de-lagression-de-poutine/>.

Ainsi, en 1914, la Russie entre en guerre sans rien qui puisse ressembler à une « nation politique ». Les conséquences de ces divisions latentes se révèlent brutalement en 1917.

En bref, chaque fois que l'État russe – indécentement vaste et hétérogène, incroyablement autoritaire et corrompu<sup>3</sup> – tente d'imiter la forme de l'État-nation sans son contenu démocratique, il se retrouve au bord de l'abîme. Cette fois-ci sera-t-elle la bonne ?



3. <https://solidarites.ch/journal/407-2/le-fantome-stalinien-ne-sest-pas-evapore/>.

# Le mouvement des objecteurs de conscience est qualifié d'« agent étranger »

CONNECTION E.V., EBCO, WRI ET INTERNATIONAL FELLOWSHIP OF RECONCILIATION<sup>1</sup>



Le Bureau européen pour l'objection de conscience (EBCO), l'Internationale des résistants à la guerre (WRI), le Mouvement international de la réconciliation (IFOR) et Connection e.V. (Allemagne) condamnent fermement l'inscription du Mouvement russe des objecteurs de conscience sur la liste des « agents étrangers » à compter du 23 juin 2023. Cette action est une nouvelle violation flagrante des droits de l'homme, une application fondamentalement discriminatoire de la loi qui contredit les droits de l'homme et les libertés universellement acceptés.

Le ministère de la justice de la Fédération de Russie accuse le Mouvement des objecteurs de conscience de diffuser des informations prétendument fausses sur les actions, les décisions et les politiques du gouvernement, en plus de s'opposer aux actions militaires de la Russie en Ukraine. Pour le gouvernement actuel de la Fédération de Russie, ces allégations sont suffisantes pour justifier la stigmatisation de l'organisation.

---

1. 30 juin 2023.

Les quatre organisations demandent instamment à la Russie de cesser de stigmatiser les organisations de défense des droits de l'homme et les défenseurs des droits de l'homme, et de libérer immédiatement et sans condition toutes les centaines de soldats et de civils mobilisés qui s'opposent à la guerre et sont détenus illégalement, voire maltraités.

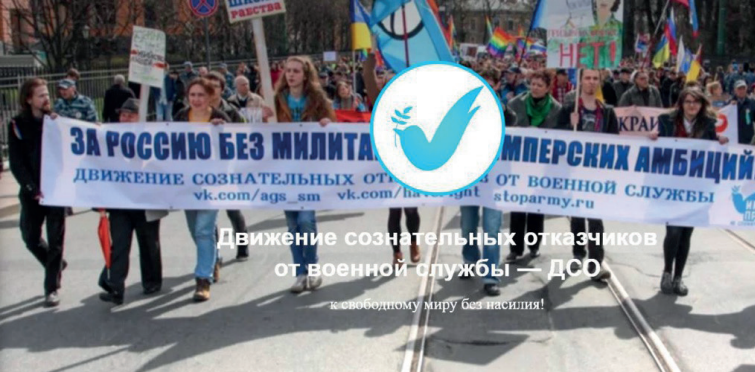
Le droit à l'objection de conscience au service militaire est inhérent au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, garanti par l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel il ne peut être dérogé, même en cas de danger public exceptionnel, comme le stipule l'article 4(2) du PIDCP.

L'objection de conscience est une contribution tangible à la paix; la protection de ce droit humain est donc encore plus cruciale en temps de guerre.

Malgré ces menaces accrues, le Mouvement russe des objecteurs de conscience reste déterminé à soutenir ceux qui résistent à la guerre et à la conscription forcée et à informer la communauté internationale de leur travail et des défis qu'ils doivent relever. Cette situation souligne l'importance d'un soutien continu en ces temps difficiles, par le biais d'une sensibilisation, d'une mise en réseau, d'opportunités de sensibilisation et d'une collecte de fonds (<https://stoparmy.org/en>).

Condamnant fermement l'invasion russe de l'Ukraine, les quatre organisations appellent la Russie et l'Ukraine à sauvegarder le droit à l'objection de conscience au service militaire, en respectant pleinement les normes européennes et internationales, notamment celles établies par la Cour européenne des droits de l'homme.

Les quatre organisations dénoncent également tous les cas de recrutement forcé, voire violent, dans les armées russe et ukrainienne et appellent ces



deux pays à cesser de persécuter les objecteurs de conscience, les déserteurs et les manifestants anti-guerre non-violents.

## Plus d'informations

Déclaration du Mouvement russe des objecteurs de conscience : <https://en.connection-ev.org/article-3815>

Rapport annuel de l'EBCO sur l'objection de conscience au service militaire en Europe 2022-2023, couvrant la région du Conseil de l'Europe (CdE) ainsi que la Russie (ancien État membre du CdE) et la Biélorussie (État membre candidat du CdE) : <https://ebco-beoc.org/node/565>

Rapport indépendant du Mouvement russe des objecteurs de conscience : <https://ebco-beoc.org/node/566>

Mouvement russe des objecteurs de conscience, [community@stoparmy.org](mailto:community@stoparmy.org), <https://stoparmy.org/en>

# Un « capitalisme national périphérique » ou une mafia d'État ?

ENTRETIEN AVEC ALEXANDER BIKBOV ET JEAN-MARC ROYER<sup>1</sup>

Le site *Lundi matin* s'est intéressé à l'appareil d'État russe et à la Russie en général, «trop souvent, écrivent-ils, perçue comme un bloc monolithique sans contradictions internes». Avec ses propres caractéristiques structurelles et logiques endémiques, l'État russe semble avoir pleinement embrassé le monde de l'économie, tout en se drapant de valeurs néotraditionalistes en opposition à un Occident «décadent». Un «capitalisme national périphérique» ou une mafia d'État? Pourtant, la Russie n'est pas toujours le “Far-East” ou l'État défaillant que l'on veut bien présenter.



1. Respectivement sociologue au Centre d'études russes, caucasiennes, est-européennes et centrasiatique et journaliste. Entretien publié sur *Lundi matin*, 11 juillet 2023.

# Le guide du Kremlin pour manipuler les fêtes religieuses

ANDRÉÏ PERTSEV<sup>1</sup>

«Les satanistes nazis sont retranchés dans la ville sainte russe de Kiev»

Le guide du Kremlin pour couvrir une fête religieuse suggère à ses propagandistes de mettre en avant leurs revendications territoriales à l'égard de l'Ukraine et de la Pologne.

*Meduza* s'est procuré une copie des dernières instructions de l'administration Poutine à l'intention des médias publics et progouvernementaux. Le document décrit exactement ce que le Kremlin veut que ses médias de propagande disent aux Russes à propos du prochain anniversaire du «baptême de la Rus», qui fait référence à la conversion du souverain de la «Rus de Kiev», Volodymyr le Grand, au christianisme en 988, et que le pays célèbre le 28 juillet.

Le guide suggère aux journalistes de qualifier cet événement de «tournant clé de l'histoire russe» et de «point de formation de l'État russe». Il leur demande également de souligner que c'est la «foi commune» qui a permis aux «tribus slaves de l'Est» de devenir un «peuple unifié».

Le document accorde une attention particulière aux «adversaires de la Russie» qui auraient lutté contre le christianisme orthodoxe en Ukraine, au Bélarus et en Pologne. Il affirme notamment que les «rois polonais

ont implanté le catholicisme et l'uniatisme dans les territoires russes occupés afin de fracturer et d'assujettir le peuple».

Il y a moins d'une semaine, Poutine a avancé des revendications territoriales similaires concernant la Pologne lors d'une réunion du Conseil de sécurité russe :

C'est grâce à l'Union soviétique, grâce à la position de Staline, que la Pologne a reçu d'importantes étendues de terre à l'Ouest, des terres qui appartenaient à l'Allemagne. C'est vrai : les terri-



toires occidentaux de la Pologne moderne ont été un cadeau de Staline aux Polonais<sup>2</sup>. Nos amis de Varsovie l'ont-ils oublié? Nous le leur rappellerons.

Le guide de propagande est encore plus agressif sur le sujet de l'Ukraine. Ses auteurs qualifient le gouvernement ukrainien de «régime apostat» qui mène une guerre contre l'Église orthodoxe ukrainienne, afin de «détruire les liens spirituels entre nations sœurs». Le document ne mentionne pas qu'un bombardement

1. Article paru dans *Meduza*, le 27 juillet 2023. Traduction Mariana Sanchez.

2. NDLR : Poutine a choisi de ne pas mentionner que l'URSS a envahi la Pologne en même temps que l'Allemagne en 1939...



russe à Odessa la semaine dernière a détruit la cathédrale historique de la Transfiguration.

Selon le guide, la seule personne capable de redresser la situation de la chrétienté orthodoxe en Ukraine est, bien entendu, Vladimir Poutine. Les médias de propagande sont chargés d'expliquer aux Russes que leur président a le mérite de «restaurer le rôle de la Russie en tant que protectrice de la foi orthodoxe» :

Aujourd'hui, notre pays est aux prises avec un nouveau régime satanique. Le régime de Kiev détruit délibérément le christianisme orthodoxe sur le territoire ukrainien, en exerçant une pression directe sur les prêtres et en saisissant les églises.

Les satanistes nazis se sont retranchés dans la ville sainte russe de Kiev, où Rus a été baptisée. La Russie s'est portée à la défense de la foi orthodoxe et écrase sur le front les néo-nazis qui vénèrent les idées occultes de Hitler et de Bandera.

Le document attribue également à Poutine le mérite de «soutenir la renaissance de l'orthodoxie» et de «restaurer l'Église» en Russie. Une source proche du Kremlin a déclaré à *Meduza* que l'insistance du guide sur le rôle de Poutine n'est pas une coïncidence et que les médias russes le mentionneront de plus en plus souvent dans les mois à venir: «C'est important pour la campagne électorale. Le président sera associé à tous les événements, de sorte que son nom sera constamment mentionné.»

## Liberté pour Boris Kagarlitsky

EUROPEAN NETWORK FOR SOLIDARITY WITH UKRAINE<sup>1</sup>

Le 25 juillet dernier, Boris Kagarlitsky, intellectuel russe reconnu et militant socialiste, a été arrêté par le FSB sous l'accusation de «justification du terrorisme», et immédiatement transféré à Syktyvkar, à 1300 km de Moscou. Là, la cour a décidé, lors d'une audience à huis clos et sans la présence de son avocat, le maintien en détention jusqu'à son procès, qui se tiendra courant septembre, et à l'issue duquel il pourrait être condamné à sept ans de prison.

Les poursuites et la détention de Kagarlitsky se situent dans le contexte d'une campagne répressive engagée par le gouvernement, qui tente de faire taire toutes les voix qui s'opposent tant à l'invasion de l'Ukraine qu'à sa politique intérieure. Depuis l'année dernière le gouvernement Poutine s'est attaché à poursuivre, incarcérer ou forcer à l'exil de nombreuses personnalités politiques reconnues, intellectuels et militants, qui se sont élevés publiquement contre la guerre en qualité de simples citoyens au travers des réseaux sociaux. Le dossier de Kagarlitsky a été classé «agent étranger» au mois de mai.

Nous exprimons notre solidarité avec Boris Kagarlitsky et exigeons sa libération immédiate, comme celle de tous les détenus pour motifs politiques.



1. <https://ukraine-solidarity.eu/>.

# Je suis un Ukrainien de gauche, c'est pourquoi je soutiens Boris Kagarlitsky

ANDRIY MOVCHAN<sup>2</sup>

Le théoricien russe de gauche, qui est passé du statut de faucon pro-guerre à celui de prisonnier politique antiguerre, mérite notre solidarité.



Le principal penseur russe de gauche Boris Kagarlitsky risque jusqu'à sept ans de prison pour «justification du terrorisme», même s'il est clair pour tout le monde – y compris les partisans de Vladimir Poutine et de son agression en Ukraine – qu'il a été arrêté pour ses opinions antiguerre.

Kagarlitsky est peut-être le penseur marxiste le plus en vue de l'espace post-soviétique, connu dans les milieux universitaires et politiques en Russie et au-delà. Il a été arrêté le 25 juillet après avoir déclaré dans un message sur les réseaux sociaux que l'attaque du pont russe de Crimée en octobre 2022, que l'on supposait être l'œuvre de l'Ukraine, était compréhensible d'«un point de vue militaire». Son cas n'est qu'un exemple parmi des centaines d'enquêtes policières menées sur des Russes opposés à la guerre.

2. Andriy Movchan vit en Espagne depuis 2014 où il a obtenu l'asile politique à la suite d'agressions physiques de la part de l'extrême droite ukrainienne. 1<sup>er</sup> août 2023. Traduction Catherine Samary.

Son arrestation a provoqué un vif débat sur la solidarité – et sur la question de savoir si Kagarlitsky la mérite, compte tenu de ses déclarations antérieures.

Ayant débuté à la fin de l'Union soviétique en tant que dissident de gauche et marxiste clandestin, Kagarlitsky, aujourd'hui âgé de 64 ans, est peut-être la seule personne issue de cette communauté à être largement reconnue en Russie et dans la région après la chute de l'URSS, tout en conservant ses convictions socialistes. Plusieurs générations ont grandi grâce aux livres et aux conférences de Kagarlitsky, et à ses analyses des événements politiques dans les pays post-soviétiques sont devenues un guide pour les observateurs occidentaux. Il est devenu une figure emblématique de la gauche russe.

La dénonciation publique par Kagarlitsky de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine ne pouvait donc qu'irriter les autorités russes. Son arrestation montre que même les intellectuels publics de renommée internationale, qui ont des relations dans les hautes sphères politiques, ne sont plus à l'abri de la répression.

## Soutien à l'annexion de la Crimée

Mais les opinions de Kagarlitsky sur la guerre en Ukraine n'ont pas toujours été les mêmes. À la suite de la révolution ukrainienne Euromaïdan, il a été un partisan enthousiaste de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 et des mouvements séparatistes pro-russes dans le Donbass, voyant dans ces événements certains traits «anti-impérialistes» progressistes.

Comme il l'affirmait en 2015: «Novorossiia [Nouvelle Russie] n'est pas un projet, mais un mouvement, un rêve, un objectif public.» Le site web qu'il dirigeait, *Rabkor*, lui a emboîté le pas, affirmant que «le moyen de mettre fin à la guerre civile en Ukraine passe par [la reconnaissance par Kyiv de]

la défaite dans sa guerre contre le Sud-Est rebelle», c'est-à-dire les prétendues «Républiques populaires» du Donbass.

Beaucoup de ceux qui ont grandi avec son travail ont eu du mal à lire de tels articles, car ils avaient l'impression que l'auteur avait été remplacé par quelqu'un de complètement différent.

Kagarlitsky devint un invité fréquent de la télévision d'État, commentant les opérations militaires de la Russie dans le Donbass. Son nouveau milieu fut dominé par des personnes associées à la soi-disant «gauche patriotique» russe, qui avait souvent des positions conservatrices et impérialistes.

Les conclusions que Kagarlitsky a tirées de la théorie des systèmes mondiaux (un cadre analytique qui met l'accent sur les tendances politiques et économiques à long terme en dehors des États-nations) correspondaient aux objectifs expansionnistes de l'État russe. Si l'on présente la politique mondiale exclusivement comme une confrontation entre la périphérie mondiale et le centre mondial, il n'est pas difficile d'imaginer la guerre de 2014-2015 dans le Donbass comme l'un des foyers de cette confrontation. Dans cette analyse, la Russie est devenue (même involontairement) une sorte d'avant-garde de la lutte anti-impérialiste, censée aider le Sud global à se libérer de l'hégémonie de l'Occident.

Kagarlitsky a également exprimé l'espoir que, sous le poids de nouveaux défis historiques, le régime russe mettrait fin au néolibéralisme et se transformerait en un système plus progressiste. Mais lorsqu'il est apparu clairement que cet espoir n'était pas réaliste et qu'une telle position n'était qu'un soutien de gauche au régime de Poutine et à ses aventures impériales, il a commencé à revoir son point de vue.

## Changement de point de vue

Les analyses politiques de Kagarlitsky ont commencé à changer en 2017, lorsque la vie politique russe est redevenue «intéressante». Il semble avoir compris qu'il s'était impliqué dans un ensemble plutôt désagréable et qu'il était temps de prendre ses distances – et de s'orienter vers l'opposition russe, une place plus naturelle pour lui en tant que représentant de l'intelligentsia progressiste. Il s'est heurté aux conservateurs politiques qui ont applaudi la répression brutale de la police russe contre les manifestations de jeunes. Des commentaires sans ambiguïté sur la nécessité de renverser les hauts fonctionnaires russes et le chef suprême lui-même ont commencé à apparaître. M. Kagarlitsky a également cherché à dénoncer les déclarations de M. Poutine sur la Russie en tant que «forteresse assiégée» comme des autojustifications ridicules d'un régime corrompu.

En 2020, il a soutenu les manifestations anti-Loukachenko au Bélarus, appelant les Russes à apprendre de leurs voisins. En 2021, il soutient les manifestations défendant le chef de l'opposition Alexeï Navalny, qui avait été arrêté à son retour de l'étranger, et appelle à sa libération.

L'aversion de Kagarlitsky pour le système actuel et pour Poutine personnellement s'est tellement développée qu'il consacre des émissions entières sur sa chaîne YouTube *Rabkor* à discuter des rumeurs sur la mauvaise santé du président. Il n'a pas caché son espoir que l'«attente» ne soit pas longue.

Le 24 février 2022, quand l'armée russe a envahi l'Ukraine, Kagarlitsky a immédiatement pris une position très nette contre l'agression russe, la qualifiant d'aventure sinistre du régime vouée à l'échec. Interrogé sur son changement d'attitude à l'égard de l'Ukraine, Kagarlitsky a répondu :



La victime peut être une mauvaise personne, mais elle reste une victime. La Pologne des années 1930 était un État très réactionnaire, mais lorsque l'Allemagne l'a attaquée, elle a été victime d'une agression et elle avait tout à fait le droit d'être soutenue et de bénéficier d'une certaine sympathie pour repousser l'attaque.

Il n'a pas hésité à comparer la Russie aux agresseurs les plus sombres du passé.

Depuis l'invasion, *Rabkor* a publié des articles antiguerre issus de positions marxistes destinés à la gauche russe plutôt qu'à l'audience libérale traditionnelle des médias d'opposition. D'autres forces de gauche antiguerre et même des libéraux ont commencé à apparaître au cours des émissions en direct de Kagarlitsky – des personnes qui étaient du côté opposé de son opinion il y a huit ans.

Comme l'a noté un autre blogueur antiguerre, Alexander Chtefanov, les activités de Kagarlitsky sont devenues dangereuses pour les autorités russes, car elles ont créé des points de ralliement pour un large éventail de l'opposition antiguerre – et notamment pour ceux qui sont restés en Russie.

En 2022, les autorités ont déclaré qu'il était un «agent étranger», laissant entendre qu'il était temps pour lui de quitter le pays. Il a décidé de rester – malgré le risque réel d'aller en prison, ce qui est arrivé. Il s'agit sans aucun doute d'un acte très courageux et honorable.

## Antiguerre, anti-Poutine

Kagarlitsky a-t-il renoncé à ses positions passées? Probablement pas. Il adhère à la théorie de l'«événement absolu», selon laquelle ni les échecs ni les mérites du passé n'ont d'importance lorsque l'on est confronté à une crise telle que la guerre de la Russie

contre l'Ukraine. Ce sont plutôt vos attitudes et vos actions qui comptent.

L'approche de Kagarlitsky est très pragmatique. Au lieu d'exclure des alliés potentiels, il suppose que la coalition contre l'«événement absolu» sera ouverte et inclusive.

Son aura médiatique depuis février 2022 a façonné les opinions antiguerre de milliers de Russes. En fait, ses prises de position en 2014 et 2015 ont pu l'aider, en lui permettant d'atteindre ceux qui ont des opinions patriotiques modérées, qui n'auraient jamais été convaincus par des agitateurs ayant un passé «idéal» et une position claire.

Kagarlitsky a peut-être déjà soutenu des secteurs de la gauche patriotique russe qui aspirent à l'expansion territoriale. Mais aucune autre force de gauche bien connue n'a fait plus pour inculquer à des milliers de Russes une pensée simple: le régime de Poutine est criminel, l'invasion de l'Ukraine est criminelle, rien ne la justifie et il faut s'y opposer.

Certains ne peuvent toujours pas lui pardonner sa conduite passée, mais il a été arrêté pour ses convictions sincères contre la guerre, pour ses actions contre la guerre. Pour cette seule raison, il mérite la solidarité internationale.

La campagne pour sa libération est importante pour d'autres raisons. Sans un mouvement antiguerre à l'intérieur même de la Russie, il sera très difficile, voire impossible, de mettre fin à la guerre en Ukraine. La société russe est loin d'être idéale, bien sûr, mais ce n'est qu'à partir de cette société imparfaite, avec ses personnes imparfaites et leurs biographies imparfaites, qu'un mouvement antiguerre et antigouvernemental peut émerger.



Quiconque retarde ce mouvement fait du tort. Au cours des dix-huit derniers mois, Kagarlitsky l'a fait avancer<sup>3</sup>.

## Boris Kagarlitsky emprisonné en Russie

ILYA MATSEEV

Comme beaucoup d'entre vous, je comprends tous les doutes concernant la figure de Kagarlitsky. Sa position en 2014, lorsqu'il a soutenu l'annexion de la Crimée et les prétendues « Républiques populaires » dans l'est de l'Ukraine, n'a aucune justification. Dans le même temps, depuis février 2022, Kagarlitsky est le critique de gauche contre la guerre le plus en vue resté en Russie. L'arrestation d'une personnalité d'une telle notoriété témoigne clairement de la montée de la répression en Russie d'une nouvelle escalade de cruauté. La campagne de soutien à Kagarlitsky devrait attirer l'attention sur la répression de l'opposition en Russie, y compris sur ceux qui, au sein de la gauche occidentale, ont récemment adopté une position « pacifiste », justifiant en fait les actions de Poutine.

Pour l'instant, nous – un groupe d'activistes russes antiguerre en exil – nous avons organisé un groupe qui mène la campagne pour Boris. La rédaction de *Rabkor* et la famille de Boris (sa fille Ksenia) nous

---

3. Une section du site de l'ENSU-RESU est consacrée à l'opposition russe, avec, entre autres, des textes débats et appels pour la libération de Boris Kagarlitsky: <https://ukraine-solidarity.eu/meanwhile-in-russia/free-russian-anti-war-activists>.

ont autorisés à coordonner l'ensemble du travail. Nous aimerions joindre nos forces aux vôtres et à celles d'autres personnes souhaitant nous aider. Nous constatons qu'il y a déjà six ou sept lettres et pétitions qui recueillent des signatures. Le grand nombre de lettres réduit l'effet de la lutte commune. Ce qui compte vraiment, c'est le nombre de signatures. C'est pourquoi nous nous efforçons d'avoir une lettre commune dans laquelle les signatures seraient collectées. [...] Vous trouverez ci-dessous notre texte qui tente de présenter une position équilibrée sur la campagne de solidarité

### Appel à la solidarité

Nous sommes choqués et consternés d'apprendre que le 25 juillet, Boris Kagarlitsky (64 ans), éminent penseur socialiste russe, a été arrêté à Moscou sur la base d'accusations forgées de toutes pièces de « justification du terrorisme ».

Boris Kagarlitsky est un universitaire dont les travaux sociologiques et philosophiques sont connus dans le monde entier. Ses articles, ses livres et ses interviews sont publiés dans de nombreuses langues. C'est un intellectuel russe de premier plan dont les travaux ont permis à son pays de se forger une réputation dans le monde universitaire. Pendant plusieurs décennies, Kagarlitsky est resté une personnalité influente tant en Russie que dans le monde entier, contribuant de manière significative à la compréhension des défis mondiaux et à la lutte pour le progrès de l'humanité. Toute une génération de chercheurs, d'activistes et de politiques a appris à comprendre la Russie et sa place dans la communauté mondiale grâce à ses livres.

La véritable raison de la répression contre Kagarlitsky est que, depuis février 2022, il n'a cessé de dénoncer l'agression contre l'Ukraine, soulignant



que cette guerre barbare cause un tort indescriptible non seulement au peuple ukrainien, mais aussi aux Russes anonymes. Bien que beaucoup d'entre nous aient été en désaccord avec Kagarlitsky dans le passé, nous reconnaissons et saluons le courage avec lequel il s'est élevé contre les décisions dangereuses du gouvernement russe et est resté l'une des rares voix publiques à l'intérieur de la Russie à s'opposer à la guerre. Il est resté dans le pays, dirigeant la chaîne YouTube *Rabkor*, où il a continué à résister à la militarisation et à exiger un changement profond en Russie.

Boris Kagarlitsky fait désormais partie des dizaines de milliers de Russes soumis à la répression de l'État, dont beaucoup ont été condamnés à de longues peines de prison, d'autres ont payé des amendes colossales et d'autres encore ont été torturés à mort par l'appareil policier. Son arrestation est une nouvelle étape d'une vaste campagne de répression contre les citoyens russes qui osent s'opposer à un régime qui «s'est révélé incompatible non seulement avec les droits humains et les libertés démocratiques, mais aussi avec la préservation élémentaire des règles d'une existence civilisée moderne pour la majorité de la population», comme l'a récemment déclaré M. Kagarlitsky lui-même. Nous dénonçons le fait que les choses en soient arrivées au point où un universitaire de haut niveau est emprisonné pour avoir dit les choses telles qu'elles sont.

Il s'agit d'un intellectuel persécuté pour sa liberté d'expression. Nous demandons la libération de Kagarlitsky et exprimons notre solidarité avec tous les prisonniers politiques russes arrêtés pour leurs opinions antiguerre.



## Sur le front de l'Université

ROBI MORDER<sup>1</sup>

Au cours du mois de juillet, l'étau répressif s'est resserré sur le monde universitaire russe alors que la rentrée se prépare et que les besoins de soldats pour la guerre contre l'Ukraine sont constants. Les pressions sont de plus en plus fortes pour qu'universités, État, armée et entreprises collaborent et se concentrent sur l'«essentiel». Nationalisme et patriotisme et militarisme vont de pair avec les exigences économiques des oligarques et de leurs entreprises qui veulent soumettre la recherche et l'enseignement au service de leurs intérêts immédiats au même titre que l'État et l'armée.

Les départs à l'étranger de professeurs, d'étudiants, outre qu'ils vont être légalement de plus en plus difficiles sont compensés, du moins en volonté gouvernementale, par les facilités accordées à l'accueil plus important d'étudiants africains et asiatiques. Il s'agit bien sûr de faire de ces étudiants qui retourneront au pays des agents d'influence de la Russie, mais aussi de retenir des «cerveaux» dans les secteurs les plus demandeurs (informatique, militaires) avec des facilités pour l'obtention de la nationalité russe.

---

1. 1<sup>er</sup> août 2023.



## Lobanov licencié par l'Université d'État de Moscou

Le 7 juillet, un ordre a été émis pour licencier Lobanov du poste de professeur associé du département de mécanique et de mathématiques de l'Université d'État de Moscou. Lobanov a été licencié sur la base du paragraphe 10 de la partie 1 de l'article 77, du paragraphe 13 de la partie 1 de l'art. 83 du Code du travail de la Fédération de Russie en raison de circonstances indépendantes de la volonté des parties, liées à la survenance de restrictions établies par la loi et excluant la possibilité pour l'employé de remplir ses obligations en vertu d'un contrat de travail en s'engageant dans certains types d'activité professionnelle. Ces circonstances sont la qualification comme agent étranger de Lobanov. Il estime que le licenciement, qui a été effectué en violation du Code du travail, a été le résultat d'une pression extérieure sans précédent. Il est caractéristique que l'ordre ait été signé par un subordonné. Le Recteur de l'Université d'État de Moscou est Andrey Fedyakin. Dans les universités, les recteurs aiment parfois déléguer le sale boulot à leurs subordonnés, ce qui finalement ne les dégage en rien de leurs responsabilités. Lobanov commente :

Savez-vous ce que le recteur de l'Université d'État de Moscou et la moitié des vice-recteurs ont fait la semaine dernière? Ils passent presque tout leur temps de travail dans d'innombrables conversations, réunions et consultations sur le sujet «comment pouvons-nous licencier d'urgence Lobanov»

Pendant 22 ans à l'Université d'État de Moscou, j'ai vu beaucoup de choses incroyables, et le système de gestion de l'Université est une histoire à part, mais je ne me souviens pas non plus de quelque chose comme ça. Depuis vendredi dernier, la majeure

partie du sommet de l'Université d'État de Moscou, dirigée par le recteur, est occupée presque exclusivement par moi. Viktor Sadovnichy affirme que l'Université a reçu un ultimatum: soit vous renvoyez Lobanov immédiatement, soit l'Université en souffrira.

Formellement, cela est dû au statut d'agent étranger, qui m'a été attribué il y a deux semaines. La loi répressive implique une interdiction virtuelle de la profession enseignante. La direction de l'Université d'État de Moscou et les personnes qui obligent la direction à me licencier d'urgence savent parfaitement qu'il est impossible de le faire avant la fin du mois d'août si les lois sont respectées. De plus, tous savent bien que le statut d'agent étranger n'oblige pas à me licencier – l'employeur doit simplement me proposer d'autres postes non liés à l'enseignement. Et il n'y a pas de date limite pour le transfert à ce nouveau poste dans la législation actuelle, tout comme il n'y a pas de sanctions pour l'Université. Cependant, la pression politique et le désir de la direction de l'Université d'État de Moscou de succomber aux instructions illégales des autorités sont plus forts et plus importants que le respect de la loi et la réputation de l'Université.

Mercredi, j'ai reçu une demande personnelle du recteur de partir de mon plein gré, et de ne pas attendre le renvoi, donc la question sera résolue dans un avenir très proche. J'ai bien sûr refusé cette offre obscène. J'attends un licenciement illégal au jour le jour. Je ressens de la joie et de la fierté pour ma Mekhmat natale. Dans des conditions de pression sans précédent d'en haut, la direction du département et de la faculté a en fait refusé de participer à cet arbitraire. Cela, comme le soutien des collègues, est cher. J'essaierai certainement de retourner dans ma faculté lorsque nous changerons la situation dans notre pays et abolirons les lois répressives qui privent les gens de leur liberté et du droit à une profession.



Je peux (après 10 ans de tentatives infructueuses) être finalement renvoyé de l'Université d'État de Moscou. Ils peuvent ne pas me laisser entrer physiquement à l'Université d'État de Moscou. Mais personne ne peut faire en sorte que l'Université cesse de faire partie de moi, et je fais partie de l'Université. Je ne vais pas sortir de sa vie en un mois. Quoi qu'il arrive ensuite, j'essaierai dans toutes les conditions, en utilisant mon expérience et mes connaissances, d'aider toute tentative des employés et des étudiants de l'Université d'État de Moscou de se protéger et de protéger leurs intérêts par une action collective.

La voix de Vysotsky résonne dans mes oreilles avec l'immortel monologue *Galilée* (écrit par Bertolt Brecht) sur la science<sup>2</sup>.



## Faculté des arts libéraux de Saint-Pétersbourg : après les purges, Smolny mise à mort

Nous avons déjà évoqué dans les numéros précédents la faculté des Arts libéraux (Smolny) de l'Université de Saint-Pétersbourg. Après avoir connu les «départs» de 25 enseignants au cours des deux dernières années, l'exclusion de plusieurs étudiants, pour protestation contre la mobilisation et la guerre, subi une «inspection pour extrémisme» sur les programmes et les cours, l'Université vient de supprimer le système des arts libéraux et des sciences. Il est vrai que dans leur rapport, les inspecteurs avaient écrit que la faculté se conformait aux «pires stéréotypes occidentaux» et avaient suggéré la fermeture de dizaines de cours. C'est désormais chose faite, les enseignements: «Études de genre», «Économie et religion» et «Philosophie politique des temps

modernes» disparaissent. Quand, à la rentrée 2022, les informations selon lesquelles la direction de l'université avait décidé de modifier tous les programmes et de fermer la faculté avaient été démenties. Pourtant cette faculté qui avait la première appliqué les principes de l'éducation, selon lesquels les étudiants ne peuvent suivre que les cours qu'ils jugent nécessaires, est morte. Place aux enseignements liés aux besoins des entreprises, et à la valorisation du patriotisme et de l'armée.

## Université de Novgorod : la double peine pour Pavel Kolosnitsyn,

Pavel Kolosnitsyn, enseignant à NovSU (Université d'État de Novgorod) et employé du Centre scientifique de recherche archéologique a été licencié après avoir été dénoncé. Il n'y a «rien de personnel», le motif est bien politique. Il écrit: «Bien. Les escrocs ont réussi. J'ai été viré de l'enseignement. Le chef du département a dit qu'ils ne renouvelleraient pas mon contrat (je travaille à l'heure, chaque fois j'enseigne avec un contrat distinct), la matière sera enseignée par une autre personne.»

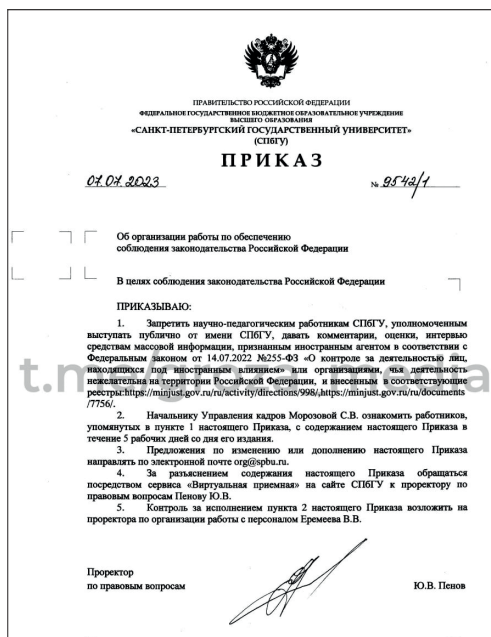
Kolosnitsyn venait d'être reconnu coupable de «discrédit» de l'armée et condamné à une amende de 30 000 roubles. Pour avoir écrit un article avec la phrase «La mobilisation, c'est quand des gens qui ne veulent pas mourir envoient des gens qui ne veulent pas se battre jusqu'à la mort.»

## L'université de Saint-Pétersbourg devient une «grande muette»

Le 7 juillet, l'Université de Saint-Pétersbourg a émis une ordonnance interdisant au personnel académique et enseignant autorisé à parler au nom de l'université, de donner des commentaires, des

2. [www.youtube.com/watch?v=OgoRoIqDRFg&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=OgoRoIqDRFg&feature=youtu.be).

évaluations et des interviews aux médias considérées, en application de la loi du 14 juillet 2022, comme «agents étrangers». L'ordonnance interdit également de le faire auprès des organisations «indésirables».



## Conscription, l'état se resserre

Fin juillet, la Douma d'État en troisième lecture a adopté un certain nombre d'amendements qui affecteront les règles de conscription pour le service militaire et la mobilisation. Voici ce qui changera dès signature par Poutine :

Jusqu'à maintenant, les restrictions des droits après avoir reçu une convocation ne s'appliquent qu'aux conscrits. Après l'adoption des amendements, ils pourront affecter tous les jeunes enregistrés, même bénéficiaires du sursis pour études.

Ainsi, le départ du pays sera interdit à partir du moment où la convocation est envoyée. Les

déplacements seront interdits à partir du moment où une convocation papier est envoyée au travail ou à l'université, ou à partir du moment où elle est remise par un employé du bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire. Des restrictions s'appliqueront même à ceux qui ont reçu une convocation uniquement pour mettre à jour les données personnelles.

La conscription restera bien possible à partir de 18 ans, et ce jusqu'à 30 ans. En décembre dernier, il était envisagé une augmentation progressive de l'âge de recrutement de 18 à 21 ans et de la limite supérieure de 27 à 30 ans. Ce décalage se voulait rassurant auprès des jeunes en études, mais finalement les militaires auront plus de marges pour recruter.

À partir du 1<sup>er</sup> octobre, les amendes pour non enregistrement seront multipliées jusqu'à dix. Par ailleurs, de nouvelles amendes pour les personnes morales en cas de non-respect de leurs obligations d'enregistrement militaire – pourront atteindre jusqu'à un demi-million de roubles. Entreprises comme universités sont tenues de collaborer avec les militaires pour les opérations de transmission des convocations.

## À Kirov, le gouvernement Sokolov stakhanoviste de la conscription

Dans la région de Kirov, 30 % de conscrits de plus ont été appelés que ce qui était prévu par le plan. Le gouverneur de Kirov, Alexander Sokolov, a expliqué ce résultat par un «travail bien coordonné» des bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires, en soulignant le «rôle spécial» du système d'«éducation patriotique»: «Notre jeunesse apprend des bons exemples et est prête à défendre la patrie. Les résultats de l'appel confirment une fois de plus notre réputation comme l'une des régions les plus patriotiques du pays», déclare-t-il.



# PRISES DE POSITION

# « Notre indifférence à l'égard de l'Ukraine nuit à notre lutte en Inde »

ENTRETIEN AVEC KAVITA KRISHNAN<sup>1</sup>

Kavita Krishnan est aujourd'hui l'une des personnalités éminentes des mouvements de gauche et des femmes en Inde. Elle se bat depuis longtemps pour les droits des femmes, des travailleurs et des communautés discriminées, jouant un rôle crucial dans des campagnes massives pour mettre fin à la violence contre les femmes. Dans ses textes, elle analyse les problèmes de la société indienne et les expériences de lutte d'un point de vue féministe marxiste. En réponse à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, Kavita Krishnan a réussi à amener le Parti communiste indien (marxiste-léniniste) Libération (CPI-ML) à condamner l'agression russe plus clairement que les autres organisations politiques indiennes et à organiser des manifestations de rue contre l'agression russe. Cependant, le CPI-ML n'a pas fait preuve d'une solidarité efficace avec le peuple ukrainien, ce qui a poussé Kavita à quitter la direction du parti et son organisation de femmes, dont elle était membre depuis plus de deux décennies. Aujourd'hui, la voix de Kavita Krishnan en faveur de l'Ukraine est l'une des plus fortes

1. Kavita Krishnan est l'auteure de *Fearless Freedom*, New Delhi, India Penguin, 2019. L'entretien a été publié par *Common*, 11 juillet 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat.

parmi les intellectuels des pays du Sud. Dans ses nombreux discours et articles, elle dénonce le slogan poutiniste d'un « monde multipolaire » et l'internationalisme réactionnaire du Kremlin, qui fédère des régimes autoritaires et des forces d'extrême droite à travers le monde. Elle appelle à la solidarité entre les mouvements de libération qui résistent aux tendances antidémocratiques en Inde même et ailleurs.

La première partie de l'interview est consacrée à la société indienne et aux luttes qu'y mène la gauche. La deuxième partie, que nous publions ici, porte sur l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur les positions de la gauche indienne et sur la société indienne en général.

**Tu as joué un rôle essentiel dans la mobilisation du CPI-ML pour organiser des rassemblements de rue contre l'invasion de l'Ukraine. Y a-t-il eu d'autres manifestations politiques en Inde sur cette question ou le sentiment prorusse est-il trop répandu ?**

Il n'y a pas tellement de sentiment prorusse, mais, bien sûr, il est là. L'opinion de droite est entièrement du côté de la Russie. New Delhi possède une sorte de centre culturel où se trouvent diverses académies culturelles. À l'extérieur de l'une d'elles, il y a une statue de Pouchkine sur laquelle l'extrême droite a apposé des affiches affirmant : « Nous soutenons Poutine : Poutine doit réussir à recréer l'Union soviétique indivise ». Le mot qu'ils ont utilisé était *indivis* ou *ininterrompu*, « akhand » en hindi. Et c'est exactement le mot que les suprémacistes hindous utilisent pour dire que l'Inde est maintenant brisée, mais il y avait autrefois une Inde hindoue indivise qui couvrait tout, de l'Afghanistan aux Maldives, en passant par Maurice, le Népal et le Sri Lanka.

J'ai soutenu les protestations qui ont eu lieu. Mais ensuite, mon parti a insisté sur le fait que celles-ci devaient viser autant l'OTAN que la Russie. À ce





moment-là, j'ai pensé, si c'est ce qu'il faut, qu'il en soit ainsi. J'avais eu la même difficulté à pousser pour une manifestation après la sortie américaine d'Afghanistan. Parce que l'idée était que, si nous protestions à ce moment-là, alors nous protesterions contre les talibans et cela impliquerait que nous ne fêterions pas la sortie américaine. J'ai soutenu que l'Amérique était là depuis vingt ans et que sa sortie était aussi criminelle que son entrée. C'était laisser l'Afghanistan aux talibans qui ont déjà contribué au problème pendant vingt ans. Vous devez sortir de manière responsable pour compenser votre invasion et votre occupation violentes. Et ce n'était pas une victoire des talibans sur l'Amérique. C'est littéralement un accord signé entre les talibans et l'Amérique. Nous avons protesté contre l'occupation américaine quand elle s'est produite; mais nous n'avons pas organisé de manifestations contre les talibans à l'époque parce qu'ils n'étaient pas au pouvoir. Mais maintenant que

les talibans sont au pouvoir, il est temps de changer d'orientation et de montrer une solidarité sans équivoque avec les femmes, les personnes LGBT+, les minorités religieuses et ethniques et les éléments critiques du régime où la vie, la liberté et la dignité sont en danger. Dans les commentaires de gauche que je lisais, on disait que les Afghans mécontents des talibans étaient une minorité qui avaient pour la plupart collaboré avec l'occupation américaine. J'étais hors de moi et en colère face à de telles analyses, et si mes camarades ne l'ont pas dit, ils étaient clairement réticents à protester.

Finalement, une manifestation a eu lieu – avec quelques féministes et deux des organisations de femmes de gauche qui ont pris l'initiative. Mais ici aussi, comme dans le cas des protestations contre la guerre en Ukraine, nous avons dû équilibrer chaque slogan contre les talibans avec un contre l'Amérique. Mais ce qui était formidable dans la manifestation de





Delhi – la seule du genre en Inde, à ma connaissance, bien que le même jour il y ait eu quelques petites manifestations dans d'autres villes organisées dans les autres États par des sections des mêmes organisations – c'est que les étudiantes afghanes ont participé à la manifestation. Elles ont expliqué pourquoi elles ne voulaient en aucun cas que les talibans soient au pouvoir, et elles ont dit qu'il n'était pas vrai que les talibans étaient populaires dans les campagnes afghanes ou ailleurs dans le pays. Si les talibans étaient le seul pourvoyeur d'emplois dans votre région, vous deviez naturellement travailler avec eux; de même, si les occupants américains avaient le pouvoir d'offrir ou de refuser des emplois, vous devriez naturellement travailler avec eux. Cela n'impliquait pas de fidélité ni à l'occupation américaine ni aux talibans, ont-elles déclaré.

De plus, j'avais réalisé à quel point notre position sur la Syrie était en faillite depuis plus d'une décennie. Je suis retourné voir les rapports que nous avions publiés dans notre journal et dont j'étais responsable en tant que rédactrice. J'ai constaté qu'à maintes reprises, nous avions propagé le mensonge selon lequel le «changement de régime» américain pour renverser Assad était le problème principal. Ce n'est qu'au congrès du parti de 2018 que je suis intervenue et qu'une résolution condamnant les massacres de masse d'Assad contre des civils et l'«ingérence» russe en des termes spécifiques a été adoptée. Mais la résolution que j'avais rédigée a été amendée par d'autres dirigeants pour accuser les États-Unis (et non la Russie) de bombarder la Syrie et de tenter de «changer de régime» en soutenant des groupes terroristes sous prétexte de soutenir les manifestants anti-Assad. C'est le même scénario qui s'est déroulé pour l'Ukraine. La seule différence est que, bien que nous ayons laissé entendre que les «terroristes»

parrainés par les États-Unis étaient la principale force de la résistance syrienne, dans le scénario ukrainien, nous avons remplacé terroristes par «nazis» et «CIA» qui auraient été le Maïdan ukrainien et la résistance à l'invasion russe. Cette fois, je n'étais pas disposée à me contenter de cette formule consistant à exprimer un soutien formel à la résistance populaire aux dictateurs et aux envahisseurs, tout en sapant ce soutien et en calomniant la résistance dans le même souffle.

Les problèmes ont commencé la veille de l'invasion de 2022. J'ai discuté avec des dirigeants en leur disant que nous devrions publier une déclaration contre les projets d'invasion de la Russie. La déclaration qui a été rédigée faisait référence au «bellicisme» de l'Amérique. J'ai objecté en disant que cela impliquait que la menace d'une guerre menée par la Russie n'était qu'une fiction créée par les États-Unis. J'ai proposé que nous devions au contraire exiger que les troupes russes se retirent. Ils ont accepté, mais dans la déclaration, il y avait le même vieux script d'«équilibre»: la première phrase disait que les troupes russes devaient se retirer, mais juste en dessous, la ligne sur le bellicisme américain a été maintenue.

Je me souviens de la conversation informelle que j'ai eue ce jour-là avec le secrétaire général du parti, qui m'a dit: «Ce discours de guerre, c'est juste l'Amérique, et Poutine fait juste semblant de répondre à la provocation. Bien sûr, il ne va pas vraiment envahir [l'Ukraine].» Le lendemain matin, je l'ai appelé pour lui dire: «Il a envahi!» Il était manifestement ébranlé et il a décidé de publier immédiatement une autre déclaration. Mais, en haut de ce texte, il y avait à nouveau une déviation du même genre. Et le même schéma s'est répété encore et encore, chaque fois que nous disions quelque chose à propos de l'Ukraine.

L'une des pires disputes a eu lieu lorsque le secrétaire général a publié un éditorial dans notre



hebdomadaire où il faisait référence aux événements de 2014. Il n'y faisait aucune mention à la révolution du Maïdan et déclarait que Poutine avait «riposté» au «renversement du gouvernement élu de Ianoukovitch» en Ukraine en annexant la Crimée.

J'en suis venu à lui demander comment un journal qui porte mon nom, dont je suis l'une des rédactrices, pouvait publier une telle fausse déclaration, un article de propagande pour Poutine? Il m'a répondu avec une certaine exaspération amusée: «Qu'importe ce petit détail? En 2014, nous étions tous occupés par l'élection de Modi ici, alors qui sait ce qui s'est passé en Ukraine.» J'ai rétorqué que si l'internationalisme est une chose sérieuse, alors nous devons vouloir savoir. Si vous ne savez pas, vous devriez vouloir savoir. Ensuite, un autre rédacteur en chef de *Libération*, connu pour être le plus grand érudit du parti, a déclaré: «Il est très difficile de savoir ce qui s'est passé, si le Maïdan était un coup d'État, comment pourrions-nous le savoir?» Je lui ai demandé comment il savait quoi que ce soit. Tu devrais écouter ce que les Ukrainiens ont à dire à ce sujet. Ils ont alors commencé à parler des fascistes en Ukraine, disant que parfois ces petites nationalités peuvent être plutôt de droite. Cela m'époustouffait absolument et je ne pouvais pas plus faire la liste du nombre de choses outrageusement fausses et sectaires à corriger. J'avais pensé que cela pourrait changer si je pouvais simplement communiquer les faits à ces deux camarades. Mais j'ai fini par comprendre que leur position n'était pas due à un manque d'informations sur l'Ukraine. Il y a là un cadre qui résiste à l'information. Puis j'ai commencé à réfléchir à la raison de cette situation.

Sur cette obsession des «fascistes ukrainiens», je dirais que c'est un peu paradoxal pour nous de parler des fascistes ukrainiens alors que nous avons en

fait un gouvernement fasciste majoritaire ici en Inde, alors que l'Ukraine a un gouvernement démocratiquement élu.

Comment les minorités indiennes ou leurs alliés – qui sont les victimes de la violence des fascistes – se sentiraient-ils s'ils étaient assimilés par la gauche occidentale à des fascistes? Un camarade expatrié a souri avec dérision lorsque j'ai qualifié le Maïdan de révolution démocratique pour l'Ukraine. Mais le fait est qu'au même moment (2014) où l'Inde élisait un fasciste, le peuple ukrainien donnait naissance à la démocratie au Maïdan. Et si une démocratie née et nourrie par le peuple n'est pas révolutionnaire, qu'est-ce qui l'est? À quel point les militants de gauche indiens sont-ils si arrogants pour se moquer de la réussite de l'Ukraine?

Le secrétaire général m'a dit que nous devons être prudents, car même des gens comme Kissinger disent que les États-Unis ne devraient pas fournir d'armes à l'Ukraine et devraient plutôt insister sur des négociations avec Poutine, parce que même les impérialistes les plus notoires sont suffisamment réalistes pour s'inquiéter d'un conflit nucléaire. Il m'a littéralement envoyé lire un article de Kissinger – Kissinger! Je lui ai fait remarquer qu'il n'est pas très surprenant que Kissinger ne voit pas l'impérialisme russe autrement que d'un point de vue impérialiste américain et que sa position confirmait qu'une guerre avec la Russie n'est pas quelque chose dont les dirigeants américains ont besoin ou veulent. Pour un homme avec le palmarès de Kissinger, l'Ukraine et les Ukrainiens ne comptent pas.

Le plus drôle, c'est que mon secrétaire général a ajouté que l'Ukraine est aussi une puissance nucléaire! Il ne savait même pas que l'Ukraine, à l'époque troisième puissance nucléaire du monde, avait cédé ses armes nucléaires à la Russie en 1991



au moment de son indépendance, en échange de garanties que la Russie ne l'attaquerait jamais. C'était incroyable qu'il ne se soit pas donné la peine de comprendre ce b. a-ba. À ce moment-là, nos camarades disaient, comment la Russie ne peut-elle pas se défendre, alors que l'Ukraine se hérissé d'armes à ses frontières, comme une femme qui dort à côté de son mari avec un couteau sous son oreiller.

**En février 2023, des représentants de l'organisation de gauche ukrainienne Sotsialny Rukh ont participé au 11<sup>e</sup> congrès du CPI-ML. Cela signifie-t-il que votre parti a négligé à la fois vos arguments et ceux des camarades ukrainiens?**

Complètement. La plupart des membres du parti ne savent pas vraiment ce qui s'est passé. Ils ne comprennent pas le sens du débat. Quand je dis qu'il y a une résistance à reconnaître les faits, je fais référence à une poignée de dirigeants qui savent réellement ce qui se passe et qui sont déterminés à empêcher que l'information n'aille au-delà. Ils savaient (parce que je leur ai dit) que le régime de Poutine était fasciste et que les invasions de 2014 et 2022 n'étaient pas une réponse défensive à l'OTAN – et pourtant ils n'ont rien fait pour raisonner ces éminents expatriés très proches du parti, qui ont sciemment choisi être des propagandistes poutinistes dénigrant la résistance de l'Ukraine à l'invasion en la qualifiant de «nazie» et de «mandataire de l'OTAN». Même lorsque mon départ a créé suffisamment de pression sur eux pour déclarer formellement que l'invasion n'avait pas été causée par l'OTAN, des propagandistes poutinistes aussi flagrants ont continué de manière informelle à salir l'Ukraine tout en gardant le silence sur les crimes de guerre russes.

Beaucoup de camarades ont été choqués par mon départ et ont commencé à avoir des doutes sur la

position du parti sur l'Ukraine ainsi que sur sa démocratie interne. Ce groupe de dirigeants a donc voulu montrer qu'il avait raison à propos de l'Ukraine. Ils ont invité Sotsialny Rukh, en espérant qu'ils pourraient montrer que mes critiques étaient sans fondement puisque même la gauche ukrainienne appréciait la position du CPI-ML<sup>1</sup>. Mais les camarades ukrainiens ont été très clairs dans leur message au congrès, ils ont été profondément critiques envers la position du CPI-ML. Après le congrès, le secrétaire général a rédigé un rapport dans lequel il mentionnait toutes les autres délégations internationales de représentants des partis de gauche, mais il a qualifié le délégué ukrainien de «professeur ukrainien», sous-entendant qu'il n'était qu'un individu plutôt qu'un membre de la gauche ukrainienne!

Il y a eu un rassemblement après le congrès où il a été souligné que les camarades ukrainiens avaient dit exactement ce que disait Kavita. Le secrétaire général a répondu que nous ne savions pas que Sotsialny Rukh était pro-OTAN, mais nous les avons invités parce que nous voulions contrôler les dégâts causés par le départ de Kavita en montrant que nous sommes démocrates. Le secrétaire de Delhi a opportunément bondi pour le seconder: «Oui, nous avons prouvé que nous sommes démocrates!» Ce double jeu secondaire est révélateur: la direction a en fait admis qu'elle avait invité la délégation ukrainienne dans le but cynique et instrumental de convaincre ses propres cadres que mon départ n'avait aucune incidence sur la démocratie interne du parti.

**Que signifie pour toi cette situation dans le parti? Tu n'en es plus membre?**

---

1. Voir Kavita Krishnan, «Multipolarité, le mantra de l'autoritarisme», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 17.



Je ne suis plus membre du parti mais je ne voulais pas le quitter. J'ai dit aux camarades que j'aimerais écrire sur ma position sur cette guerre. Même si c'est une opinion minoritaire, j'ai envie d'écrire dans le mensuel du parti dont je suis l'éditrice. Ils ont répondu que cela n'était pas possible. Ils m'ont juste permis d'écrire un article signé, et c'est tout. J'y ai fait référence à l'histoire de l'Ukraine, à l'histoire coloniale russe, à l'Holodomor, etc. et à Staline comme génocidaire via l'Holodomor. Fondamentalement, il devenait évident que je ne pourrai plus écrire sur tout cela.

Je ne voulais pas quitter le parti parce que je ne l'avais pas rejoint pour sa position sur Staline ou son interprétation du léninisme. Ce qui m'avait attiré vers ce parti en tant que jeune étudiante, ce sont ses combats courageux. Même en 2022, alors que j'étais si profondément mécontente, j'étais heureuse que notre parti soit le seul à parler très audacieusement des prisonniers politiques, des droits des musulmans sous Modi. L'identité du CPI-ML et la mienne étaient complètement liées dans ma tête. Si vous m'aviez demandé un an avant l'invasion de l'Ukraine, ce que je voudrais faire pour le reste de ma vie, j'aurais répondu que j'y étais pour la vie.

Mais je n'arrêtais pas de me dire que je devais écrire davantage sur les problèmes qui ne pouvaient plus être ignorés après l'invasion de l'Ukraine. Mon argument principal était qu'il ne s'agissait pas seulement de l'Ukraine: notre indifférence envers l'Ukraine nuisait à notre lutte en Inde.

Leur principal argument était que nous devons nous concentrer sur l'Inde, ici et maintenant, et toi, tu es obsédée. Ce sont les mots utilisés très souvent à mon sujet – obsédée, émotive, irrationnelle. On m'a affirmé que «les gens penseront que nous sommes fous» si le parti adoptait ma position. Ils m'ont dit

que j'étais «obsédée» par une position morale sur le stalinisme et la Chine, alors que nous sommes concentrés, ici et maintenant, sur la lutte contre le gouvernement Modi.

J'ai soutenu que mon propos n'était pas abstrait sur l'histoire stalinienne: c'était eux qui remettaient cette question au centre du débat à cause de leur obsession à défendre la position de Mao sur Staline.

Mon point de vue était que pour les défenseurs de la démocratie en Inde, résister aux menaces contre la démocratie dans le monde devrait être notre principale préoccupation internationale, plutôt que de considérer les relations internationales comme une zone de compétition géopolitique sans orientation politique et dans laquelle nous nous opposons simplement à toute position prise par les États-Unis.

En Inde, nous devrions prêter attention au langage commun dans lequel Modi, Poutine, Xi et d'autres attaquent le concept même de démocratie en tant qu'ordre contre nature imposé au monde par les «élites occidentales»; ou dans le cas de Trump, Orban, Meloni, simplement par des «élites». Ces dirigeants autoritaires et sectaires forgent une alliance idéologique pour plaider en faveur d'un «monde multipolaire», ce par quoi ils entendent que les régimes fascistes et autoritaires devraient pouvoir définir la «démocratie» comme un «majoritarisme<sup>2</sup>». Alors ils disent: «Qui sont les élites occidentales pour nous dire qu'il faut compter les sans-papiers, les minorités religieuses ou ethniques, les femmes, les personnes LGBTQ+ comme des citoyens porteurs de droits? Ces idées sont un blasphème pour nos valeurs civilisationnelles.» C'est sur cette base que Poutine dit que les Ukrainiens ne peuvent vivre que s'ils acceptent de

---

2. NdT: conception politique selon laquelle, dans les pays pluriethniques, la majorité de la population a un droit naturel à la primauté dans la société.



se dire Russes; Xi affirme que les musulmans en Chine doivent avoir un caractère «sinisé» et Modi dit que les musulmans en Inde doivent accepter la suprématie hindoue.

Le fasciste russe Alexandre Douguine a visité l'Inde où il a rencontré des fascistes indiens; il a des liens très étroits avec la Chine et a théorisé la «multipolarité» comme un manifeste pour le renversement de la démocratie. Il prend le système des castes de l'Inde comme modèle pour le monde entier. Douguine utilise le terme hindi «*Kali Yuga*» pour décrire le monde moderne où la démocratie libérale est acceptée comme la norme. *Kali Yuga* est le moment où la hiérarchie des castes ordonnée par Dieu a été bouleversée. Dans la compréhension hindoue-suprémaciste la plus grossière, cela signifie que les castes opprimées règnent et que les femmes sont libres. Et parce que les femmes sont libres d'avoir des relations avec n'importe qui, sans distinction de caste, alors les personnes nées d'un tel métissage sont monstrueuses. C'est un argument qui devient immédiatement un argument racial, un argument suprémaciste blanc. Douguine utilise ce terme, qui est populaire parmi les fascistes indiens et les suprémacistes hindous. Je ne comprends pas pourquoi la gauche indienne ne veut pas le comprendre et préfère plutôt l'ignorer.

En termes d'économie politique également, il est important d'examiner de près les liens entre le régime de Modi et la Russie poutiniste. Tout récemment, nous avons appris l'existence d'une compagnie maritime basée à Mumbai, qui est totalement mystérieuse et qui n'a été utilisée que pour transporter du pétrole russe. Personne ne sait à qui elle appartient. Elle a surtout traité avec Rosneft, la compagnie pétrolière russe, qui possède également en partie une société au Gujarat, l'État où Narendra Modi a construit sa carrière politique. Au Gujarat, il y a deux grands

hommes d'affaires, Mukesh Ambani et Gautam Adani, des magnats qui ont essentiellement financé Modi. Leur fortune a augmenté avec la fortune de Modi et la fortune de Modi a augmenté grâce à leur soutien.

Tout au long de l'année dernière, l'Inde a acheté du pétrole russe et s'est défendue en disant que, oh, l'Inde est un pays postcolonial du tiers-monde, nous devons évidemment penser à notre peuple et nous ne pouvons pas participer aux sanctions. Mais ce ne sont pas les Indiens qui obtiennent ce pétrole ou qui en ont besoin. La part du lion de ce pétrole a été achetée par Mukesh Ambani, qui l'a ensuite raffiné et vendu aux pays où il y a des sanctions sur le pétrole russe. C'est une laverie. Ils blanchissent le pétrole russe, et tout le monde le sait. Si vous regardez les relations matérielles réelles, suivez l'argent et les ressources, alors vous savez que l'Occident lui-même accepte joyeusement du pétrole russe blanchi via l'Inde.

Pour mon parti, la priorité est de s'opposer aux liens de l'Inde avec l'impérialisme américain et au régime de Modi. Par conséquent, soutenir le droit de l'Ukraine à recevoir des armes pour sa légitime défense revient à soutenir les efforts américains pour affaiblir la Russie par des sanctions et la guerre. Ces faits montrent qu'il s'agit d'une image déformée. Les pays occidentaux doivent être blâmés pour avoir sapé les sanctions et apaisé les oligarques russes, indiens, américains et autres à travers le monde. Nous devons désapprendre l'habitude de regarder le monde à travers des hypothèses préexistantes sur les «pôles» qui s'alignent de tel ou tel côté selon une division verticale. Au lieu de cela, si nous découpons le monde horizontalement pour étudier ce qui se passe, nous pouvons voir la proximité économique idéologique et politique croissante des forces politiques antidémocratiques à travers les clivages verticaux.



Comment les militants de gauche indiens peuvent-ils comprendre le gouvernement Modi auquel nous essayons de résister sans comprendre les liens, tant idéologiques que matériels, avec les régimes autoritaires? La fortune de Gautam Adani a récemment été dans le collimateur grâce au rapport du Hindenburg Research LLC, qui décrit comment celui-ci a arnaqué le monde. Et l'un des éléments clés de cette histoire concerne la Russie. Il y a aussi un homme d'affaires chinois basé à Taiwan qui a également fait partie de l'arnaque d'Adani.

Les militants de gauche doivent s'intéresser à ce qui fait tenir ce gouvernement de droite ici en Inde, et quels sont ses liens mondiaux. Pourquoi les partis de gauche ignorent-ils complètement ces liens avec la Russie, le pétrole russe, les banques russes? Trois hommes d'affaires russes sont miraculeusement tombés par les fenêtres ou sont morts dans un village indien reculé d'Orissa. Pourquoi? Le monde entier parle du syndrome de la mort subite russe. On devrait se demander ce que ces gens faisaient en Inde.

Au lieu de cela, les militants de gauche parlent de généralités intemporelles sur le capitalisme en crise et des avantages du fascisme pour les entreprises. Mais on aurait pu écrire cela il y a un siècle ou il y a vingt ans, ou encore il y a cinquante ans. On ne peut pas compter uniquement sur ces formules intemporelles. Si on s'intéresse vraiment à la base matérielle de la résurgence de l'extrême droite aujourd'hui en Inde, et ailleurs, on doit examiner ces connexions. On découvre alors que la question n'est pas que l'Amérique soit le gentil et la Russie le méchant. Il y a des méchants partout. Nous devrions examiner les relations entre la politique d'extrême droite dans le monde et la collusion des politiciens et des gouvernements libéraux avec tout ce système qui finance ces tyrans.



**Tu as mentionné cela lorsque tu écrivais sur l'Ukraine et mentionné la politique de Staline qui a amené tes camarades à se confronter à ta position. Mais déjà dans l'entre-deux-guerres, il y avait une critique de gauche de l'URSS venue d'Inde, notamment celle de Manabendra Nath Roy. Cette tradition est-elle oubliée? As-tu trouvé un soutien en parlant de ces crimes staliniens au sein de la gauche?**

Le plus drôle, c'est que quoi que j'ai pu dire, j'ai trouvé des soutiens non pas dans mon parti, mais à l'extérieur. Tant que les gens n'avaient pas ce cadrage gauche, qui pouvait les empêcher de comprendre ce que je disais, ils comprenaient. Quand j'étais dans le parti, je n'avais pas le droit de parler ouvertement de ma position. Dès que j'ai pu faire cela, j'ai découvert que je pouvais convaincre beaucoup de gens.

J'ai compris que mes paroles avaient du sens pour les gens, tant que leur esprit n'était pas fermé par deux considérations.

La première est la conviction que l'Amérique est le pire méchant du monde et qu'on doit soutenir la Russie, la Chine, qui sont des maux nécessaires. Même s'ils sont mauvais au niveau national ou international, ils contribuent à un monde multipolaire, et un monde multipolaire est un monde démocratique, selon cette conviction.

La deuxième considération à laquelle les gens veulent s'en tenir, concerne l'Union soviétique et la Chine et les mythes à leur sujet. La chose étrange, que je n'ai commencé à comprendre que plus tard, c'est que le CPI-ML en tant que parti n'était en fait pas automatiquement très chaud sur Staline. Quand je l'ai rejoint dans les premières années, critiquer Staline, c'était bien. Les gens le faisaient dans le parti et nous riions des gens qui étaient staliniens et qui défendaient les crimes staliniens. Quand j'ai



commencé mes études à JNU, en 1993, le massacre de la place Tiananmen en Chine venait de se produire. Le CPI-ML était le seul parti de gauche connu à critiquer la Chine à ce sujet. Ce sont donc des choses qui m'ont rassurée. Je ne suis pas allé au-delà. Maintenant, je me rends compte que la critique de Staline n'était permise que jusqu'au point où Mao a critiqué Staline. Mao avait essentiellement sauvé Staline, l'avait réhabilité en disant qu'il avait 30 % tort et 70 % raison. C'est la position que le parti a adoptée.

Nous avons rejoint le parti sur l'impression générale que sa position sur ce sujet était démocratique. Il pensait certainement que l'Union soviétique n'était pas démocratique, et il se battait pour la démocratie ici d'une manière très sincère. Mais il ne voulait pas vraiment examiner en profondeur le mal que ces États faisaient, ils ne les définissent pas en termes de ce qu'ils faisaient en Pologne, en Ukraine, en Hongrie ou au Kazakhstan. Il ne voulait pas regarder de près ce que ces régimes représentaient pour ceux qu'ils opprimaient.

**Alors que l'Inde s'abstient lors des votes de l'Assemblée générale de l'ONU concernant l'Ukraine, ses petits voisins comme le Népal et le Bhoutan soutiennent les résolutions pro-ukrainiennes. La politique népalaise est dominée par de nombreux partis communistes/socialistes. Penses-tu que cela puisse influencer sa position?**

Le Népal est en fait un cas particulier parce que les grands partis de gauche népalais ont été historiquement plus proches du CPI-ML. Le Parti communiste du Népal (marxiste-léniniste unifié, CPN-UML) était l'un des principaux partis, puis le CPN maoïste qui a vu le jour était également une sorte de rival du CPN-UML. Mais il a aussi une position largement

différente du maoïsme indien du fait de sa souche militariste. Le parti maoïste représentait également la lutte démocratique contre la monarchie. Ainsi, les camarades CPN-UML connaissaient très bien le CPI-ML. Ils pouvaient se réfugier au Bihar chez des camarades du CPI-ML, etc. Cela a toutefois changé quand ils ont commencé à gouverner. Ils continuent d'entretenir des relations avec le CPI-ML, mais ils ont également de meilleures relations avec les partis au pouvoir en Inde, car ils représentent également un gouvernement au Népal.

La gauche népalaise est en fait socialement assez conservatrice et très proche de la Chine. J'ai assisté à un événement à l'occasion du 200<sup>e</sup> anniversaire de Marx et j'ai interrogé quelqu'un de l'ambassade de Chine sur les Ouïghours. Il a été assez offensé et les camarades népalais gênés. Mon parti a toléré mes incursions de ce genre. Je suis donc surpris de la position du Népal à l'ONU. Le Bhoutan, bien sûr, est différent.

La gauche népalaise est assez proche de la Chine, leurs positions sur l'Union soviétique, la Russie ou la Chine sont plutôt des positions tankistes<sup>3</sup>. Mais ils sont également conscients de l'attente de l'Inde pour englober le Népal. Ce qui unit tout le pays, c'est la résistance à l'ingérence et à l'intimidation de l'Inde et sa tentative de traiter le Népal comme un État satellite. Peut-être que cela peut aussi jouer un rôle. Je ne sais pas vraiment.

**Dans ton livre, *Fearless Freedom*, tu décris l'oppression patriarcale et économique des femmes en Inde, les viols et la terreur auxquelles elles sont constamment confrontées. Cette expérience tragique pourrait rendre intelligible**

---

3. Désigne ceux qui à gauche soutiennent l'impérialisme russe (et ses tanks...).



**la souffrance infligée aux femmes ukrainiennes  
par le régime de Poutine et son agression.  
L'optique féministe aide-t-elle à prendre  
position sur la guerre?**

Bon nombre des signataires que j'ai pu obtenir pour des déclarations rédigées par des féministes ukrainiennes provenaient de femmes indiennes. Mais pas celles qui appartenaient à la gauche organisée. Je pense que parmi les groupes de gauche organisés, il n'y a absolument aucune chance de changement de position, même parmi les groupes de femmes, mais il y a d'autres groupes féministes qui ont été très favorables et qui comprennent la situation.

Dans mon livre, il y a des chapitres qui parlent particulièrement des femmes dans des zones de conflit comme en Inde centrale au Bastar (zones forestières du Chattisgarh), puis au Cachemire et dans le Nord-Est au Manipur ou au Nagaland. Ce sont des zones essentiellement sous le contrôle de l'armée, où elle a un pouvoir de vie ou de mort sur le peuple. Et l'humiliation quotidienne est normale, comme les fouilles à nu quotidiennes. Il y a eu également à plusieurs reprises des meurtres de petites filles ou de petits garçons par des soldats ou des paramilitaires, qui prétendent avoir tué des terroristes. Et bien sûr, la sexualisation de la femme, en particulier de la femme cachemirienne, qui est à la fois un objet de violence sexuelle de la part de l'État indien et un objet d'instrumentalisation. L'idée est que les hommes du Cachemire sont si oppressifs, que l'islam est si oppressif, que les musulmans sont si oppressifs, et que, nous, nous sauvons des femmes musulmanes ou des femmes cachemiriennes. En ce qui concerne la guerre en Ukraine, c'est l'une des choses qui devrait résonner immédiatement et cela concerne les groupes de femmes qui ne sont pas de la gauche organisée.



Les groupes de droite et quelques autres ne sont pas considérés comme faisant partie du mouvement des femmes parce qu'ils ne se conçoivent pas vraiment en instruments de changement social. Ils sont les instruments du *statu quo* social. Et ils sont assez satisfaits de dire que nous sommes les représentants de la culture indienne. L'affirmation des femmes pour l'extrême droite en Inde consiste à tuer des musulmans. Vous devez donc être la déesse de la maison, mais lorsque la foi est attaquée, vous devez sortir et tuer les démons. Et qui sont les démons? En gros, les musulmans. C'est donc leur manière de recruter les femmes, une manière profondément patriarcale.

Je pense également – et c'est largement ignoré, y compris parmi les groupes féministes – que, dans les discours de Poutine, le thème central est que l'Ukraine représente l'Occident. L'Ukraine n'existe pas, ce n'est qu'un mandataire de l'Occident. Les élites occidentales essaient ainsi d'infecter la culture et les civilisations russes à travers le monde avec leurs idées sataniques perverses sur les lesbiennes, les gays, les transgenres et contre les valeurs familiales. Il le dit dans chaque discours, et ça m'a toujours dérangé.

Je suis venue à la politique en premier lieu parce que mes oreilles étaient à l'écoute de ce que les suprémacistes hindous disaient à propos des femmes. Quand j'ai écouté le discours de Poutine, la première chose que j'ai comprise, c'est que cet homme est un fasciste, il est violemment contre les femmes, insinuant que l'Ukraine est pleine de ces homosexuels et c'est pourquoi elle est fasciste. Je suis consternée à l'idée que tant de gens de gauche écoutent ce discours comme étant un discours contre l'impérialisme américain. C'est parce que, je pense, le genre n'est tout simplement pas au centre de leur analyse. J'essaie de dire à mes amies féministes que nous devons y prêter beaucoup plus d'attention. Ce

n'est pas seulement la politique intérieure de Poutine qui est homophobe, antiféministe et transphobe, il essaie de gagner le soutien du monde entier sur la base de ses positions. Et avec ces positions, il obtient l'aide de diverses sections de groupes de gauche qui partagent ces appels aux valeurs civilisationnelles et aux valeurs familiales.

Je serais très intéressée de savoir quelle est leur position au Népal sur cette partie des discours de Poutine. J'ai toujours eu des polémiques avec la gauche népalaise parce qu'elle a toujours défini la culture népalaise comme étant contre la culture occidentale. Les camarades n'arrêtaient pas de dire que les femmes portant des vêtements occidentaux était une mauvaise chose, de même que la culture occidentale. Le viol est ainsi la conséquence du port des vêtements occidentaux. Quand je rencontrais des camarades népalais, je leur disais: mais vous, vous portez des shorts et des jeans. Alors pourquoi est-ce si important quand moi je le fais? Ils étaient très contrariés parce que quand j'allais au Népal pour parler, les jeunes femmes népalaises de gauche étaient enthousiastes à propos de ce que je disais, sur ce qu'est la droite violente: essayer de contrôler ce que les femmes portent et leur faire honte ce qu'elles portent.

En Inde, ce sentiment conservateur sur le contrôle, le maintien du système des castes, sur le mariage des filles dans la bonne caste, ce n'est pas seulement dans l'espace de droite, c'est plus large. C'est partout dans la société indienne. Ce n'est pas seulement chez les hindous, c'est là chez les musulmans, les chrétiens, les sikhs, les bouddhistes, etc. Et c'est ce qui aide Modi. C'est la même chose avec Poutine: il est capable de dire ces choses et d'obtenir une audience internationale, pas seulement une audience nationale

russe. Il est capable de dire que l'Ukraine représente une menace pour tout cela.

### **Comment la gauche ukrainienne peut-elle tendre la main aux mouvements et partis de gauche du Sud global, notamment en Inde?**

La gauche ukrainienne devrait être plus proactive, par exemple en écrivant directement des lettres et en initiant des contacts avec divers groupes et pas seulement avec ceux qui ont une bonne position sur l'Ukraine. Vous devez simplement les forcer à voir l'Ukraine, en disant me voici, je suis un Ukrainien, je suis un camarade et vous ne pouvez pas prétendre ce que je ne suis pas.

Même s'ils ne changent pas leur position, cela crée au moins un certain malaise et je peux voir que cela se produit parmi les plus jeunes groupes de gauche ici. Ils sont mal à l'aise parce qu'ils sont exposés à un monde plus vaste, ils ne peuvent pas vivre dans une petite bulle de gauche. Ils sont exposés à un monde plus vaste où ils peuvent voir les peuples démocrates du monde entier soutenir l'Ukraine. Puis, malgré les si et les mais, les jeunes vont commencer à poser des questions au parti. Et le parti doit au moins maintenir sa base parmi les jeunes. C'est pourquoi, malgré les si et les mais, ils finiront par conclure qu'ils soutiennent l'Ukraine, que nous ne soutenons pas la Russie et que la Russie est mauvaise. Les autres groupes de gauche en Inde ne le font peut-être même pas. Il faut essayer de leur parler pour les faire répondre à ces questions.



# « La paix maintenant », mais quel paix ?

JOHN FEFFER<sup>1</sup>

Tu as publié dans *Foreign Policy in Focus* un article intitulé « *The Surprising Pervasiveness of American Arrogance<sup>2</sup>* », critiquant le point de vue du mouvement pacifiste sur la guerre en Ukraine. Medea Benjamin, Nicolas Davies et Marcy Winograd ont répondu en publiant, également dans *Foreign Policy in Focus*, un texte titré « *The Surprising Pervasiveness Of Pro-War Propaganda* » (La surprenante omniprésence de la propagande en faveur de la guerre). J'aimerais discuter de ta réaction à cette critique. Les trois auteurs affirment que les États-Unis, en tant que principal fournisseur d'armes de l'Ukraine, ont l'obligation de pousser l'Ukraine à la négociation au moment même où le monde pousse les Russes à la négociation. Ils appellent aussi à l'arrêt des livraisons d'armes américaines à l'Ukraine. Penses-tu que l'arrêt des livraisons d'armes accélérera le recours à la diplomatie?

Dans certains cas, l'arrêt de l'approvisionnement en armes augmente les chances de réussite des



1. Directeur de *Foreign Policy in Focus* à l'Institute for Policy Studies. Il est interviewé par email par Stephen R. Shalom du comité éditorial de *New Politics*. Traduction: Patrick Silberstein.

2. « La surprenante omniprésence de l'arrogance américaine », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 21.

négociations de paix. Mais ce n'est pas le cas en Ukraine. Les Ukrainiens ne se battent pas seulement pour chasser les troupes russes d'un territoire occupé. Ils se battent pour empêcher les soldats russes de s'emparer de nouveaux territoires, voire du pays tout entier. Ils ont vu les crimes de guerre commis par les soldats russes. Ils se battront par tous les moyens pour empêcher que ces horreurs ne leur soient infligées, ainsi qu'à leurs familles et à leurs amis. Il s'agit en fait d'une lutte de libération nationale, comme celle que les Vietnamiens ont menée contre la France, puis contre les États-Unis. Si les Ukrainiens ne disposent pas d'armes américaines pour combattre les forces d'occupation, ils se battront avec des armes importées d'ailleurs, avec des fusils déterrés des caches datant de la Seconde Guerre mondiale, avec des pierres si nécessaire.

Ce ne sont pas les actions des États-Unis qui feront avancer la diplomatie, mais celles de la Russie : l'arrêt de ses bombardements aériens, de ses tentatives de s'emparer de nouveaux territoires et son retrait des territoires occupés.

Bien entendu, si les États-Unis n'avaient jamais fourni d'armes à l'Ukraine, la Russie aurait réussi à l'envahir. La fin de la guerre aurait signifié la fin de l'Ukraine, ce qui reste un scénario potentiel si les États-Unis cessent leurs livraisons d'armes.

Tes contradicteurs affirment que « les États-Unis n'ont pas commencé la guerre, mais qu'ils ont contribué à la poursuivre ». Penses-tu que cela soit vrai? Plus précisément, ils affirment que Washington a bloqué les accords de paix que l'Ukraine souhaitait mettre en œuvre et que votre démenti est une « négation délibérée d'événements réels bien documentés ». Que réponds-tu à cela?

Selon le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, «il est de notoriété publique que nous avons soutenu la proposition de la partie ukrainienne de négocier dès le début de l'opération militaire spéciale et, à la fin du mois de mars, les deux délégations se sont mises d'accord sur le principe d'un règlement de ce conflit. Il est [également] bien connu, et cela a été publié ouvertement, que nos collègues américains, britanniques et certains collègues européens ont dit à l'Ukraine qu'il était trop tôt pour négocier, et que l'arrangement qui avait été presque accepté n'a jamais été réexaminé par le régime de Kiev».

Il s'agit là de l'un des «événements réels bien documentés» auxquels BDW fait référence, bien documenté par le gouvernement russe en tout cas. Examinons de plus près cette affirmation. À la fin du mois de mars, la Russie et l'Ukraine étaient parvenues à un accord approximatif. Les Russes ont déclaré qu'ils se retireraient jusqu'à la ligne précédant l'invasion; les Ukrainiens ont déclaré qu'ils n'envisageraient pas d'adhérer à l'OTAN. Un désaccord subsistait quant aux «garanties de sécurité» que Washington fournirait à Kyiv. Les deux parties auraient peut-être pu parvenir à un accord. Naftali Bennett, le Premier ministre israélien impliqué dans les négociations, estimait que les chances de parvenir à un accord étaient de 50/50.

Mais les révélations sur les crimes de guerre russes à Butcha sont arrivées début avril. Il ne s'agissait pas des premières révélations d'atrocités russes, mais elles ont marqué un tournant. Les Ukrainiens sont devenus beaucoup plus sceptiques quant à la volonté de la Russie de parvenir à un accord. Le Président russe Vladimir Poutine a annoncé qu'un accord de paix était dans l'impasse parce que les Ukrainiens avaient fabriqué (!) la nouvelle de crimes de guerre à Butcha.

Il y a ensuite la visite du Premier ministre britannique Boris Johnson à Kyiv le 9 avril 2022, au cours de laquelle il aurait prétendument fait échouer l'accord qui se dessinait. La preuve des pressions exercées par Johnson sur Zelensky provient d'un article de l'*Ukrainska Pravda*. En fait, comme le montre cet article, Johnson n'a rien dit à Zelensky qu'il ne savait déjà, à savoir qu'on ne pouvait pas faire confiance à Poutine pour adhérer à l'accord qui était sur la table.

Derrière ces affirmations d'intransigeance américaine (ou britannique) se cache l'idée que l'Occident est désireux d'utiliser les Ukrainiens comme chair à canon pour atteindre son objectif plus large d'affaiblir la Russie et de faire tomber le gouvernement de Poutine. Cette affirmation ne tient pas compte des divergences d'opinions considérables au sein de l'administration Biden sur l'Ukraine, certains étant favorables à une réponse militaire plus agressive et d'autres à une approche diplomatique plus vigoureuse.

Outre ce débat interne, les États-Unis ont de bonnes raisons de souhaiter une résolution rapide de la guerre. L'approvisionnement des Ukrainiens est coûteux et réduit l'arsenal américain. La guerre augmente le risque d'utilisation d'armes nucléaires ainsi que la perspective de «bombes nucléaires lâches» si la sécurité intérieure russe s'effondre (dans le cas d'une nouvelle tentative de coup d'État, par exemple). En outre, l'attention portée à la Russie détourne l'attention de ce que les responsables de la politique étrangère américaine considèrent comme le principal ennemi, à savoir la Chine. Par rapport à un certain nombre d'autres alliés de l'Ukraine, les États-Unis sont en fait assez «mous». L'administration Biden a hésité à livrer certains systèmes d'armes et s'est montrée très tiède sur la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.



**BDW dresse une liste de mesures que les États-Unis et leurs alliés pourraient prendre pour soutenir les négociations, telles que la réouverture du traité ABM, la renégociation du nouveau traité START, l'adhésion à l'UE et la création d'un fonds Marshall pour reconstruire l'Ukraine. Que penses-tu de ces mesures?**

Les États-Unis devraient absolument s'engager à nouveau dans des négociations sur le contrôle des armements avec la Russie (et d'autres pays). L'adhésion de l'Ukraine à l'UE est déjà sur la table: le statut de candidat lui a été accordé en juin 2022. Et l'Ukraine aura besoin d'énormes ressources pour se reconstruire, que ses alliés devraient lui fournir.

Il s'agit donc de politiques d'une importance cruciale. Contribueront-elles à faire avancer les négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine? Probablement pas, car elles ne s'attaquent pas aux causes du conflit à ce stade. Poutine est déterminé à étendre le «monde russe» et l'Ukraine est déterminée à chasser tous les occupants de son pays. Toute négociation de paix devra en fin de compte se concentrer sur cette question territoriale.

**Benjamin, Davies et Winograd répondent à ta critique selon laquelle ils ignorent les voix ukrainiennes en citant Yuriï Cheliajenko, le secrétaire exécutif du Mouvement pacifiste ukrainien<sup>3</sup>, la Ligue internationale des femmes ukrainiennes pour la paix et la liberté, et d'autres. Ils disent: «Est-ce que Feffer n'écoute que les Ukrainiens qui s'alignent sur la position actuelle du gouvernement, qui est de ne pas faire de compromis territorial?» Comment réponds-tu?**

---

3. Voir «Ni vu ni connu je t'embrouille», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 21.

Bien sûr, il est possible de trouver des Ukrainiens qui soutiennent (plus ou moins) leur position. C'est un grand pays, après tout. Mais il y a trois points à souligner ici.

Le premier est le suivant: que soutient la grande majorité des Ukrainiens? Selon de nombreux sondages d'opinion, l'écrasante majorité des Ukrainiens rejette l'approche de la «paix maintenant». Deuxièmement, que soutient la gauche ukrainienne? Le secteur progressiste de la société ukrainienne, qui est généralement sceptique à l'égard des politiques du gouvernement Zelensky en matière de politique et d'économie, est uni sur la question de la guerre. L'appel pour la paix en Ukraine, signé par un large éventail d'organisations de la société civile et adressé aux mouvements pacifistes occidentaux, soutient fermement l'assistance militaire à l'Ukraine. Troisièmement, Benjamin, Davies et Winograd écoutent-ils vraiment les voix ukrainiennes qu'ils citent? En tant que pacifiste, Yuriï Cheliajenko s'oppose effectivement aux livraisons d'armes au gouvernement ukrainien et soutient les résistants à la guerre dans le pays. Mais il soutient également la résistance contre l'occupation russe.

Voici ce que Nina Potarska, coordinatrice pour l'Ukraine de la WILPF<sup>4</sup>, a dit lors du «sommet international pour la paix en Ukraine» qui s'est tenu à Vienne à la mi-juin où sont intervenus Noam Chomsky, Jeffrey Sachs et d'autres partisans de la «paix maintenant». Elle a présenté aux quelque 300 partisans de la paix une perspective ukrainienne, pour la première fois, sur ce qu'un cessez-le-feu signifie réellement à l'heure actuelle: les familles resteraient séparées, le conflit ne serait pas résolu, la Russie annexerait probablement à nouveau illégalement

---

4. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.





des territoires, il n'y aurait aucune garantie que la Russie ne recommence pas. Au bord des larmes, la femme qui a fui l'Ukraine a déclaré qu'elle «souhaitait probablement la paix plus que n'importe qui d'autre dans la salle. Mais qu'entendez-vous par *paix*», a-t-elle demandé, ajoutant : «Nous devrions être conscients du fait que chanter des chansons tout en vivant en paix est un privilège.» Ainsi, peut-être que les pacifistes écoutent les voix de l'Ukraine. Mais entendent-elles vraiment ces voix ?

**Ton échange avec Benjamin, Davies et Winograd date maintenant de quelques semaines et nous avons assisté au début de la contre-offensive ukrainienne et à la mutinerie de Wagner en Russie. Ces événements modifient-ils ton point de vue sur la manière dont le mouvement de la paix devrait traiter la question de l'Ukraine ?**

Le gouvernement ukrainien espère que la contre-offensive aboutira à l'expulsion de toutes les forces d'occupation russes ou, du moins, qu'elle placera les Ukrainiens dans une position beaucoup plus forte à la table des négociations. Jusqu'à présent, cette contre-offensive a été lente à se mettre en place. À un moment donné, si cet effort s'enlise, un nouvel accord pourrait être mis sur la table. Mais ce sont les Ukrainiens qui devraient prendre les décisions concernant les compromis territoriaux, et non des gouvernements extérieurs.

J'ai écrit sur les implications de la mutinerie de Wagner sur l'avenir de Poutine et de la Russie. Il est clair que l'effort de guerre russe fait payer à la société russe un tribut qui va au-delà des coûts économiques des sanctions ou de la colère suscitée par la mobilisation des soldats. La popularité de Poutine s'effrite et son emprise sur les hautes sphères du pouvoir pourrait également se relâcher. Dans cet

article, j'esquisse trois scénarios : Poutine reprend le contrôle, les Ukrainiens réussissent leur contre-offensive et Poutine est écarté par un coup d'État de palais, ou la guerre s'enlise et Poutine est confronté à un putsch de l'extrême droite. Si j'étais un parieur, je ne miserais pas sur Poutine à ce stade. Et il semblerait que ce soit le meilleur moment pour l'Ukraine d'obtenir l'aide dont elle a besoin pour exploiter la faiblesse de Poutine à l'intérieur du pays afin de réaliser une percée militaire.

La mutinerie révèle également à quel point l'administration Biden n'est pas à l'aise avec un changement de régime à Moscou. Elle s'est adressée directement au Kremlin pour désavouer toute implication avec Prigojine et le groupe Wagner. Et elle est manifestement affligée par le scénario d'une Russie en proie au chaos et dont les «armes nucléaires» tomberaient entre de «mauvaises» mains. Ces développements devraient mettre fin à toutes les notions fantaisistes de «guerre par procuration». Mais les théories du complot, comme nous le savons, ont la vie dure.



# L'Ukraine et la violence de l'abstraction

TOM DALE<sup>1</sup>

Gilbert Achcar est depuis longtemps l'un des commentateurs socialistes les plus nuancés en matière d'affaires étrangères. Il s'est notamment penché sur les difficultés liées à l'utilisation du *hard power* occidental dans des situations où l'une des fonctions de ce pouvoir était de protéger la vie humaine ou des formations progressistes. Que l'on soit d'accord ou non avec lui dans un cas donné, personne ne peut l'accuser d'avoir donné des réponses à côté de la plaque.



Néanmoins, dans un article récent sur l'Ukraine pour Labour Hub (et repris sur *New Politics*), Gilbert Achcar tombe dans un piège commun aux militants de gauche qui cherchent à concilier leur sympathie pour les Ukrainiens avec une opposition globale à la projection de la puissance dure de l'Occident. La méthode de ces commentateurs n'est pas satisfaisante parce qu'elle fonctionne au moyen d'abstractions: non pas le type d'abstraction qui est inévitable dans le cadre de tout argument théoriquement fondé, mais la dépendance à l'égard de termes clés qui ne fonctionnent dans l'argument qu'en vertu d'une imprécision fondamentale.

Le problème auquel cette méthode est appliquée – la guerre – est nécessairement et

brutalement concret. Lorsque la réconciliation entre la suspicion à l'égard de la puissance occidentale et les intérêts ukrainiens échoue, ce sont généralement les Ukrainiens qui sont perdants. Le premier et le plus fondamental des domaines dans lesquels cette méthode opère concerne la fourniture d'armes.

## Sur l'aide militaire

Gilbert Achcar critique une motion adoptée par le syndicat britannique GMB lors de sa conférence du mois dernier. Cette motion stipulait que «l'Ukraine est [...] pleinement en droit de chercher à importer les systèmes d'armes les plus modernes et technologiquement avancés du monde entier pour résister aux attaques et reconquérir son territoire». Selon lui, cela revient à:

Soutenir des livraisons d'armes quantitativement et qualitativement illimitées qui permettraient à l'armée ukrainienne d'intensifier la guerre et d'accroître ainsi les risques pour la population ukrainienne et pour le monde entier. [...] La cause légitime de l'Ukraine est ainsi utilisée pour donner de la dignité à ce qui est fondamentalement une position militariste pro-OTAN.

Naturellement, cela soulève la question des limites quantitatives et qualitatives que Gilbert Achcar propose de fixer. Un programme en dix points à la fin de l'article n'apporte pas de véritables réponses, se contentant de soutenir «le droit légitime de l'Ukraine à l'autodéfense et sa capacité à acquérir des moyens défensifs auprès de n'importe quelle source disponible». Dans l'article, il ne définit ni n'explique par des exemples les systèmes d'armes qu'il considère comme défensifs et offensifs. Il n'existe pas de définition généralement acceptée de cette distinction. En termes simples, une arme est offensive lorsque

1. Tom Dale est journaliste. Article paru le 10 juillet 2023 dans *New Politics*. Traduction Patrick Silberstein.

les forces qui l'utilisent avancent, et défensive lorsqu'elles repoussent une attaque ou battent en retraite. L'Ukraine a utilisé des armes similaires lors de ses offensives réussies pour reprendre Kherson et Kharkiv à l'automne dernier, comme elle l'avait fait de manière défensive jusqu'à ce moment-là. La théorie opérationnelle de la «défense active» suggère que les tactiques offensives sont une composante nécessaire de la guerre défensive.

Dans un article paru en février dans *The Nation*, Achcar a admis que l'Ukraine devait être soutenue pour reprendre le territoire jusqu'à la ligne de démarcation d'avant le 24 février 2022. (Il fait référence à certaines «limites susmentionnées» qui devraient s'appliquer à toute escalade de l'OTAN, mais les limites technologiques ou géographiques dont il parle dans l'article ne sont pas claires, car ses remarques sur certaines d'entre elles sont équivoques).

Quoi qu'il en soit, cela pose un problème pour sa position : il est clair que les armes qui pourraient être utilisées pour repousser la Russie jusqu'à cette ligne, pourraient également l'être pour la dépasser. Le problème vient théoriquement d'une tentative de limiter l'état des gains de l'Ukraine par les moyens qualitatifs fournis pour y parvenir, ce qui est une approche fondamentalement mauvaise. L'Ukraine étant très dépendante des munitions et des financements occidentaux, la réalité est que l'Occident exerce un contrôle fort, quelle que soit la haute technologie des armes ukrainiennes. Si l'Ukraine récupère toutes ses terres jusqu'à la frontière de la Crimée et si, par hypothèse, les États-Unis jugent qu'une incursion en Crimée présenterait un risque inacceptable d'escalade nucléaire, ils peuvent utiliser leur contrôle du pipeline de munitions pour empêcher la poursuite des opérations ukrainiennes. Limiter l'avantage technologique qualitatif de l'Ukraine ne fait que diminuer

les chances de l'Ukraine d'atteindre quelque objectif que ce soit, qu'il s'agisse d'une défense efficace ou d'une reconquête du terrain. Le mécanisme approprié pour limiter les gains territoriaux quantitatifs, si tel est l'objectif, est la limitation quantitative de l'approvisionnement en munitions. (Il n'y a pas non plus de garantie que les zones du Donbass tenues par les Russes avant 2022 seront prises en dernier. L'Ukraine a récemment libéré un village qu'elle ne tenait plus depuis 2014).

Le problème de l'approche de Gilbert Achcar – qui cherche à lier certaines variétés d'armement à des risques d'escalade, sur la base d'une distinction insoutenable entre l'équipement offensif et défensif – est démontré par un cas dans lequel il s'est montré précis. Dans un article publié en mars 2022 pour *New Politics*, il s'est opposé à «la livraison de chasseurs aériens» parce qu'ils ne sont «pas strictement défensifs» et qu'ils «risqueraient d'aggraver de manière significative les bombardements russes». Mais si l'Ukraine ne recevait aucun nouvel appareil, sa force aérienne serait inévitablement entièrement neutralisée, d'autant plus que seule la Russie fabrique des pièces détachées pour ses anciens équipements. L'Ukraine serait donc limitée par les stocks de pièces détachées existant dans les pays amis et, selon certaines informations, pourrait démonter les jets envoyés par la Pologne et la Slovaquie pour en faire des pièces détachées. Les conséquences pour la défense du pays seraient graves, raison pour laquelle les États-Unis ont donné leur feu vert à la livraison de F-16 par des tiers. Il n'est pas prouvé que l'annonce soit liée à une escalade russe particulière : l'explosion du barrage de Kakhovka un peu plus de deux semaines plus tard semble plus vraisemblablement liée à l'offensive ukrainienne qui se préparait dans les environs et qu'elle semblait destinée à rendre



plus difficile. Le fait que le niveau d'eau du réservoir ait pu atteindre une telle hauteur suggère qu'il existait une intention permanente de le faire sauter - il s'agissait simplement de savoir quand.

Il n'est donc pas certain que les escalades de la Russie soient principalement liées à la fourniture de certaines technologies par l'Occident, plutôt qu'aux frustrations de la Russie face à ses échecs, quelle qu'en soit la cause. Il serait étrange de penser que, sans la fourniture d'armes par l'Occident, la Russie serait docilement disposée à accepter la défaite sans chercher à escalader en réponse. L'intensification des attaques à longue portée contre les infrastructures civiles en octobre 2022 semble correspondre à la nomination du général Sergéï Surovikin, qui s'est distingué par sa préférence pour ces tactiques. Il est possible que la nomination de Surovikin ait été motivée, ou du moins avancée, par l'attaque réussie de l'Ukraine sur le pont de Crimée, qui a eu lieu plus tôt le même jour et n'a pas impliqué d'apport occidental connu.

En outre, même si la décision d'envoyer le système de roquettes guidées à lancement multiple (GMLRS) au printemps 2022 a incité Poutine à intensifier les attaques contre les villes et les infrastructures civiles ukrainiennes plusieurs mois plus tard, il s'agissait néanmoins de la bonne décision stratégique : premièrement, parce qu'il s'agissait d'un élément nécessaire pour alléger la pression de l'artillerie sur les lignes ukrainiennes et les stabiliser ; et deuxièmement, parce que l'Occident a été en mesure de contrer l'escalade en fournissant des systèmes antiaériens plus nombreux et de meilleure qualité, y compris NASAMS et Patriot. L'escalade n'est pas toujours indésirable : au contraire, une escalade que l'adversaire ne peut égaler est le principal moyen pour tout belligérant d'atteindre ses objectifs. Elle est certainement plus

rapide et plus sûre que l'alternative qui consiste à espérer que l'adversaire s'essouffle. En ce sens, il est souhaitable de permettre à l'Ukraine de prendre l'ascendant sur l'escalade, dans certaines limites.

## Chomsky et l'aide militaire

Les commentaires de Noam Chomsky soulèvent des questions structurellement similaires, mais sous une forme beaucoup plus problématique.

Au début du conflit, dans des interviews pour *Current Affairs* et *The Intercept*, Chomsky s'est opposé à l'envoi d'«armes avancées». Dans un entretien avec Bill Fletcher Jr, il semble considérer le système de missiles antichars portable Javelin comme «avancé» – ce système a joué un rôle essentiel, avec le N-LAW britannico-suédois, dans le salut de Kiev au cours des premières semaines de la guerre. En avril 2022, lors du débat sur l'envoi du GMLRS, Chomsky a déclaré au *Global Policy Journal* que ceux qui demandaient l'envoi de plus d'armes travaillaient en fait à «prolonger le conflit». L'envoi du GMLRS, qui serait qualifié d'«avancé», a permis à l'Ukraine de détruire systématiquement les dépôts de munitions et les postes de commandement, et de stabiliser ainsi ses lignes de défense. (Au cours de l'entretien avec Fletcher Jr, sans doute par inadvertance, Chomsky cite à tort un communiqué de presse de la Maison Blanche, de manière à introduire les expressions «armes avancées» et «armes antichars avancées», qui n'apparaissent nulle part dans ce communiqué). La politique de Chomsky, à ce stade vital et précoce de la guerre, peut être interprétée comme une interdiction des armes qui se sont avérées vitales pour sauver Kiev - même si son imprécision lui évitera d'avoir à rendre des comptes aux yeux de certains.

Par la suite, le terme «avancé» a disparu des interviews d'Owen Jones, de *Meduza* et de *New Politics*.



S'adressant à *Meduza*, Chomsky va jusqu'à soutenir «toute arme de protection». Il semble également émettre une mise en garde générale selon laquelle l'approvisionnement en matériel devrait être limité par le risque nucléaire. C'est d'ailleurs la politique de la Maison Blanche de Biden. Nous pouvons en déduire que Chomsky évalue autrement que Biden les risques nucléaires associés à un type d'équipement donné, mais Chomsky n'a jamais le courage de dire en termes précis quel équipement ces considérations devraient interdire, et donc permettre d'évaluer les conséquences pour l'Ukraine d'un refus de les fournir. L'abstraction fonctionne comme un moyen d'échapper à la responsabilité.

De même, Chomsky n'identifie jamais ce qu'est une arme avancée, ce qu'est une arme de protection, ni s'il existe une arme de protection avancée. Il ne précise jamais comment on est censé savoir si un système donné enclenchera une escalade, sauf s'il est avancé. (Comme Achcar, la seule chose qu'il ne veut pas envoyer, ce sont des avions de chasse – bien qu'ils aient été promis.)

Bien que la position d'Achcar soit de loin préférable à celle de Chomsky, tous deux adoptent des formulations qui leur permettent d'émettre des critiques sur la fourniture d'armes, mais qui sont trop vagues pour obliger à rendre compte d'une restriction particulière (à l'exception des avions de chasse) et de ses conséquences probables ou réelles. Ils devraient être plus précis. Lorsque leurs recommandations spécifiques n'ont pas été suivies, comme dans le cas des avions à réaction, elles devraient évaluer sobrement les conséquences, tant en termes d'amélioration des capacités de l'Ukraine que de réaction réelle de la Russie. Cela signifie qu'il faut s'intéresser de près à la réalité militaire, tant sur le plan technique que stratégique.

Le transfert d'armes à sous-munitions à l'Ukraine a été approuvé à titre provisoire, et des rapports récents indiquent que des munitions ATACMS pour le GMLRS (M142 HIMARS et M270) pourraient s'y ajouter. Il se peut donc que nous approchions du moment où, sur le plan qualitatif, l'Ukraine dispose d'une gamme presque complète des matériels terrestres qu'elle a publiquement demandés. Même en termes d'aviation, seuls le Typhoon, le F-18 et les derniers F-16 (plutôt que le modèle de mise à jour à mi-vie actuellement proposé), ainsi que certains missiles lancés par voie aérienne, sont en cause. Il est entendu que les F-35 ne seront pas fournis afin de ne pas les exposer au profilage radar russe et à la collecte de renseignements humains. Les États-Unis ne vendent pas de F-22 et il n'y a pas assez de Grippen suédois disponibles.

Il ne fait aucun doute que plusieurs décisions clés sur le front de l'approvisionnement ont été prises trop tard. Les quelques gauchistes qui ont réclamé à l'avance le GMLRS, les F-16, le Storm Shadow, l'ATACMS, etc. se sont distingués par un engagement clair en faveur de la cause de l'Ukraine et une compréhension de ses besoins, à laquelle les capitales des puissances de l'OTAN n'ont accédé que tardivement. Chaque retard a été une occasion perdue pour l'Ukraine d'exploiter son avantage qualitatif en matière d'attaque et de défense. Nous ne pouvons pas savoir combien de vies ont été perdues, dans la poursuite du faux espoir que la qualité limitée des armements était un outil de gestion de l'escalade qui pouvait être utilisé, tout en garantissant des résultats adéquats sur le champ de bataille.



## À propos de l'OTAN et des « organisations de sécurité collective »

L'appel de Gilbert Achcar à remplacer l'OTAN par des « organisations de sécurité collective telles que l'OSCE et l'ONU » révèle une deuxième sorte d'abstraction. Ces organisations existent, mais elles ont été totalement impuissantes face à l'invasion russe. Les néocampistes anti-OTAN qu'il identifie ont une réponse toute prête à ce problème : ils insistent sur le fait que, sans l'OTAN et sa soi-disant « expansion agressive » (en fait, une série de petits pays proches de la Russie qui la rejoignent pour obtenir une certaine protection), la Russie n'aurait pas envahi l'Ukraine en premier lieu, auquel cas l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'ONU seraient suffisantes.

En réalité, les invasions de la Russie ont été motivées par plusieurs raisons. En 2014, Poutine voulait empêcher l'Ukraine de se rapprocher économiquement de l'UE et créer un conflit ouvert pour réduire à zéro la perspective déjà minuscule d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. En 2022, il semblait également craindre qu'une coopération militaire accrue entre l'Ukraine et l'Occident ne fasse de ce pays une proie plus coriace en cas d'invasion future, et donc plus difficile à intimider. Il a également affirmé être préoccupé par le fait que des emplacements anti-missiles seraient à l'avenir installés en Ukraine et qu'ils pourraient théoriquement être utilisés pour lancer des missiles offensifs. Dans les deux cas, Poutine voulait probablement renforcer sa popularité intérieure (comme l'avaient fait les « opérations militaires » précédentes), démontrer que les mobilisations populaires et anti-ploutocratiques, telles que la révolution ukrainienne de Maïdan en 2013-2014, ne seraient pas

tolérées, et exprimer une vision impériale chauvine d'une grande Russie à laquelle les Ukrainiens, qu'ils le veuillent ou non, appartiennent de plein droit.

Ses motivations étaient donc diverses. Entre 2014 et 2022, l'Ukraine s'est donc trouvée dans une situation difficile. D'une part, une coopération militaire clairement accrue avec l'Occident contrarierait Poutine. D'autre part, l'absence totale de coopération avec l'Occident laisserait l'Ukraine dans la même situation qu'en 2014, c'est-à-dire totalement dépourvue de moyens pour résister à des attaques unilatérales sur son territoire. Les dirigeants ukrainiens étaient parfaitement conscients que, cette année-là, la Russie aurait été en mesure de l'envahir complètement si elle l'avait voulu. Au cours des huit années qui ont suivi, les réformes intérieures et la coopération militaire extérieure ont permis à l'Ukraine, contre toute attente des experts, de préserver l'autonomie de son ordre démocratique interne lorsque l'assaut a été lancé. L'agression de Poutine contre l'Ukraine ayant été motivée par de multiples facteurs, il n'était pas possible avant 2022 (et il n'est toujours pas possible aujourd'hui) de dire que l'invasion à grande échelle n'aurait pas eu lieu de toute façon, et que l'Ukraine n'aurait pas été dès lors rapidement subordonnée à Moscou.

Telle est la nature du système interétatique : dans des circonstances ordinaires, les acteurs étatiques ne sont liés par aucune limite institutionnelle *de facto*, leur comportement est donc imprévisible et il est donc rationnel d'adopter un comportement de recherche de sécurité par mesure de précaution. La tragédie de ce système réside en partie dans le fait que ces incitations structurelles produisent parfois des spirales incendiaires. Parfois, la diplomatie peut court-circuiter ces spirales en donnant à chaque partie confiance dans le comportement futur de l'autre. Mais cela





n'est pas possible lorsque l'une des parties s'est montrée disposée à ignorer les accords formels, comme l'a fait la Russie en ce qui concerne le mémorandum de Budapest de 1994 et le premier accord de Minsk. Il est clair que même lorsqu'un traité formel est signé, on ne peut pas se fier aux assurances données par cette puissance. Il serait irrationnel pour un État de ne pas prendre de mesures de précaution dans de telles circonstances.

En l'absence de l'OTAN, les organisations de sécurité collective telles que l'OSCE et l'ONU auraient-elles pu empêcher l'invasion de l'Ukraine? Personne ne peut l'affirmer avec certitude. Même si une organisation de sécurité collective avait pu donner à Poutine des assurances sur le déploiement éventuel de batteries antimissiles, elle n'aurait pas réglé la tension entre la dynamique de la modernité libérale en Ukraine, qui la rapprochait de l'Union européenne, et l'impérialisme autoritaire de Poutine, fondé sur la négation de l'existence de l'Ukraine en tant que nation distincte et sur le droit supposé de fixer des limites à sa politique. C'est cette tension, cristallisée dans la question de l'adhésion potentielle de l'Ukraine à l'Union européenne, qui a provoqué l'invasion initiale en 2014.

Il y a tout lieu de penser que cette tension fondamentale est restée au premier plan dans l'esprit de Poutine. Son interprétation apparente de l'accord fondamentalement vague de Minsk II, telle que reflétée par les demandes formulées par les républiques populaires de Donetsk et de Louhansk en 2015, impliquerait des mesures qui, selon un résumé, «détruiraient en fait l'Ukraine en tant que pays souverain [...] en introduisant un cheval de Troie constitutionnel qui donnerait au Kremlin une présence durable dans le système politique de l'Ukraine et empêcherait les autorités de Kiev de gérer le pays comme

un ensemble intégré». Comme Poutine a continué à faire pression pour la mise en œuvre de l'accord (tel qu'il prétendait le comprendre) au cours de l'année 2021, il est probable qu'il ait conservé l'objectif de dominer la politique intérieure de l'Ukraine.

Plusieurs analystes ont suggéré qu'une alternative plus consensuelle à l'OTAN aurait pu être disponible dans les années 1990, notamment M.E. Sarotte. Mais cette suggestion n'a jamais été intégrée de manière plausible à un compte rendu complet des motivations du revanchisme impérial de la Russie. À moins qu'une telle structure ne contienne l'élément essentiel de l'OTAN – une alliance défensive incluant les États-Unis qui serait activée en cas d'attaque de la Russie – elle ne pourrait pas remplir la fonction dissuasive nécessaire. (Une alliance défensive n'incluant pas les États-Unis pourrait théoriquement remplir un rôle similaire, mais seulement si les pays qui la composent augmentent de manière significative leurs dépenses de défense, leur base militaro-industrielle et leur puissance de combat). De même, toute «garantie de sécurité» sur laquelle l'Ukraine pourrait s'appuyer aurait nécessairement les mêmes qualités. Même si la Russie signait elle-même une telle garantie, pour sauver la face, tout le monde comprendrait que la véritable fonction de l'instrument est de fournir une alliance défensive à l'Ukraine contre la Russie. Personne ne croit sérieusement que les États-Unis pourraient envahir l'Ukraine. Parce que la guerre a besoin d'une base industrielle, cette alliance réelle se refléterait inévitablement dans les réseaux de production, tout comme l'est l'OTAN.

L'appartenance à l'OTAN n'a jamais été assortie d'une obligation de participer à des opérations extraterritoriales ne relevant pas de l'article 5, et encore moins à celles des États-Unis. Mais en réalité, indépendamment de tout accord formel, tant que la menace



russe persistera, l'Ukraine ressentira une forte pression pour participer à ces opérations – comme elle l'a fait en Afghanistan et en Irak – afin de renforcer sa relation avec le garant matériel de sa sécurité.

L'idée d'une organisation de «sécurité collective» qui intégrerait de manière significative la Russie et lui donnerait donc un droit de regard institutionnel sur le déploiement des ressources de l'organisation, ne serait pas en mesure de remplir les fonctions dont elle a besoin. La notion même d'«organisation de sécurité collective» est une abstraction dont l'insuffisance apparaît clairement dès qu'elle est confrontée aux réalités particulières du désir de la Russie de dominer ses voisins. Tout comme la notion d'armes «défensives» face à la réalité de la guerre, bien qu'elle soit bien intentionnée, a pour effet d'embrouiller les lecteurs et d'empêcher un engagement approfondi avec la réalité ukrainienne.



## L'Ukraine et l'abstraction de la violence: ma réponse à Tom Dale

GILBERT ACHCAR<sup>2</sup>

Je suis reconnaissant à Tom Dale d'avoir commencé sa discussion sur mon article [...] en me décrivant comme étant “depuis longtemps l'un des commentateurs socialistes les plus nuancés en matière

---

2. <https://newpol.org/ukraine-and-the-abstraction-of-violence-my-reply-to-tom-dale/>. 17 juillet 2023. Traduction Patrick Silberstein.

d'affaires étrangères” et en affirmant que “personne ne peut m'accuser de donner des réponses à côté de la plaque”. Je crains cependant que, juste après cette aimable introduction, il m'accuse précisément de ce qu'il venait d'affirmer que personne ne pouvait m'accuser.

Il commence donc par me reprocher de tomber dans “un piège commun aux militants de gauche qui cherchent à concilier leur sympathie pour les Ukrainiens avec une opposition globale à la projection du *hard power* occidental”, ledit piège consistant à recourir à une “méthode” qui “fonctionne au moyen d'abstractions”, en s'appuyant sur “des termes clés qui ne fonctionnent dans l'argumentation qu'en vertu d'une imprécision fondamentale”. Le problème, cependant, dit Dale, est que “la guerre est nécessairement et brutalement concrète”. Ayant vécu plusieurs années de guerre civile et d'invasions israéliennes au Liban, mon pays d'origine, je sais parfaitement ce qu'est la guerre. C'est Dale qui, en réalité, affiche une idée plutôt abstraite de la guerre, minimisant sa brutalité et sa laideur afin de défendre des points de vue généralement soutenus par les bellicistes.

Je discuterai ici de ses principaux arguments, ceux qui me sont spécifiquement adressés, en laissant de côté sa critique de Noam Chomsky, qui est l'autre cible principale de son article. Dale traite de deux questions principales, celle des livraisons d'armes à l'Ukraine et celle de l'OTAN. Je les aborderai toutes deux ici, en profitant de cette nouvelle occasion pour clarifier ma position. Depuis le début de l'invasion russe l'année dernière, j'ai écrit plusieurs réponses à des critiques appartenant aux deux camps opposés décrits dans mon dernier article. De toutes mes critiques, cependant, c'est Dale qui est allé le plus loin dans la direction de ce que j'ai caractérisé comme la

position néocampiste pro-OTAN, se rapprochant en fait des vues de Paul Mason que j'ai cité dans mon article. Etant donné que ce type de position semble gagner du terrain parmi les partisans de gauche du droit à l'autodéfense de l'Ukraine, la critique de Dale est une occasion bienvenue d'en discuter plus avant.

## Livraisons d'armes à l'Ukraine

Dale me reproche d'avoir critiqué une motion du syndicat britannique GMB, le principal syndicat actif dans le complexe militaro-industriel britannique, dont il ne reproduit qu'une moitié du passage que j'ai cité: «L'Ukraine a également le droit de chercher à importer les systèmes d'armes les plus modernes et technologiquement avancés du monde entier pour résister aux attaques et reconquérir son territoire.» Si la motion n'avait comporté que cette phrase, je ne l'aurais pas critiquée. Le problème, cependant, réside dans la deuxième partie du passage que j'ai cité:

Le Congrès considère que les gouvernements du Royaume-Uni et d'autres pays dotés d'industries de défense avancées ont le devoir de répondre positivement en fournissant à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour se défendre.

Le nœud du problème réside en effet dans la différence entre ce que l'Ukraine est en droit de demander et ce que les progressistes estiment que les gouvernements occidentaux doivent lui fournir. L'Ukraine est certainement en droit de demander toutes les armes qui l'aideront à atteindre la parité militaire avec son agresseur. Elle est donc en droit de demander des avions de chasse perfectionnés, des bombes à fragmentation et même – pourquoi pas? selon la même logique – des armes nucléaires. J'espère que je n'ai pas besoin d'expliquer pourquoi la fourniture d'armes nucléaires à l'Ukraine par les

États-Unis, la Grande-Bretagne ou la France serait complètement insensée, créant la possibilité d'un crime majeur contre l'humanité et incitant la Russie à frapper l'Ukraine de manière préventive avec des armes nucléaires “tactiques”.

Bien sûr, Tom Dale ne va pas jusqu'à cette extrémité logique de son argumentation, mais il est déjà symptomatique qu'il mentionne la fourniture par les États-Unis de bombes à fragmentation à l'Ukraine sans exprimer la moindre réserve, et encore moins la moindre critique. La question des bombes à fragmentation illustre bien la nécessité de clarifier le type de livraisons d'armes par les gouvernements occidentaux que les partisans de gauche du droit à l'autodéfense de l'Ukraine devraient approuver et le type de livraisons qu'ils devraient désapprouver. Il est assez inquiétant de constater que certains de ces partisans ont tellement épousé les vues de l'armée ukrainienne et du gouvernement de droite qu'ils défendent désormais la fourniture de bombes à fragmentation à l'Ukraine, une position qui ne tient pas compte des garanties humanitaires de base codifiées dans le droit de la guerre. Les progressistes devraient être les plus ardents défenseurs de ces limites à la guerre au lieu d'afficher des normes morales inférieures à celles des principaux organes de l'opinion libérale occidentale, y compris le *New York Times*.

J'ai expliqué à plusieurs reprises la signification de la distinction entre les armes défensives et offensives, comme dans l'entretien avec mon bon ami Steve Shalom que *New Politics* a publié en décembre dernier. Permettez-moi de reproduire ici le passage en question:

Dès le début, j'ai mis l'accent sur l'objectif défensif des livraisons d'armes à l'Ukraine. Il est vrai qu'il n'y a pas de frontière nette entre les armes défensives et offensives, mais les distinctions les plus claires sont



de deux sortes : l'une concerne toute la gamme des armes "anti" : antiaériennes, antichars, antimissiles, qui sont défensives par définition. Je soutiens pleinement la fourniture de ces armes. L'autre distinction concerne la portée des armes. Je ne suis pas favorable à ce que l'OTAN livre à l'Ukraine des armes d'une portée qui permettrait à ses forces armées de frapper en profondeur le territoire russe. Non pas parce que ce serait injuste : l'Ukraine a en fait le droit moral de frapper la Russie en profondeur puisque cette dernière bombarde massivement le territoire ukrainien, commettant ainsi de manière flagrante des crimes de guerre en détruisant délibérément l'infrastructure civile de l'Ukraine.

Ce que je ne soutiendrais pas, c'est que l'OTAN fournisse à l'Ukraine des missiles et des avions à longue portée, plutôt que de simples armes antimissiles et antiaériennes. Je ne serais pas non plus favorable à ce que l'OTAN impose une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine. De telles mesures constitueraient une escalade périlleuse de l'implication de l'OTAN dans cette guerre, et aucun territoire sur terre ne vaut la peine de risquer une guerre mondiale majeure et une confrontation nucléaire pour son intérêt. Il convient de noter que Washington tient à éviter cette escalade qualitative, raison pour laquelle il s'est abstenu de livrer des armes à longue portée à l'Ukraine.

Le point de départ est le soutien au droit de l'Ukraine à obtenir ce dont elle a besoin pour se défendre et repousser les troupes russes du territoire dont elles se sont emparées depuis l'invasion de l'année dernière. Ce qui reste ensuite est une question d'évaluation concrète de chaque cas. Par exemple, j'étais et je suis toujours opposé à la livraison de F-16 à l'Ukraine, et c'est ce que je voulais dire en m'opposant à la livraison d'avions de combat par les pays

de l'OTAN. Toutefois, je ne m'oppose pas à la livraison à l'Ukraine par ses voisins des Mig restants qui sont en leur possession depuis l'époque de l'URSS. La livraison de ces derniers ne modifie pas qualitativement les moyens de l'Ukraine et ne représente donc pas une escalade significative (elle n'a d'ailleurs pas vraiment été perçue comme telle par Moscou). Elle permettrait seulement à l'Ukraine de rattraper les avions qu'elle a perdus au cours de la guerre en cours, ou qui ont été immobilisés par manque de pièces de rechange.

La livraison de F-16, en revanche, représenterait une escalade qualitative de la participation des États-Unis et de l'OTAN à la guerre. C'est pourquoi l'administration Biden elle-même s'est montrée très réticente à fournir de tels avions à l'Ukraine, et même si elle a changé de position en apparence, le fait est que son changement d'avis ne s'est traduit jusqu'à présent que par la formation des pilotes ukrainiens, comme le faisaient déjà d'autres pays de l'OTAN tels que le Royaume-Uni. C'est pourquoi cette décision a été décrite comme ne changeant pas la donne. Une livraison effective de F-16 à l'Ukraine risquerait de provoquer une réaction vicieuse de la part de Moscou, dont on peut s'attendre à ce qu'elle fasse tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher leur utilisation (par exemple en pilonnant les aéroports ukrainiens) et qu'elle mène d'autres attaques meurtrières contre la population civile du pays en guise de représailles.

Les néocampistes anti-OTAN se cachent derrière l'argument selon lequel la guerre en cours est une guerre par procuration entre deux camps impérialistes afin de justifier leur opposition générale aux livraisons d'armes à l'Ukraine, souhaitant ainsi pratiquement que ce pays soit submergé par les forces russes, en totale contradiction avec la condamnation



de l'invasion russe qu'ils concèdent, de peur d'apparaître comme des partisans de l'impérialisme russe. Le néocampisme anti-Poutine, quant à lui, épouse la cause des maximalistes ukrainiens en ignorant délibérément le fait que l'Ukraine est clairement utilisée par procuration par les puissances de l'OTAN afin de paralyser leur rival impérialiste russe.

Si la guerre en cours n'avait été qu'une guerre inter-impérialiste, ne serait-ce que par procuration, j'aurais certainement adopté une position similaire à celle des internationalistes qui, pendant la Première Guerre mondiale, ont appelé les soldats des deux camps à s'opposer à la guerre, même au prix de la défaite de leur pays. Cependant, la guerre en cours reste au fond jusqu'à présent une guerre anti-impérialiste d'autodéfense du côté de l'Ukraine, même si elle est effectivement exploitée par les puissances de l'OTAN pour leur propre intérêt stratégique. Je m'oppose à tout ce qui pourrait faire pencher la balance vers la transformation de cette guerre en une guerre essentiellement inter-impérialiste.

Une dernière considération est que souligner le droit légitime de l'Ukraine à l'autodéfense est en fait bien meilleur pour sa cause que d'appeler à un soutien quantitativement et qualitativement illimité de son armée dans la poursuite d'objectifs à long terme qui impliquent une défaite stratégique de la Russie. La surenchère maximaliste constante du gouvernement ukrainien, bien que compréhensible, risque d'aliéner le soutien de l'opinion publique et de la classe ouvrière à la cause de l'Ukraine dans les pays occidentaux. Le fait que même un belliciste comme le secrétaire britannique à la défense Ben Wallace se soit plaint que Kyiv traite ses fournisseurs d'armes occidentaux comme s'ils étaient des amazones, aurait dû tirer la sonnette d'alarme pour les dirigeants ukrainiens.

## L'OTAN

J'ai écrit un livre entier sur cette question et j'invite Tom Dale et toute personne intéressée à le lire car je ne peux pas tout expliquer dans chaque article que j'écris. Tom Dale interprète manifestement mal ma position sur la relation entre l'élargissement de l'OTAN et l'invasion russe de 2022. Ce qu'il résume au sujet de Poutine, je l'ai expliqué en détail dans mon livre et dans divers articles et interviews. Il écrit: «En 2014, Poutine a voulu empêcher l'élargissement de l'OTAN. En 2014, Poutine voulait empêcher l'Ukraine de se rapprocher économiquement de l'UE et établir un conflit ouvert pour réduire à zéro la perspective déjà minuscule d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. En 2022, il semblait également craindre qu'une coopération militaire accrue entre l'Ukraine et l'Occident ne rende le pays plus difficile à briser en cas d'invasion future, et donc plus difficile à intimider. Il a également affirmé être préoccupé par le fait que des emplacements anti-missiles seraient à l'avenir installés en Ukraine et qu'ils pourraient théoriquement être utilisés pour lancer des missiles offensifs. Dans les deux cas, Poutine voulait probablement renforcer sa popularité intérieure (comme l'avaient fait les «opérations militaires» précédentes), démontrer que les mobilisations populaires et anti-ploutocratiques, telles que la révolution ukrainienne de Maïdan en 2013-2014, ne seraient pas tolérées, et exprimer une vision impériale chauvine d'une grande Russie à laquelle les Ukrainiens, qu'ils le veuillent ou non, appartiennent de plein droit.

Je ne suis pas en désaccord avec ce qui précède. Mais Dale passe de cette caractérisation correcte des motivations impérialistes de Poutine à une défense de l'impérialisme opposé et bien plus grand de l'OTAN. Il reproduit essentiellement dans sa critique



les arguments bien connus des partisans de l'Alliance atlantique. L'essentiel de son argumentation est en effet une défense de l'OTAN :

Plusieurs analystes ont suggéré qu'une alternative plus consensuelle à l'OTAN aurait pu être disponible pendant les années 1990.... Mais cette suggestion n'a jamais été intégrée de manière plausible à un compte rendu complet des motivations du revanchisme impérial de la Russie. À moins qu'une telle structure ne contienne l'élément essentiel de l'OTAN - une alliance défensive incluant les États-Unis qui serait activée en cas d'attaque de la Russie - elle ne pourrait pas remplir la fonction dissuasive nécessaire.

Il rejette donc la position que j'ai exprimée dans mon article et qui est la principale position du mouvement anti-guerre depuis la fin de la guerre froide, à savoir que l'OTAN aurait dû être dissoute et remplacée par des organisations de sécurité collective telles que l'OSCE (qui comprend la plupart des pays d'Europe et de l'ex-URSS) et l'ONU - une position qui implique naturellement que ces deux dernières organisations soient réorganisées et renforcées afin d'être des garants efficaces de la paix dans le monde.

Plus grave encore, Dale postule un «revanchisme impérial russe» qui aurait dû être pris en compte depuis les années 1990, rendant nécessaire une «alliance défensive incluant les États-Unis». Dale reprend ainsi le discours faucon de ceux qui, au lendemain de l'effondrement de l'URSS, prônaient l'extension de l'OTAN aux pays anciennement dominés par la Russie. La vision du monde "réaliste" de la droite occidentale, incarnée notamment dans les années 1990 par Zbigniew Brzezinski, s'est construite sur le postulat quasi raciste d'un impérialisme russe atavique.

C'est pourquoi les progressistes ont dénoncé la «thérapie de choc» néolibérale encouragée par les

États-Unis en Russie dans les années 1990, se sont opposés à l'extension de l'OTAN et ont plaidé en faveur de son remplacement par des organisations de sécurité collective inclusives telles que celles mentionnées ci-dessus. (En résumé, il ne s'agit que d'une nouvelle itération de la vieille querelle politique entre la perspective conservatrice fondée sur le postulat que le présent est pérenne et la perspective progressiste qui soutient qu'un autre monde est possible.)



À PARAÎTRE  
avec une préface de Daria Saburova.  
En librairie en novembre 2023.



# BONIMENTEURS ET BONI-MENTEURS

«Bonimenteur: celui qui argumente habilement pour vendre sa marchandise».

«Boni-menteur: celui qui ment habilement pour vendre sa marchandise».

## Mao a-t-il traversé le Dniepr à la nage?

LE RÉTIF.02

Dans son édition de l'été 2023, *La Forge*, le journal du PCOF énonce *ex cathedra* qu'«aucun des deux camps ne peut “gagner” la guerre». L'incertitude étant ce qu'elle est, il semble difficile de tirer argument polémique de cette affirmation. Quant au commentaire qui accompagne cette assertion, il est sans aucun doute marqué par le moment où il a été écrit: «Au bout de deux semaines de combats, les gains territoriaux de l'armée ukrainienne sont très imités.» Aujourd'hui, 1<sup>er</sup> août, pour qui regarde les opérations en cours – largement couvertes par la presse française et internationale –, la contre-offensive est en cours et ne ressemble évidemment pas à l'image d'Épinal de la charge de la brigade légère. Toutefois, chez les bonimenteurs, c'est ailleurs que le tour de passe-passe se niche. On peut ainsi lire dans le même article que «la désinformation fait rage, dans les deux camps» – quoi de plus normal en temps de guerre? Mais c'est l'exemple de cette désinformation qui est intéressant: «Comme par exemple autour de la responsabilité de la destruction du barrage de Kakhourka.» Diable! Mao a dû boire la tasse. Un baril de goudron, pense certains peut être adouci par une cuillerée de miel. Ainsi en est-il de l'analyse que nous livre *La Forge*: Poutine «a déjà perdu sur tous les objectifs initiaux avancés pour “justifier” cette guerre» – le miel – et «ne peut espérer une extension territoriale des zones occupées, ni un changement de régime à Kiev, *pas plus qu'un retrait des forces de l'OTAN*<sup>1</sup>» – le goudron. Les



lecteurs de *La Forge* auront compris que les forces de l'OTAN sont en Ukraine. Plus loin, le journal nous fournit le fond de sa pensée (pensée Mao?): «Halte à la guerre en Ukraine, cessez-le-feu maintenant, arrêt des livraisons d'armes», puisque, en effet cette guerre est «devenue<sup>2</sup> une guerre entre la Russie et l'OTAN, dirigée par l'impérialisme US». Il faut donc que la guerre cesse, «sans préalable». Quels sont les préalables pour *La Forge*? D'une part «le retrait des troupes russes» et d'autre part «l'arrêt de l'extension de l'OTAN», «questions [qui] doivent faire l'objet de négociations ultérieures».

### « Ô Russie, ô mon bien-aimé pays »

LE RÉTIF.02

Nous avons déjà examiné le cas de *Fil rouge* dans le numéro 21 de soutien à l'Ukraine résistante. Dans son édition du 7 juillet, le bulletin international du parti de Fabien Roussel continue sur la même lancée.

«Où va la Russie?», s'interroge ici Vincent Boulet, aux lendemains de la rébellion de Prigojine. Si le «pacte poutinien» est en crise, «il est sauvé, pour l'instant, par la stabilité économique et financière du pays». En effet, nous dit Vincent Boulet, si «la “guerre économique” promise par Bruno Le Maire a bien lieu», le régime a réussi «un ensemble de contournements ou de redirections des exportations [ce qui] la rend en grande partie inopérante». Il n'est resté pas moins, poursuit Vincent Boulet, que «l'avenir des équilibres du système est donc incertain, ce qui ne signifie pas que le pouvoir va tomber demain matin.» Jusque-là, peut-on dire, tout va bien.

1. C'est moi qui souligne.

2. C'est moi qui souligne.

Mais la suite du propos est pour le moins «extravagante». Il appelle à la rescousse... Gogol: «N'es-tu pas ainsi faite, ô Russie, ô mon bien-aimé pays? Ne te sens-tu pas emportée vers l'inconnu comme l'impétueuse troïka, que rien ne saurait atteindre?» (*Les âmes mortes*). On est ici en droit de se demander si Vincent Boulet n'exprime pas en réalité son propre amour de la Russie en faisant parler Gogol. Il est vrai qu'on a le droit, me direz-vous, d'être amoureux de la Russie éternelle, aujourd'hui comme à l'époque de Nicolas II, de Staline ou de Brejnev. Mais, je coupe les cheveux en quatre, c'est la suite de la citation qui est intéressante: «Ô Russie [...] Ne te sens-tu pas emportée vers l'inconnu [...] que rien ne saurait atteindre?» Et l'amoureux de la Russie d'enchaîner: «Pour toutes ces raisons, fou est celui qui se félicite des risques de déstabilisation de la Russie. Les déclarations qui vont dans ce sens sont irresponsables. Quel esprit sensé peut se réjouir qu'un pays de 145 millions d'habitants [pays qui va de Saint-Petersbourg à Vladivostok, comme un autre, autrefois, allait de Dunkerque à Tamanrasset, cela va de soi], porteur du deuxième arsenal nucléaire mondial, puisse potentiellement plonger dans l'inconnu? Ce serait à tous égards une menace majeure sur la sécurité de l'ensemble des peuples européens, voire au-delà.» Ouf! Nous voilà prévenus. La Fédération de Russie une et indivisible n'est donc aujourd'hui pas une menace. Message subliminal: sauf si on – c'est-à-dire l'OTAN – vient l'emmerder. Le camarade Boulet n'est guère préoccupé, semble-t-il, par le sort des peuples de Russie enfermés dans la prison des peuples.

Vincent Boulet attire notre attention sur «les menaces sérieuses qui planent sur l'accord sur les exportations de céréales à quelques jours de son expiration, alors que les pays de la Corne de l'Afrique

connaissent d'ores et déjà des situations de famine dans l'indifférence générale des chancelleries». Il n'est certes pas voyant, son article est écrit quelques jours avant que Poutine ne rompe l'accord sur les céréales, menace de couler les navires marchands navigant en mer Noire et bombarde les infrastructures céréalières ukrainiennes.

## Un partout, la balle au centre, mais avantage à Moscou

LE RÉTIF.02

Saisissant l'occasion du sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet, Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF, a exprimé sa position dans les colonnes du *Monde*. L'ensemble du texte laisse une curieuse impression de salmigondis de positions confuses, voire contradictoires, qui, une fois découpé donne un texte auquel chacun, dans le PCF, pour trouver qu'il correspond à ce qu'il attend. Et pourtant...

Ainsi, après avoir qualifié d'«injustifiable et criminelle» (dont acte), ce qu'il appelle une «agression» – moi j'aurais plutôt écrit «invasion», «guerre de conquête» –, il fait disparaître par un coup de baguette magique la différence entre pays agressé et pays agresseur, pays envahi et pays envahisseur, entre dominant et dominé. Pour Fabien Roussel, il n'y a que des dirigeants qui «s'engagent dans une guerre d'usure».

Poursuivant dans la même veine invisibilisante des Ukrainiens, 600 jours après le début de l'invasion, il nous apprend qu'il y a eu «plus de 9 000 civils tués» et «plus de 14 millions de déplacés». Évanoui les Ukrainiens derrière les tués et les déplacés. Après tout, c'est vrai, on appartient tous à la même



humanité et les prolétaires, quand ça l'arrange, n'ont pas de patrie<sup>3</sup>.

Dans la suite de la tribune, Fabien Roussel endosse le costume du chef de parti qui conseille le prince de la France: celle-ci devrait appeler les «parties prenantes à discuter [de] l'évacuation immédiate et inconditionnelle des territoires que la Russie occupe depuis le 24 février 2022». C'est-à-dire hors Crimée. La formulation est pour le moins alambiquée: qu'y a-t-il à discuter avec l'envahisseur? L'«évacuation immédiate et inconditionnelle» des territoires occupés? Plus loin, émerge la bonne vieille proposition des amis, contrits il est vrai, de la Russie: il faut mettre la «neutralité» de l'Ukraine dans la balance, comme monnaie d'échange sans doute. Confondrait-il l'Ukraine avec la Finlande d'autrefois? Quel sens revêt la «neutralité» entre deux impérialistes? À moins que la Russie ne soit pas un État impérialiste et qu'elle soit parée des vertus de l'anti-impérialisme... Quant au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la formule est ici la tarte à la crème que les amoureux de la Russie affectionnent pour parler de tous les peuples... sauf de ceux enfermés dans la Fédération de Russie.

Cerise sur le gâteau: il faut négocier les réparations de guerre «pour qu'elles soient concrètement utiles au peuple ukrainien et qu'elles n'alimentent pas la corruption». Certes. Et qu'exige Fabien Roussel de la Russie? Rien. Au demeurant, il ne dit pas un mot sur ce qu'il pense du régime installé à Moscou. Sans doute pour ne pas froisser.

---

3. Rien à voir, mais ça me rappelle un musée visité autrefois à Prague où les Juifs de Tchécoslovaquie exterminé par les nazis étaient, sans doute

## Dérapage sur la piste aux étoiles

LE RÉTIF.02

Le *Morning Star*, qui fut autrefois le journal du parti stalinien britannique, s'empare de l'émoi soulevé par la question des bombes à sous-munitions pour dénoncer l'Ukraine sans avoir jamais mentionner l'usage massif par le pays de ses rêves depuis 2014. Le journal nous livre par ailleurs une analyse pour le moins curieuse: l'aide militaire américaine renouvelée est la preuve que «le régime ukrainien est de plus en plus désespéré». Il en veut également pour preuve des «difficultés de l'Ukraine et de l'OTAN» – c'est évidemment la même chose – la rencontre officielle entre des émissaires américains avec Sergueï Lavrov, le ministre des affaires étrangères russe. Cette démarche, explique le journal, souligne les difficultés de l'OTAN et de la Maison Blanche, qui «perdent à la fois leur cohérence et leur crédibilité» et cherchent des solutions pour «sauver la face».

Enfin, le *Morning Star* retrouve ses accents d'antan pour dénoncer ceux qui au sein du mouvement syndical «se sont laissés incorporer dans l'effort visant à régler la question de l'Ukraine sur le champ de bataille». Ils devraient, selon le journal, «retrouver le sens des intérêts britanniques et européens». Jim Denham, à qui nous empruntons ces commentaires, note, avec une certaine malice, qu'il n'est fait jamais fait «mention du peuple ukrainien et de son droit à se défendre.»

---

par la magie de l'«internationalisme prolétarien» de «simples» citoyens tchécoslovaques...



**BOÎTE  
ALERTE**

# Le destin ukrainien de *La ferme des animaux* de George Orwell

PATRICK LE TRÉHONDAT

Lorsque George Orwell achève, en novembre 1944, l'écriture de *La ferme des animaux*, il ne pouvait pas imaginer que trois années plus tard son plus fervent lectorat se trouverait parmi les Ukrainiens internés dans les camps de personnes déplacées (PD) en Allemagne. Malheureusement, nombre des exemplaires de son livre en ukrainien sont saisis par les autorités militaires américaines et remis aux Soviétiques.



Après avoir passé des années à travailler son manuscrit, George Orwell a eu du mal, en 1945, à trouver un éditeur pour *La ferme des animaux* car la satire antistalinienne n'était pas la bienvenue à une époque où l'Occident s'est allié à Staline pour combattre Hitler. Pour ajouter à ces difficultés, un V1 allemand s'abat sur la maison d'Orwell, alors que celui-ci par chance s'est rendu chez un ami à Greenwich. Cependant, le manuscrit est miraculeusement sauvé des décombres. Enfin au terme de nombreux refus essayés par Orwell, un éditeur britannique, Secker and Warburg, accepte de publier le livre à 4500 exemplaires, un nouveau tirage sera ensuite rapidement nécessaire. Plus tard, une maison d'édition américaine prend le risque de l'éditer. Et enfin, une maison d'édition monégasque le publiera ensuite en français. Dans un premier temps, le titre prévu est

*L'Union des républiques socialistes animales, URSA*, mais il n'est pas retenu de peur de déclencher l'ire stalinienne, *Les animaux partout!* est finalement choisi.

Ihor Chevtchenko, ukrainien, vit en exil à Munich. Son beau-père est le grand poète ukrainien Mykhailo Draj-Kmara. Arrêté en septembre 1935, Mykhailo Draj-Kmara a été condamné pour «terrorisme contre-révolutionnaire» en mars 1936 et a péri dans un camp de travail de la Kolyma. Pour subvenir aux besoins de sa famille, Chevtchenko écrit des dictionnaires de poche d'un millier de mots ukrainiens et anglais et les diffuse dans les camps de personnes déplacées à Munich et dans les environs. Il lit régulièrement *Tribune*, un hebdomadaire socialiste démocrate, et particulièrement les chroniques de George Orwell qui y sont publiées. Six mois après l'édition britannique de *La ferme des animaux*, un exemplaire se retrouve entre les mains d'Ihor Chevtchenko. En avril 1946, il écrit à Orwell lui demandant l'autorisation de publier sa traduction ukrainienne. Il a été mis en relation avec Orwell par l'intermédiaire de Teresa Jeleńska qui, elle, a traduit en polonais *La ferme des animaux*. Chevtchenko explique à Orwell qu'il a lu le livre à haute voix dans les camps à un public d'Ukrainiens. «Les réfugiés soviétiques étaient mes auditeurs. L'effet était saisissant. Ils ont approuvé presque toutes vos interprétations», lui raconte-t-il et ajoute qu'il a été «immédiatement saisi par l'idée qu'une traduction du conte en ukrainien serait d'une grande valeur pour mes compatriotes». Orwell accepte avec enthousiasme. Au moment où Chevtchenko prend en contact avec Orwell, il a en fait déjà commencé à traduire l'ouvrage en ukrainien, prenant sur ses heures de déjeuner et ses heures de sommeil.



## Deux millions d'Ukrainiens en Allemagne

Dès la fin de la guerre, des soldats britanniques et américains ont rassemblé des réfugiés soviétiques en Allemagne et en Autriche. Certains d'entre eux étaient des prisonniers de guerre, mais la majorité de la population était des *Ostarbeiters* – des civils emmenés travailler en Allemagne pour le 3<sup>e</sup> Reich<sup>1</sup>. Les Alliés décident de leur rapatriement en zone soviétique. L'opération de transfert donne lieu à de nombreuses violences de la part des armées alliées contre les réfugiés ukrainiens pour obliger ceux qui ne veulent pas retourner en Union soviétique à quitter l'Allemagne. Bien qu'Eisenhower ait décidé d'arrêter en septembre 1945 cette opération d'évacuation, elle se poursuit jusqu'en 1947. Certains Ukrainiens préférèrent se suicider plutôt que d'être expulsés. Sur les presque deux millions d'Ukrainiens en Allemagne, il n'en restait plus en 1947 que 200 000. Staline considérait ces réfugiés comme des traîtres pour avoir fui le pays. Ils ont été soit exécutés à leur arrivée, soit envoyés dans des camps de travail et déçus de leur citoyenneté.

En dépit de ces drames, Chevtchenko poursuit son projet. Une maison d'édition ukrainienne à Munich est trouvée, Prometej, qui n'existera que deux années de 1946 à 1947 au cours desquelles elle a principalement publié de la nouvelle littérature ukrainienne – elle soutenait également le Mouvement artistique ukrainien, une organisation d'environ 60 écrivains ukrainiens présents dans les camps de personnes déplacées en Allemagne. Masha Karp dans son ouvrage *Orwell and Russia*<sup>2</sup> raconte

1. Voir *Une «Ostarbeiter» de trois ans, l'histoire de Maria Tymoshuk* en téléchargement gratuit.

2. Masha Karp, *Orwell and Russia*, Londres, Bloomsbury Academic,

comment Chevtchenko décrit ainsi à Orwell cette maison d'édition. Selon lui :

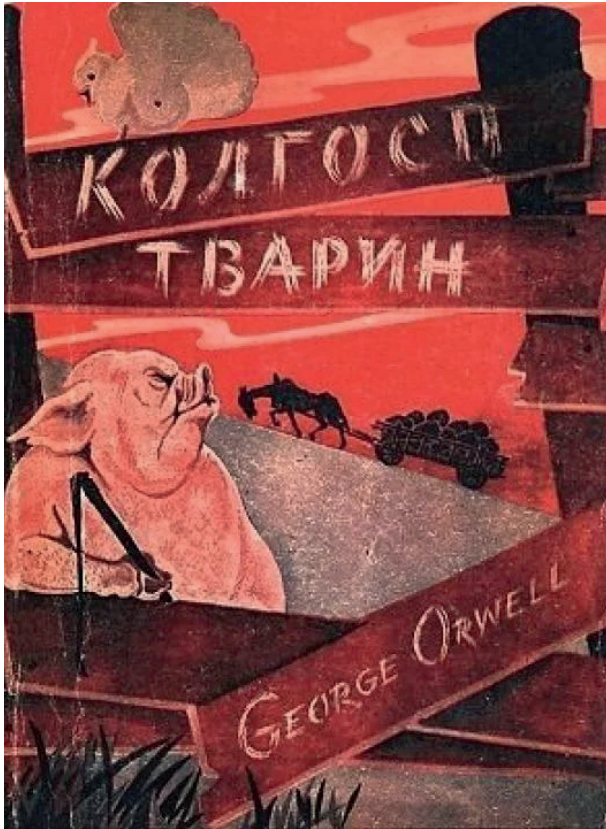
Il s'agissait pour la plupart d'Ukrainiens soviétiques, dont beaucoup sont d'anciens membres du parti bolchevique, mais qui ont ensuite été détenus dans les camps sibériens. Ils étaient le noyau d'un groupe politique. Ils se situent sur une plate-forme «soviétique» et défendent «les acquis de la révolution d'Octobre», mais ils s'opposent au «bonapartisme contre-révolutionnaire [de] Staline et l'exploitation nationaliste russe du peuple ukrainien»; leur conviction est que la révolution contribuera au plein développement national [de l'Ukraine] [...]. Leur situation et leur passé les amènent à sympathiser avec les trotskistes, bien qu'il existe plusieurs différences avec eux. Leur arme théorique est le marxisme, malheureusement dans une forme soviétique quelque peu vulgarisée. Mais il ne pouvait en être autrement. Ce sont des hommes formés au sein du régime soviétique.

Chevtchenko ajoute que les membres de Prometej sont «représentatifs de ce à quoi pourrait ressembler toute opposition potentielle sérieuse à l'intérieur de la Russie soviétique...». Immédiatement, Orwell lui répond : «Je me réjouis d'apprendre que ce type d'opposition existe en URSS.» Manifestement Orwell se laisse aller comme Chevtchenko à un optimisme illusoire, car il ne peut pas ignorer que depuis longtemps toute opposition socialiste, en particulier l'Opposition de gauche trotskiste, a été liquidée physiquement en URSS, et que ces éditeurs oppositionnels sont en exil.

Prometej demande à Orwell une préface afin que son lectorat ukrainien sache qui il est, ce qu'Orwell fait bien volontiers. Chevtchenko choisit pour titre *Kolhosy Tvaryn* (Un kolkhoze d'animaux). Il prend

2023.





le pseudonyme d'Ivan Cherniatynkyi au titre de traducteur. Sur les 5000 exemplaires imprimés en 1947 par la maison ukraino-munichoise, seuls 2000 environ sont mis en circulation dans les camps de personnes déplacées. Les 3000 autres exemplaires sont confisqués par les militaires américains et une partie d'entre eux remis en gage de bonne volonté aux autorités soviétiques qui s'empressent de les détruire. Les Russes connaissent Orwell. Son engagement pendant la guerre d'Espagne dans les milices du POUM suffit à l'étiqueter comme «trotskiste». Le chef de la commission des affaires étrangères de

l'Union des écrivains soviétiques, Mykhailo Apletin, dira d'Orwell: «L'auteur du livre le plus méprisable sur l'Union soviétique dans la période de 1917 à 1944.» Perspicace, le bureaucrate avait reconnu l'URSS dans *La ferme des animaux*. L'édition ukrainienne commence à circuler dans les 80 camps de réfugiés majoritairement ukrainiens de l'Allemagne occupée. Plus tard, des Ukrainiens tenteront ensuite de distribuer des exemplaires de l'ouvrage aux soldats soviétiques stationnés en Allemagne. Il semblerait qu'en 1949, Orwell en relation avec l'hebdomadaire littéraire et politique *Possev* tenta de faire passer des traductions en russe de *La ferme des animaux* dans la zone soviétique.

Selon Olga Luchuk, qui a fait des recherches sur les traductions ukrainiennes d'Orwell, le plus grand nombre de traductions du livre en ukrainien a eu lieu pendant la période de restauration de l'indépendance de l'Ukraine en 1991-1992. Depuis, l'ouvrage est largement accessible et a été réédité de multiple fois en Ukraine.

D'origine ukrainienne, Andrea Tchalupa, scénariste du film *À l'ombre de Staline*<sup>3</sup>, se souvient encore aujourd'hui: «Mon oncle m'a raconté que dans le camp, tout le monde lisait ce livre et se le transmettait. *La ferme des animaux* avait été, pour les réfugiés, une véritable révélation. Ce texte décrivait leur vie, il leur avait permis de mettre des mots sur les horreurs qu'ils avaient traversées. Il les avait littéralement sauvés».

3. Ce long-métrage évoque l'Holodomor, le génocide que Staline a planifié en Ukraine dans les années 1930.

# Préface à l'édition ukrainienne de *La ferme des animaux*

GEORGE ORWELL<sup>1</sup>

On m'a demandé d'écrire une préface à la traduction ukrainienne de *La ferme des animaux*. Je suis conscient que j'écris pour des lecteurs dont je ne sais rien, mais aussi qu'eux non plus n'ont probablement jamais eu la moindre occasion de savoir quoi que ce soit sur moi.

Dans cette préface, on s'attendra probablement à ce que je parle de l'origine de *La ferme des animaux*, mais je voudrais d'abord parler de moi et des expériences qui m'ont permis d'arriver à ma position politique.

Je suis né en Inde en 1903. Mon père était fonctionnaire dans l'administration anglaise, et ma famille faisait partie de ces familles ordinaires de la classe moyenne, composées de soldats, d'ecclésiastiques, de fonctionnaires, d'enseignants, d'avocats, de médecins, etc. J'ai fait mes études à Eton, la plus coûteuse et la plus snob des écoles publiques anglaises. J'ai été éduqué à Eton, la plus coûteuse et la plus snob des Public Schools anglaises. Mais je n'y suis entré que grâce à une bourse, sinon mon père n'aurait pas pu se permettre de m'envoyer dans une école de ce type.

Peu après avoir quitté l'école (je n'avais pas encore 20 ans), je suis parti en Birmanie et j'ai rejoint la police impériale indienne. Il s'agissait d'une police

armée, une sorte de gendarmerie très similaire à la Guardia Civil espagnole ou à la Garde Mobile française. Je suis resté cinq ans dans ce service. Cela ne me convenait pas et m'a fait détester l'impérialisme, bien qu'à l'époque les sentiments nationalistes en Birmanie n'étaient pas très marqués et que les relations entre les Anglais et les Birmans n'étaient pas particulièrement hostiles. Lors d'un congé en Angleterre en 1927, j'ai démissionné et décidé de devenir écrivain: d'abord sans grand succès. En 1928-1949, j'ai vécu à Paris et j'ai écrit des nouvelles et des romans que personne n'a voulu éditer (je les ai tous détruits depuis). Au cours des années suivantes, j'ai vécu essentiellement de bouche-à-oreille et j'ai souffert de la faim à plusieurs reprises. Ce n'est qu'à partir de 1934 que j'ai pu vivre de ce que je gagnais en écrivant. Entre-temps, il m'est arrivé de vivre pendant des mois parmi les pauvres et les demi-criminels qui habitent les quartiers les plus pauvres ou qui font le trottoir en mendiant et en volant. À l'époque, je les fréquentais par manque d'argent, mais plus tard, leur mode de vie m'a beaucoup intéressé pour lui-même. J'ai passé de nombreux mois (plus systématiquement cette fois) à étudier les conditions de vie des mineurs dans le nord de l'Angleterre. Jusqu'en 1930, je ne me considérais pas, dans l'ensemble, comme un socialiste. En fait, je n'avais pas encore d'opinions politiques clairement définies. Je suis devenu pro-socialiste plus par dégoût pour la façon dont la partie la plus pauvre des travailleurs industriels était opprimée et négligée que par admiration théorique pour une société planifiée.

En 1936, je me suis marié. Presque la même semaine, la guerre civile a éclaté en Espagne. Ma femme et moi voulions tous deux aller en Espagne et nous battre pour le gouvernement espagnol. Nous fûmes prêts en six mois, dès que j'eus terminé le livre



1. 1947.

que j'étais en train d'écrire. En Espagne, j'ai passé près de six mois sur le front d'Aragon jusqu'à ce que, à Huesca, un tireur d'élite fasciste me tire une balle dans la gorge.

Au début de la guerre, les étrangers ignoraient dans l'ensemble les luttes intestines entre les différents partis politiques soutenant le gouvernement. Par une série d'accidents, j'ai rejoint non pas la Brigade internationale comme la majorité des étrangers, mais la milice du POUM, c'est-à-dire les trotskistes espagnols.

Ainsi, au milieu de l'année 1937, lorsque les communistes ont pris le contrôle (ou un contrôle partiel) du gouvernement espagnol et ont commencé à traquer les trotskistes, nous nous sommes tous deux retrouvés parmi les victimes. Nous avons eu beaucoup de chance de sortir vivants d'Espagne et de ne pas avoir été arrêtés. Beaucoup de nos amis ont été abattus, d'autres ont passé beaucoup de temps en prison ou ont tout simplement disparu.

Ces chasses à l'homme en Espagne se sont déroulées en même temps que les grandes purges en URSS et ont constitué une sorte de complément à celles-ci. En Espagne comme en Russie, la nature des accusations (à savoir la conspiration avec les fascistes) était la même et, en ce qui concerne l'Espagne, j'avais toutes les raisons de croire que ces accusations étaient fausses. Cette expérience a été une leçon précieuse : elle m'a appris avec quelle facilité la propagande totalitaire peut contrôler l'opinion de personnes éclairées dans des pays démocratiques.

Ma femme et moi avons vu des innocents jetés en prison simplement parce qu'ils étaient soupçonnés de ne pas être orthodoxes. Pourtant, à notre retour en Angleterre, nous avons trouvé de nombreux observateurs sensés et bien informés qui croyaient les récits les plus incroyables de conspiration, de trahison et

de sabotage que la presse rapportait sur les procès de Moscou.

C'est ainsi que j'ai compris, plus clairement que jamais, l'influence négative du mythe soviétique sur le mouvement socialiste occidental.

Je dois m'arrêter ici pour décrire mon attitude à l'égard du régime soviétique.

Je n'ai jamais visité la Russie et ma connaissance de ce pays se limite à ce que l'on peut apprendre en lisant des livres et des journaux. Même si j'en avais le pouvoir, je ne voudrais pas m'immiscer dans les affaires intérieures soviétiques : je ne condamnerais pas Staline et ses associés uniquement pour leurs méthodes barbares et antidémocratiques. Il est tout à fait possible que, même avec les meilleures intentions, ils n'aient pas pu agir autrement dans les conditions qui prévalaient là-bas.

Mais d'un autre côté, il était de la plus haute importance pour moi que les habitants de l'Europe occidentale voient le régime soviétique pour ce qu'il était réellement. Depuis 1930, je n'avais guère vu de signes indiquant que l'URSS progressait vers ce que l'on pourrait véritablement appeler le socialisme. Au contraire, j'ai été frappé par les signes évidents de sa transformation en une société hiérarchique, dans laquelle les dirigeants n'ont pas plus de raison d'abandonner leur pouvoir que n'importe quelle autre classe dirigeante. En outre, les travailleurs et l'intelligentsia d'un pays comme l'Angleterre ne peuvent pas comprendre que l'URSS d'aujourd'hui est tout à fait différente de ce qu'elle était en 1917. C'est en partie parce qu'ils ne veulent pas comprendre (c'est-à-dire qu'ils veulent croire que, quelque part, un pays vraiment socialiste existe réellement), et en partie parce que, étant habitués à une liberté relative et à la modération dans la vie publique, le totalitarisme leur est totalement incompréhensible.

Il ne faut cependant pas oublier que l'Angleterre n'est pas complètement démocratique. C'est aussi un pays capitaliste avec de grands privilèges de classe et (même aujourd'hui, après une guerre qui a tendu à introduire l'égalité pour tout le monde) avec de grandes différences de richesse. Mais c'est néanmoins un pays où les gens vivent ensemble depuis plusieurs centaines d'années sans conflit majeur, où les lois sont relativement justes et où les nouvelles et les statistiques officielles sont presque toujours crédibles et, enfin et surtout, où le fait d'avoir et d'exprimer des opinions minoritaires n'implique pas de danger mortel. Dans une telle atmosphère, l'homme de la rue ne comprend pas vraiment ce que sont les camps de concentration, les déportations massives, les arrestations sans procès, la censure de la presse, etc. Tout ce qu'il lit sur un pays comme l'URSS est automatiquement traduit en termes anglais et il accepte en toute innocence les mensonges de la propagande totalitaire. Jusqu'en 1939, et même après, la majorité des Anglais étaient incapables d'évaluer la véritable nature du régime nazi en Allemagne, et aujourd'hui, avec le régime soviétique, ils sont encore dans une large mesure sous le même type d'illusion.

Cela a causé un grand tort au mouvement socialiste en Angleterre et a eu de graves conséquences sur la politique étrangère anglaise. En effet, à mon avis, rien n'a autant contribué à corrompre l'idée originelle du socialisme que la croyance que la Russie est un pays socialiste et que tous les actes de ses dirigeants doivent être excusés, voire imités.

Ainsi, depuis dix ans, je suis convaincu que la destruction du mythe soviétique est essentielle si nous voulons une renaissance du mouvement socialiste.

À mon retour d'Espagne, j'ai pensé à dévoiler le mythe soviétique dans une histoire qui pourrait être facilement comprise par presque tout le monde et

qui pourrait être facilement traduite dans d'autres langues. Cependant, les détails de l'histoire ne me sont pas venus à l'esprit avant qu'un jour (je vivais alors dans un petit village) je voie un petit garçon, âgé d'une dizaine d'années, conduire une énorme charrette sur un chemin étroit, la fouettant chaque fois qu'elle essayait de tourner. Je me suis dit que si ces animaux prenaient conscience de leur force, nous n'aurions aucun pouvoir sur eux, et que les hommes exploitent les animaux de la même manière que les riches exploitent le prolétariat.

J'ai ensuite analysé la théorie de Marx du point de vue des animaux. Pour eux, il était clair que le concept de lutte des classes entre les humains était une pure illusion, puisque chaque fois qu'il était nécessaire d'exploiter les animaux, tous les humains s'unissaient contre eux: une véritable lutte est entre les animaux et les humains. À partir de ce point de départ, il n'a pas été difficile d'élaborer l'histoire. Je ne l'ai pas rédigée avant 1943, car j'étais toujours occupé à d'autres travaux qui ne me laissaient pas le temps; et à la fin, j'ai inclus certains événements, par exemple la conférence de Téhéran, qui se déroulaient pendant que j'écrivais. Ainsi, les grandes lignes de l'histoire ont perduré dans mon esprit pendant six ans avant qu'elle ne soit réellement écrite.

Je ne souhaite pas commenter l'ouvrage; s'il ne parle pas de lui-même, c'est un échec. Mais je voudrais souligner deux points: premièrement, bien que les différents épisodes soient tirés de l'histoire réelle de la révolution russe, ils sont traités de manière schématique et leur ordre chronologique est modifié, ce qui était nécessaire pour la symétrie de l'histoire. La plupart des critiques n'ont pas tenu compte du deuxième point, peut-être parce que je ne l'ai pas suffisamment souligné. Un certain nombre de lecteurs peuvent terminer le livre avec l'impression qu'il



se termine par la réconciliation complète des cochons et des humains. Ce n'était pas mon intention ; au contraire, je voulais qu'il se termine sur une note bruyante de discorde, car je l'ai écrit immédiatement après la conférence de Téhéran, dont tout le monde pensait qu'elle avait établi les meilleures relations possibles entre l'URSS et l'Occident. Personnellement, je ne pensais pas que ces bonnes relations dureraient longtemps et, comme les événements l'ont montré, je ne me suis pas trompé.

Je ne sais pas ce que je dois ajouter. Si quelqu'un est intéressé par des détails personnels, je dois ajouter que je suis veuf et que j'ai un fils de presque trois ans, que je suis écrivain de profession et que, depuis le début de la guerre, j'ai travaillé principalement comme journaliste.

Le périodique auquel je collabore le plus régulièrement est *Tribune*, un hebdomadaire sociopolitique qui représente, d'une manière générale, l'aile gauche du parti travailliste. Les livres suivants sont susceptibles d'intéresser le lecteur ordinaire (si un lecteur de cette traduction en trouve des exemplaires) : *Une histoire birmane* (une histoire sur la Birmanie), *Hommage à la Catalogne* (inspiré de mon expérience de la guerre civile espagnole) et *Critical Essays* (des essais portant principalement sur la littérature populaire anglaise contemporaine et plus instructifs d'un point de vue sociologique que littéraire).



## Un Robin des bois ukrainien

PATRICK LE TRÉHONDAT

Il n'est pas rare de rencontrer des Dovbouch aujourd'hui dans les unités combattantes ukrainiennes. C'est le nom de guerre que se donnent des combattants car la figure de Oleksa Dovbouch (1700-1745), le Robin des bois ukrainien reste très populaire, surtout depuis le 24 février 2022. La 68<sup>e</sup> brigade de chasseurs, unité d'infanterie mécanisée, porte son nom.

Durant la période des soulèvements en Ukraine (16<sup>e</sup>-17<sup>e</sup> siècles) dans les Carpates ukrainiennes, des bandits des montagnes (*oprychoks*<sup>1</sup>) volaient les seigneurs et les riches et, pour ainsi dire, distribuaient le butin aux pauvres. Les détachements d'*oprychoks* n'étaient pas nombreux – composés d'un à deux douzaines d'hommes. Mais ils connaissaient très bien la région et étaient pratiquement insaisissables. Les seigneurs des Carpates vivaient dans la peur constante des voleurs des montagnes. En raison de la crainte seigneuriale de ces bandits, les pauvres les respectaient beaucoup. Des légendes sont nées à leur sujet et la population leur attribuait de qualités surhumaines.

---

1. Selon l'*Encyclopédie de l'Ukraine*, les *oprychoks* étaient des « groupes de brigands sociaux actifs dans les régions ukrainiennes des Carpates du 16<sup>e</sup> siècle au début du 19<sup>e</sup> siècle. Les *oprychoks* ont été idéalisés dans le folklore ukrainien et la littérature romantique. Ils se composaient principalement d'anciens paysans, de serviteurs de nobles et (plus tard) de résistants à la conscription. Ils formaient généralement de petits groupes avec des chefs individuels et attaquaient les domaines, les fermiers fiscaux, les taverniers, les marchands et les paysans riches ».



Oleksa Dovbouch est né en 1700 dans le village de Petchenijyn, non loin de Kolomyia. Il était le fils aîné du paysan Vasyl Dovbouch, si pauvre qu'il n'avait même pas sa propre maison, mais devait louer un taudis au riche propriétaire Gavril Tverdyuk. La seule propriété de la famille Dovbouch était des moutons. L'enfance d'Oleksa s'est déroulée dans la pauvreté. Presque chaque année, il montait dans les prés pour faire paître les moutons. Dès son jeune âge, Dovbouch a été témoin de l'arbitraire, de la fraude, de la violence et des abus des seigneurs. Enfant, il a non seulement entendu parler des *oprychoks* par les paysans et les bergers de montagne, mais a également pu les rencontrer dans les prés où il gardait ses moutons.

Le principal exploit d'Oleksa Dovbouch fut sans aucun doute une guérilla réussie, qu'il mena à la tête d'un petit détachement pendant au moins huit ans de 1737 à 1745.

En 1738, un détachement dirigé par les frères Dovbouch – Oleksa et son frère Ivan – a commencé à opérer dans les Carpates. L'escouade d'Oleksa Dovbouch était assez nombreuse, composée de soldats, éprouvés au combat, physiquement forts et robustes. Parmi les membres célèbres de son équipe figuraient Vasyl Paliiv, Pavlo Orfenyuk, les frères Jamidjuk, Andriy Lavriv, Vasyl Bayurak et Ivan Boychuk. Le détachement de Dovbouch se distinguait par le fait qu'il dirigeait ses attaques contre les propriétaires les plus détestés. Oleksa partageait souvent l'argent pris aux seigneurs avec les paysans. Par la suite, les attaques se sont étendues à tout le territoire de Pokuttia, ainsi qu'à la Transcarpatie, la Bucovine et la Boykivchtchina.

Dovbouch et ses hommes agissaient rapidement, ne laissant aucune chance à leur cible. Les manoirs brûlaient les uns après les autres. Les propriétaires

payaient souvent une rançon à Dovbouch, promettant une attitude plus douce envers les pauvres. Oleksa est devenu alors un véritable défenseur des intérêts du peuple. Il menait souvent des attaques à la demande des habitants de tel ou tel village. Les caravanes commerciales ont également souffert de ses attaques. Mais Dovbouch n'a jamais versé le sang en vain. Sa terreur exprimait la vengeance populaire. Le chef des voleurs de montagne portait toujours deux pistolets à sa ceinture, une *bartka* (hache) et un long fusil.

En 1739, Oleksa se querelle avec son frère Ivan. Au printemps 1739, les rebelles s'étaient arrêtés dans une auberge du village de Markivka. Là, une dispute éclate entre les deux frères, qui rapidement dégénèrent en bagarre. L'un des insurgés est tué et Oleksa Dovbouch blessé. Son propre frère l'a frappé à la jambe avec une hache, le laissant boiteux à vie. Ceci est confirmé par la célèbre chanson sur Dovbouch : « Il s'appuie sur la jambe, il se redresse avec une hache. » Les deux frères se séparent à la suite de cet affrontement.

Les longs hivers des Carpates étaient les périodes les plus dangereuses. En hiver, il est très difficile de fuir les poursuivants, car tout mouvement est facile à tracer dans la neige. La tactique consistait pour les rebelles à parcourir de longues distances la nuit et à dormir dans des endroits déserts pendant la journée. Dovbouch avait des agitateurs qui recrutaient de nouveaux guérilleros en hiver. Chaque printemps, un lieu de rencontre était désigné, où se rendaient à la fois les anciens membres du détachement et les nouveaux arrivants. Ceux-ci subissaient des épreuves d'admission rigoureuse. Par exemple, il fallait marcher le long du tronc d'un arbre au-dessus d'un gouffre ou placer sa main sous une hache. Au dernier moment, la hache tombait à côté des doigts

(parfois même en touchant les ongles), et celui qui avait retiré la main était considéré comme un lâche et n'était pas accepté. L'un de ces endroits se trouvait à la frontière de l'Autriche-Hongrie, de la Roumanie et de la Pologne.

L'argent et toutes sortes d'autres trésors n'étaient pas du tout l'objectif principal d'Oleksa Dovbouch. Il les distribuait très souvent aux pauvres. Ainsi, il est documenté (par le témoignage au procès du brigand Paliychuk) que les *oprychkas* ont distribué aux paysans les fonds saisis à la cour des nobles de Voskresyntsi, et ont également partagé l'or saisi aux marchands arméniens du district de Kutsy de Prykarpattia.

À cette époque, les activités des *oprychkas* ont pris un caractère de masse. En 1742, l'hetman Yuzef Pototsky a lui-même admis qu'il était très difficile de détruire le détachement de Dovbouch. À la tête d'une armée de 2 500 soldats, il échoua dans sa poursuite de Dovbouch. Plus tard, l'escouade du colonel Pchelussky, composée de 150 nobles, de chasseurs expérimentés, a fouillé les montagnes pendant de nombreuses années à la recherche de Dovbouch sans succès non plus.

L'une des campagnes les plus célèbres d'Oleksa s'est déroulée sur le territoire de l'oblast de Ternopil, à Borshchiv. Là, il tombe sur la propriété du colonel Kostiantyn Zlotnytskyi, un important magnat polonais qui était particulièrement cruel dans sa façon de traiter les paysans. Oleksa a longtemps torturé Zlotnytskyi avant de le tuer. Et l'a décapité de ses propres mains. La propriété du colonel a été incendiée. Pas un seul centime n'a été pris au sanglant colonel. La phrase prononcée par Oleksa Zlotnytskyi le 4 mai 1744 est historiquement documentée :

Je ne suis pas venu pour votre argent, mais pour votre âme – afin que vous ne tourmentiez plus les gens. Et ne demandez rien, et ne gaspillez pas vos



mots bêtement – vous mourrez quand même dans des tourments féroces.

Dovbouch a semé la panique parmi la noblesse avec cette attaque. Celle-ci a réalisé qu'il serait extrêmement difficile de vaincre Dovbouch. Ils ont tenté de recourir à l'aide de la population locale, promettant une récompense importante et une exemption des devoirs féodaux en cas de capture de Dovbouch.

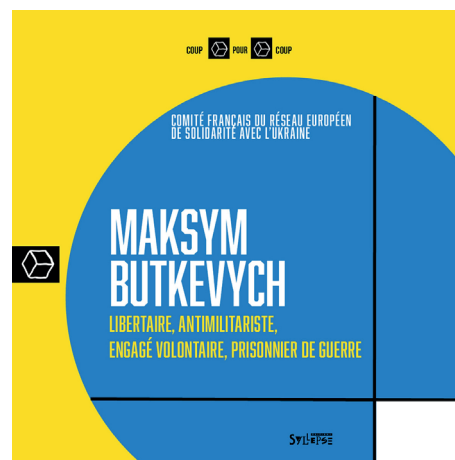
La date de la mort d'Oleksa Dovbouch est également symbolique – le 24 août (jour de l'indépendance de l'Ukraine). Le 24 août 1745, Oleksa Dovbouch a été tué dans le village de Kosmachi par Stepan Dzvinchuk après être tombé dans un piège. Pendant longtemps, la population n'a pas cru à la mort de Dovbouch. Pour la convaincre, son corps a été promené dans les villages, puis découpé en morceaux et accroché à des poteaux dans 11 villages et villes dans la région de Pokuttia.



La figure d'Oleksa Dovbouch reste aujourd'hui encore un symbole fort de l'histoire de la lutte des paysans ukrainiens occidentaux contre l'oppression sociale et nationale. Des centaines de légendes et de mythes sur Dovbouch parcourent encore aujourd'hui les Carpates. Les pauvres étaient du côté de Dovbouch. Ils l'avertissaient du danger, et l'ont aussi souvent caché. C'est là que réside l'explication de la raison pour laquelle tant de troupes n'ont pas pu capturer Dovbouch. Un document intéressant est un manifeste inspiré par Dovbouch qui est mentionné dans les archives. Malheureusement, le texte lui-même n'a pas été conservé. Mettre ses revendications par écrit était une chose plutôt rare dans le banditisme porteur d'un mouvement social.

Le 24 août prochain devrait sortir sur les écrans ukrainiens un film consacré à Dovbouch. Le tournage du film a été ralenti car une partie de l'équipe de tournage est engagée dans les forces armées. Le réalisateur du film, Oles Sanin, a survécu lors de l'évacuation de sa famille, mais le fiancé de sa fille aînée a été tué lors des batailles de Bakhmout en mai dernier. À propos de son film, le réalisateur explique que «ce sera, je l'espère, une découverte pour beaucoup sur qui était Dovbouch, pour quoi il s'est battu, qu'il n'était pas seulement un berger qui s'est soulevé contre la noblesse et les armées du roi.» Le cinéaste conclut :

Oleksa Dovbouch est un exemple de la lutte pour la liberté. Nous défendons notre propre terre, mais nous vivons pour le monde entier. Et le monde s'interroge – qui sont-ils, ces Ukrainiens audacieux, pour qui la liberté est plus précieuse que tout?! Peut-être que notre Dovbouch les aidera à trouver une réponse à cette question.



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

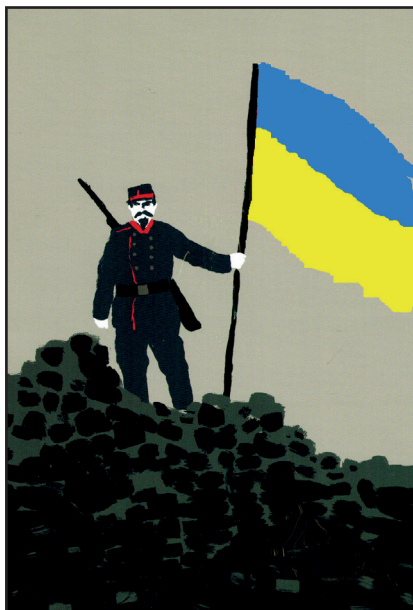
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».